

La Révolution Prolétarienne

REVUE FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Dans ce numéro :

La grève des cheminots et cheminotes en France

*M. Borie, C. Mahieux,
F. Michel, J. Troccaz*



Au-delà du 19 mars 1962 : Socialisme, islam et fémi- nisme dans l'Algérie nouvelle

N. Sidi Moussa



À propos de Gustav Landauer

L. Sarlin, M. Buber, J. Ardillo



Tsvetan Todorov (1939- 2017)

J. Demorgon



Les enjeux de la formation professionnelle

J.-L. Debry



Lettre d'Amérique

D. Ball

Actualité des vieux principes

Lors du congrès de Force ouvrière en avril dernier, la moitié des mandats n'a pas voté le rapport d'activité. C'est tout à fait inhabituel, quelque soit la centrale. C'est un signe que la démocratie syndicale fonctionne encore, prônant une lutte plus nette ne tombant pas dans les pièges d'une « concertation » pipée qui n'a rien à offrir d'autre qu'un cautionnement médiatique de l'austérité. Cela n'a rien d'anecdotique, car c'est le cœur même de ce que certains reprochent depuis un siècle au syndicalisme (son intégration, sa bureaucratisation, son frein à certaines dynamiques) qui montre sa capacité de retour aux sources. Quand l'évitement d'une lutte nécessaire est trop manifeste, la défense des mandats prime sur le ronronnement de l'entre-soi convenu. Le temps des plébiscites semble terminé, dans les urnes comme dans les congrès syndicaux.

À la Bourse du Travail de Saint-Denis se tenait en mai un autre genre de débats, plus inquiétants : un « Bandung du Nord » visant à fédérer les énergies « anti-impérialistes » de militants pour certains plus ou moins réactionnaires. L'anti-impérialisme, en tout cas celui qu'on nous brandit souvent, consiste pourtant à dévoyer la solidarité internationale en calculs, parce que les apprentis-stratèges considèrent, ont toujours considéré, que la classe ouvrière est incapable de s'émanciper elle-même, qu'elle doit compter sur des forces étatiques ou autres pour le faire à sa place. Peu importe que le capitalisme d'État ait fait faillite et qu'il n'y ait plus d'URSS, il y a toujours un discours d'un camp qui, au fond, est contre l'autonomie des luttes. Nous n'avons pas à choisir entre Trump et Poutine ou à justifier la répression au Venezuela. Au lieu de cet anti-impérialisme-là, il nous reste les principes simples de l'internationalisme prolétarien : solidarité entre exploités, solidarité avec les luttes ouvrières auto-organisées, les luttes des femmes, les luttes des gens contre la réaction sous toutes ses formes, solidarité contre les répressions anti-ouvrières, anti-syndicales, contre le racisme, et cela quelles que soient les frontières et malgré ceux qui disent qu'il y a d'autres priorités. Quand on se recentre sur ces principes, c'est vraiment très rare qu'il y ait « conflit d'intérêts » pouvant nous faire hésiter; toutes ces luttes sont, internationalement, convergentes.

Stéphane JULIEN

La Révolution Prolétarienne

Directeur : Stéphane JULIEN

6 rue des mûriers, 14930 Eterville

Équipe revue : Pascal B., Stéphane Julien, Benoît
Kermaal, Jean-Kely Paulhan, Louis Sarlin.

Éditée par :

Les Amis de la Révolution Prolétarienne

Trimestriel. Abonnement : 23 euros

Commission paritaire n° 0321 G 87832

contact : redactionrp@gmail.com

Prix : 5,80 euros

Compte-rendu de l'Assemblée générale des Amis de La Révolution prolétarienne

L'Assemblée générale annuelle des Amis de *La Révolution prolétarienne* s'est tenue samedi 3 mars 2018 à la Bourse du Travail de Paris, 3 rue du Château d'Eau. Membres excusés : Francine et Jean Moreau, Vincent Présumey.

Il a été brièvement présenté l'histoire récente et la situation de la revue à de nouveaux collaborateurs présents pour la première fois. Il y a un équilibre financier grâce à la souscription permanente.

La discussion a principalement porté sur l'évolution de la maquette et la politique de développement, en s'attachant à pointer des mesures concrètes. Nous pourrions participer au salon du livre libertaire (Blancs manteaux tous les 2 ans : même table que les Éditions syndicalistes), ou au Festival de la CNT. L'A.G. remercie Vincent Présumey pour avoir représenté la revue à Monlet en 2017.

Relevé de décisions

- envoi à 100/120 adresses syndicales, au sens large, de 2 numéros gratuits accompagnés de courriers (le 2^{ème} différent du 1^{er}). Pascal va regarder si ça vaut le coup de faire un contrat spécifique à la Poste ou si on les met au routage normal. Numéros concernés : juin et septembre, ou si non prêts septembre et décembre. Surplus d'impression hors imprimeur à tarif militant.
- nouveau plafond pour les articles : 20 000 signes. (pour les notes de lecture : 5000 maximum, sinon c'est un article et plus un compte-rendu). Jean-Kely va rédiger un mémento des règles pour les auteurs qui, après validation par l'« équipe revue »¹, sera envoyé aux contributeurs et servira de base.
- accord donné pour reprises d'articles sur le site de Solidaires 13.
- étude de coût auprès de graphistes sur : identité visuelle (flyer, une, blog), jouer sur un grisé avec une image, etc.
- déménager la liste des anciens collaborateurs (dernière page) sur le blog.
- réduire l'encart « d'où vient l'argent » à la seule souscription permanente. Remplacer le titre « d'où vient l'argent » par « souscription permanente ».
- Benoît Kermoal rejoint l'équipe revue¹.

Fidèle à son passé, la revue s'affirme résolument tournée vers l'avenir.

S.J.

1. L'équipe revue est l'appellation courante utilisée entre deux A.G. pour désigner les militants investis dans la revue, soit un quasi-comité de rédaction qui ne peut se réunir physiquement en raison de leur dispersion géographique. Elle est constituée de : Pascal B. (routage), Stéphane Julien (maquette), Benoît Kermoal, Jean-Kely Paulhan (corrections), Louis Sarlin.



Faites entrer l'accusé chez vous !

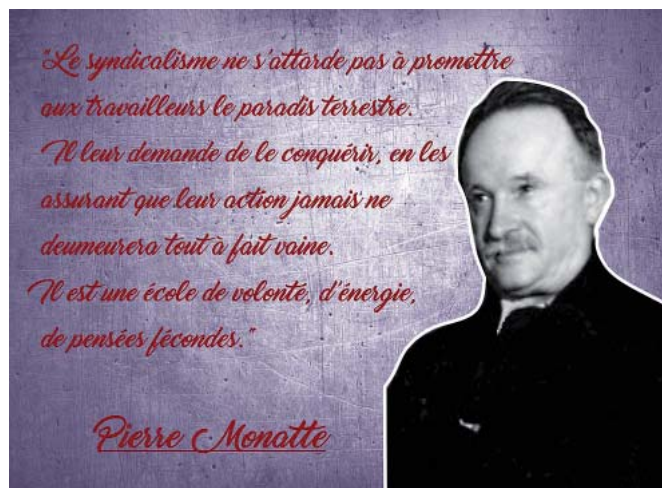
- Auguste Blanqui, *Fragments et notes*, Collection Histoire, texte intégral, 250 p., 2012 ;
- G. Dittmar, *Louise Michel (1830-1905)*, 73 reproductions et gravures, 337 p., 2004.

Catalogue général des éditions Dittmar et tarifs : <http://www.dittmar.fr/>

Les Éditions Dittmar consentent à nos lecteurs sur ces deux ouvrages 40 % de réduction. Coûtant en librairie 30 euros chacun, ils vous reviendront à 23 €, frais de port inclus. Envoyer un chèque aux Éditions Dittmar (aux bons soins de J.-K. Paulhan, 32 rue d'Annam 75020 Paris), à l'ordre de Dittmar, en indiquant votre adresse exacte et le titre retenu.

Sur internet

Un sympathique visuel des Comités syndicalistes-révolutionnaires de la CGT (CSR, site <https://www.syndicaliste.com/>) : « *Le syndicalisme ne s'attarde pas à promettre aux travailleurs le paradis terrestre. Il leur demande de le conquérir, en leur assurant que leur action jamais ne demeurera tout à fait vaine. Il est une école de volonté, d'énergie, de pensées fécondes* » (Pierre Monatte)



La grève des cheminots et cheminotes en France¹

Le gouvernement français a lancé une attaque d'ampleur envers les cheminots et les cheminotes, mais aussi plus globalement contre le service public ferroviaire. Des milliers de kilomètres de lignes ferroviaires, dites « non rentables », sont menacées ; l'entreprise publique SNCF sera transformée en Société anonyme, la « dette ferroviaire » demeure ; le transport public de voyageurs va être ouvert au secteur privé comme cela est déjà le cas pour le transport de marchandises ; ce qu'il reste de Fret SNCF sera filialisé... Pour le personnel de la SNCF, c'est la fin du Statut ; celui-ci définissait les « droits et devoirs » des cheminots et cheminotes. Plus avantageux que les règles communes applicables en France sur certains points, il comprend aussi des dispositions plus contraignantes, notamment pour ce qui est de la flexibilité des conditions de travail, compte tenu du caractère permanent du service public ferroviaire (365 jours sur 365, 24 heures sur 24). Mais le Statut, c'est aussi des règles collectives en matière de rémunération et progression salariale durant la carrière, l'impossibilité de licenciement dit économique, un droit syndical construit au fil de l'histoire, et le régime particulier de retraite – déjà fortement remis en cause depuis 2007.

À la SNCF, la grève a débuté le 3 avril. Mais les fédérations CGT, UNSA et CFDT ont imposé un calendrier de 36 journées de grève d'ici le 30 juin ; sous la forme de 18 grèves de 2 jours. Leur refus d'un mouvement reconductible, défendu par SUD-Rail [Solidaires] et FO, créé une situation peu propice à la construction du mouvement dynamique, porté par la base, qu'il faudrait. Le présent texte ne se veut nullement de bilan : le mouvement est en cours, il faut y participer, le soutenir... et mener le débat pour le rendre plus efficace.

Auto-organisation, démocratie dans la lutte, assemblées générales : un recul de plus de 30 ans !

Ainsi, les fédérations UNSA et CFDT pouvaient se donner l'image de syndicats combattifs, mais à peu de frais ; quelques journées de grève, avant de s'en sortir à la moindre occasion² ? Ainsi, la fédération CGT peut en finir avec la pratique des assemblées générales

1. La version initiale de ce texte a été rédigée fin avril, à destination de collectifs syndicaux de divers pays qui souhaitaient un éclairage sur la situation en France. La présente publication ne fait que l'actualiser très légèrement à la date du 14 mai à travers la note n°7 ; mais, malheureusement, il n'y avait pas beaucoup de modifications à apporter...

2. La récente tribune publiée dans *Le Monde* par les secrétaires généraux de la confédération et de la fédération des cheminots CFDT va dans ce sens. En réalité, les syndicats couramment qualifiés « d'accompagnement » sont confrontés à une politique patronale et gouvernementale qu'ils semblent n'avoir pas comprise : le *macronisme* marque une étape nouvelle dans la « refondation sociale » voulue par une partie du patronat. Dans la logique de liquidation des « corps intermédiaires », le syndicalisme institutionnel n'a qu'une place résiduelle, il est même perçu comme inutile, voire comme

où ce sont les grévistes qui décident réellement de leur grève ; c'était un acquis depuis plus de 30 ans à la SNCF (la plus longue grève de son histoire, 1986/1987³) que bien des bureaucrates syndicaux n'ont eu de cesse de combattre. Certes, pour la forme, les assemblées générales demeurent ; mais il n'y a plus rien à y discuter. Du coup, ce sont au mieux des meetings syndicaux, au pire des rassemblements de délégué.es. Dès avant la réunion interfédérale du 15 mars qui a mis en avant ce calendrier de grèves de 48 heures, le danger était perceptible. Il a été ignoré, ou à tout le moins minoré, par nombre de militants et militantes sincères et combattifs, et cela se paie depuis.

Plus d'un tiers du personnel de la SNCF doit remplir une « déclaration individuelle d'intention (DII) » de faire grève, 48 heures avant, en précisant sur quel préavis. Inévitablement, la référence la plus commune était l'unitaire (débat CGT/UNSA/CFDT), de 48 heures, non reconductible. À partir de là, agents de conduite, contrôleurs, aiguilleurs et autres personnels ayant déposé ainsi leur DII ne pouvaient poursuivre la grève, sauf à se trouver en situation irrégulière⁴. Pour les autres, la publicité faite sur le calendrier s'étalant du 3 avril au 30 juin a poussé à choisir ses dates de grève parmi les 36 proposées. Puisque tout le monde a le programme des grèves jusqu'au 30 juin, pourquoi participer aux assemblées générales ?

La campagne menée pendant des semaines sur le thème « trouvons une forme d'action qui ne coûte pas cher aux grévistes⁵ » a pesé ; d'autant plus, que la plupart du temps, la bataille idéologique pour contrer cela n'a pas été menée, au nom de l'unité qu'il ne fallait pas fragiliser. Pour le même motif, il n'y pas eu de débat réel, parmi la masse des cheminots et des cheminotes, sur la forme de l'action. Le calendrier des 18 grèves de 48 heures s'est imposé comme l'évidence de départ.

Là était le piège. Car une fois les affaires lancées ainsi, il était quasiment certain qu'on arriverait à la situation connue depuis début avril : des grèves successives qui occupent l'espace médiatique,

un frein. La vocation du syndicalisme d'accompagnement à paraître co-décider s'en trouve ruinée.

3. Voir notamment, dans *Les utopiques*, n°3 : « La grève des cheminots 1986/87 à Paris Gare de Lyon ; le bilan de la section syndicale CFDT » [Christian Mahieux] et « La grève des cheminots 1986/87 vue de l'agglomération rouennaise ; une expérience d'auto-organisation » [Jacques Hais]. www.lesutopiques.org

4. Certes, bien des grèves d'importance sont parties sans préavis, donc de manière « irrégulière », « illégale », mais encore faut-il que l'ambiance, la dynamique (et certaines organisations syndicales) poussent à dépasser ces contingences.

5. Face à l'ampleur des attaques, on aurait pu s'attendre à un positionnement plus offensif et motivant...

mais un nombre de grévistes qui n'est pas à la hauteur de ce qu'il faudrait, et surtout l'impossibilité de créer une dynamique d'auto-organisation, de prise en main de la grève par les grévistes. Ce dernier élément est déterminant : non seulement, par rapport aux pratiques syndicales défendues et mises en œuvre, mais aussi pour l'efficacité de la lutte.

Les grèves se succèdent, mais avec quelles perspectives ?

Le 22 mars, a eu lieu une grande manifestation nationale des cheminots et cheminotes. Au-delà du nombre de manifestantes et manifestants, c'est celui des grévistes qui était impressionnant ; d'autant que la plupart des fédérations syndicales⁶, explicitement, n'appelaient pas à la grève ce jour-là. Malgré l'appel interfédéral du 15, il était possible de rebondir sur cet événement pour imposer un autre mouvement à compter de début avril. On l'a vu, cela n'a pas été fait.

Où en sommes-nous ? Sans surprise, la propagande patronale et gouvernementale consiste à expliquer que la grève faiblit. C'est aussi habituel que sans effet. Mais à l'inverse, il est ridicule d'affirmer que le nombre de grévistes est exceptionnel ; il est surtout très inégal selon les catégories. Très forte chez les agents de conduite, la grève ne prend pas à la hauteur de ce que doit être une grève nationale qui dure, parmi les agents commerciaux des gares, le personnel de la maintenance des installations ou dans les ateliers. C'est en grande partie inhérent aux modalités retenues, comme expliqué précédemment.

La forme d'action choisie permet que le sujet demeure d'actualité dans la durée sur le plan médiatique. Par ailleurs, chaque jour, toutes les fédérations publient tracts et/ou communiqués, étendant ainsi une pratique qui fut longtemps l'apanage de SUD-Rail et Solidaires. Mais nombre de grévistes commencent à exprimer des doutes, fondés : oui, le mouvement se poursuit, mais quel est son effet ? Là est le nœud du problème. Une certaine conception du syndicalisme affirme que la grève sert ponctuellement à « montrer sa force et sa colère », ensuite le patronat et/ou le gouvernement négocie et on clôt le chapitre. Ce n'est pas le syndicalisme que nous défendons et pratiquons : pour nous, la grève c'est pour gagner ; les négociations doivent se faire sous la pression des grévistes ; c'est un moment de rupture avec le système en place qui permet d'en envisager d'autres, plus fortes. Celles et ceux qui voulaient seulement « montrer leur force » sont confrontés à un problème de taille : gouvernement et patronat n'entendent pas négocier, seul le rap-

port de force peut les faire craquer. Et il passe par un blocage de l'économie, un blocage dans la durée de l'activité ferroviaire.

Est-il possible de rebondir sur le mouvement actuel pour arriver à cela ? Ou bien le verrouillage est-il tel que mieux vaut reprendre l'élan nécessaire à ce rebond ? L'avenir, proche, le dira⁷... Une chose est sûre : ce n'est pas en multipliant les pertes de salaire dues à une succession de grèves non reconductibles qu'on prépare dans les meilleures conditions une grève reconductible. L'expérience de 2016, ne serait-ce qu'elle, le rappelle⁸.

Les propositions alternatives pour le secteur ferroviaire

En partie pour gagner la bataille de l'opinion publique, mais aussi par souci de crédibilité vis-à-vis des adversaires sociaux⁹, chaque fédération a mis en avant ses propositions alternatives pour un autre service public ferroviaire¹⁰. Histoire de l'organisation du chemin de fer, exploitation et infrastructures, dette, transport, environnement et écologie, activités déjà privatisées, situation dans d'autres pays, etc., les thèmes abordés sont nombreux et intéressants.

Si on ne fait pas semblant de croire que ces documents vont convaincre Guillaume Pepy ou les députées, alors on y trouve des pistes de réflexion intéressantes pour imaginer collectivement un service public ferroviaire autogéré par celles et ceux qui le font fonctionner, et par celles et ceux qui l'utilisent... **Un travail à poursuivre pour remettre en cause l'hégémonie du modèle capitaliste, ouvrir les pensées collectives vers d'autres horizons...**

Les organisations politiques

Des organisations « de gauche » (y compris une partie de celles qui ont collaboré aux gouvernements à l'origine d'autres reculs sociaux) affirment leur soutien aux cheminots et cheminotes. Ce ne fut pas sans intérêt pour renverser un peu le flux médiatique contre la grève. Mais plus que de déclarations médiatiques, c'est de militants et militantes organisant les grèves, sur le terrain, qu'il y a besoin ! Et c'est une fois de plus la limite criante de celles et ceux qui considèrent que les organisations politiques (en réalité, « leur organisation politique ») représentent le débouché politique dans des luttes sociales : ils et elles comptent sur d'autres pour construire ces luttes sociales ! Le vrai débouché politique, ce sont les luttes elles-mêmes : qui y a participé sait à quel point, surtout à l'occasion des mouvements longs durant lesquels les grévistes se

6. UNSA et SUD-Rail avaient déposé un préavis de grève national.

7. À l'occasion du 14 mai, dont les fédérations voulaient initialement faire « une journée sans cheminot et sans train », le nombre de grévistes est remonté à ce qu'il était au tout début du mouvement. Mais une nouvelle fois, les fédérations syndicales ont refusé de modifier le calendrier : résultat, il fallait faire grève les 18 et 19 mai, puis les 23 et 24 mai, mais pas le 22 alors que toutes les fédérations syndicales de la

Fonction publique appelaient à la grève, et pas le 26 alors qu'étaient organisées des manifestations unitaires dans plusieurs villes ! Quelques collectifs syndicaux ont rompu alors avec cette politique mortifère ; trop peu pour renverser la vapeur...

8. Voir dans *Les utopiques*, n° 3, « La grève de 2016 dans le secteur ferroviaire » [Mathieu Borie, Christian Mahieux, Frédéric Michel, Julien Troccaz]. www.lesutopiques.org

9. D'autres disent « partenaires sociaux ».

retrouvent chaque jour, les utopies, les alternatives, les changements radicaux gagnent en crédibilité aux yeux de toutes et tous !

Le syndicalisme est politique, son champ d'action englobe, tant la défense des revendications dans le cadre de la société actuelle, que l'action pour une transformation radicale de celle-ci. Par action, il faut entendre des choses aussi différentes et complémentaires que la formation et l'information, une campagne dans la durée et une grève, l'organisation collective et le soutien aux auto-organisations... L'oppression liée au système capitaliste, l'oppression économique issue des rapports de production et du droit de propriété, est commune à toutes celles et tous ceux « d'en bas ». C'est là que se joue l'affrontement de classes : si ça, ce n'est pas politique ! Ça n'empêche pas, bien entendu, de considérer qu'il y a bien d'autres formes d'oppressions, qu'il ne s'agit d'ailleurs pas de hiérarchiser, ni entre elles, ni vis-à-vis de l'oppression économique. Les luttes contre les oppressions, et pour l'égalité, la liberté, etc., font aussi de la politique. La notion d'« organisation syndicale et populaire » est à creuser : luttes contre le patronat, contre la hiérarchie, pour un travail différent, etc., mais aussi luttes des femmes, des personnes racisées, des LGBT, des sans-logis... La répartition des rôles qui veut que le parti s'occupe de politique et le syndicalisme du social est une impasse. Alors que les syndicats sont, ou du moins devraient être, l'outil d'organisation autonome de la classe ouvrière (ce qui n'est pas rien !), elle les cantonne dans une fonction mineure, leur nie la capacité d'agir pour changer la société. A l'inverse, elle pousse les organisations politiques à considérer que cette tâche est leur exclusivité et donc se trouve déconnectée des mouvements sociaux.

Les caisses de grève

Comme lors de chaque mouvement, professionnel ou interprofessionnel, qui dure, on reparle des caisses de grève. Chaque organisation syndicale a lancé la sienne et une autre l'a été par des « personnalités ». Le montant de cette dernière est remis à une association créée par les quatre fédérations syndicales « représentatives¹¹ » de la SNCF, le montant devant être réparti selon le résultat aux dernières élections professionnelles. Ce mode opératoire, outre qu'il élimine FO, revient à considérer qu'au bout d'un mois de grève, CFDT ou UNSA ont autant de leurs adhérent.es en grève que CGT ou SUD-Rail, ce qui n'est pas vrai. Priorité aux structures syndicales, et non aux grévistes !

10. Notamment : www.cheminotcgt.fr/wp-content/themes/cheminotcgt/assets/img/layout/ENSEMBLE-POUR-LE-FER.pdf www.solidaires.org/Reapproprions-nous-le-service-public-ferroviaire
11. Il s'agit de la représentativité telle que définie par la loi reprenant la position commune CGT/CFDT/Patronat de 2008 : ne sont concernées que les organisations ayant recueilli au moins 10 % des voix dans l'entreprise ; en l'occurrence, CGT, UNSA, SUD-Rail et CFDT ; pas FO par exemple, qui pourtant appelle à la grève.

Mais surtout, que représentent « les sommes très importantes » dont parlent les communiqués ? Un million d'euros (somme annoncée pour la collecte lancée par des personnalités) ? Il y a environ 150 000 salarié.es à la SNCF, si on se fonde sur 50% de grévistes cela fait donc 75 000 personnes à indemniser. Soyons pessimistes et tablons sur seulement 33% de grévistes : chacune et chacune des 50 000 grévistes pourra alors toucher 20 euros. C'est un peu en décalage, pour tant de jours de grève.

Il n'y a pas trente-six solutions pour les caisses de grève :

- soit les structures syndicales en organisent dans la durée, c'est-à-dire en systématisant le fait qu'une part de la cotisation syndicale de chaque adhérent.e est consacrée à cela, ce qui permet d'amasser au bout d'un long moment une somme à la hauteur des enjeux (en France c'est le cas de ... la CFDT, depuis un demi-siècle) ;

- soit, c'est organisé ponctuellement au moment de grèves, mais géré très localement, à petite échelle, ce qui permet de répartir entre grévistes les sommes recueillies (y compris par exemple chez les commerçant.es du coin... mais ce sera forcément inégal à l'échelle nationale (bien qu'utile là où ça se fera : au plan financier, mais aussi parce que ça suppose des contacts grévistes/reste de la population).

La première solution, la plus efficace, renvoie à la place de l'organisation syndicale dans le mouvement social et politique. Elle doit être centrale, dans la durée, ne pas être « redécouverte » seulement lorsque de grands mouvements sont lancés. En creux, cela pose aussi la question du rapport entre la classe ouvrière et les autres classes sociales... Ce sujet des caisses de grève pourrait être un être un excellent exercice pratique pour les collectifs militants de différentes organisations syndicales, voulant unifier le syndicalisme de luttes...

Le monde en dehors des cheminots et cheminotes

Bien sur, ces attaques s'insèrent dans un plan bien plus vaste. Les retraité.es ont vu leur pouvoir d'achat largement amputé depuis plusieurs mois, une sélection accrue est mise en place pour l'accès à l'université, nombre d'entreprises continuent de licencier pour engraisser leurs actionnaires ; dans la Fonction publique et les services publics, les situations de souffrance au travail, les dépressions et les suicides se multiplient. Des grèves touchent différents secteurs : Air France, des enseignes du commerce, etc. Sans compter des travailleurs et travailleuses sans-papiers qui exigent leur régularisation.

Affaibli par des défaites importantes ces dernières années, le mouvement syndical peine à organiser la riposte à la hauteur des enjeux. La CGT avait décidé



d'organiser seule une journée d'actions le 19 avril ; Solidaires y a appelé aussi. Une fois de plus, cela s'est traduit par des manifestations où la participation militante domine, sans effet d'entraînement sur la masse des salarié.es. Une grève est prévue dans l'Éducation nationale, le 3 mai. Pour l'ensemble des fonctionnaires, ce sera le 22 mai. Pour les retraité.es, les manifestations dans toute la France auront lieu le 14 juin.

L'urgence est-elle à annoncer des dates successives ou à reconstruire des outils syndicaux solides, porteurs de perspectives de rupture crédibles, capables de donner confiance aux travailleurs et travailleuses ?

Concernant le contexte actuel en France, un communiqué du Réseau syndical international de solidarité et de luttes¹² résume la situation :

« Confronté à divers mouvements sociaux, le gouvernement français montre une nouvelle fois que les États n'hésitent pas à recourir à la force policière et à des lois liberticides pour tenter de museler les mouvements sociaux. Fin mars, le procès dit « de Tarnac¹³ » a rappelé comment l'appareil judiciaire, au service de la police, pouvait créer puis alimenter un mensonge d'État. Au-delà de cet exemple médiatisé, bien des habitants et habitantes de quartiers populaires connaissent quotidiennement discriminations et répression policières.

À Notre-Dame-des-Landes, l'État est intervenu violemment pour évacuer celles et ceux qui avaient maintenu la vie sur ce morceau de terre, devenue Zone

à défendre. La résistance, la construction d'alternatives, la solidarité, ... autant de notions qui ne cadrent pas avec le système capitaliste en place. Et lorsque les gestionnaires du système le décident, ils et elles usent de violence. Il en est de même dans les Universités françaises : la police, et parfois des bandes armées fascistes, y interviennent violemment, couvertes par « l'institution ».

Face à cela, nos armes sont notre nombre, notre solidarité, nos différences comprises comme une richesse collective, nos combats respectifs. Le syndicalisme est directement concerné : à Notre-Dame-des-Landes, un collectif intersyndical existe ; dans les universités, le syndicalisme étudiant est présent. Mais au-delà de ça, l'ensemble du mouvement syndical doit être solidaire et actif contre les violences policières ; ce n'est pas un hasard si les jeunes sont particulièrement visé.es !

La présence sur les zones à défendre et les manifestations de soutien sont nécessaires. Mais pour gagner ensemble, il faut multiplier les fronts de lutte : Notre-Dame-des-Landes, mais aussi les cheminots et cheminotes ! Les universités, mais aussi les salarié.es de Carrefour, de Ford ou de La poste ! Les retraité.es, mais aussi le personnel de santé ! En France, mais aussi ailleurs !

Pour que nos luttes soit Une, construisons-les ensemble !

Bientôt le mois de mai... Ce n'est qu'un début...

**Mathieu BORIE, Christian MAHIEUX,
Frédéric MICHEL, Julien TROCCAZ,**
le 23 avril 2018.



Les enjeux de la formation professionnelle

L'institut Montaigne¹ a publié en 2011 un rapport intitulé « La formation professionnelle des adultes en France », rédigé, entre autres économistes, par Marc Ferracci², dont la ligne directrice était d'« en finir avec les réformes inabouties ». Or, celui-ci est aujourd'hui conseiller spécial de Muriel Pénicaud, l'actuelle ministre du Travail. C'est dire dans quel état d'esprit et avec quelle volonté ce chantier est abordé. Il est la suite, logique pourrait-on dire, de la déconstruction du code du travail. Or, le MEDEF et les fédérations professionnelles y sont fortement impliqués et gardent pour une large part, notamment à travers leurs centres de formation technique, le contrôle de la formation permanente. En donnant les clés du coffre à l'URSSAF³, la ministre offre aux syndicats patronaux la réalisation de leurs vœux. Ils se retrouvent maîtres du jeu. Car, malgré ses limites et sa perversité, ce type de structure paritaire permettait d'imposer quelques principes et règles censés garantir les intérêts des salariés dans un monde qui ne désire rien tant que de s'en affranchir. Ils avaient droit au chapitre. En s'en prenant directement au paritarisme, les syndicats dits représentatifs sont sortis du jeu. Haro sur les partenaires sociaux et silence radio sur le reste des acteurs d'un système qu'ils auront largement contribué à instrumentaliser afin de satisfaire aux exigences économiques de leur structure.

Le lien entre les organismes de formation des branches et des syndicats patronaux

De la métallurgie à la chimie en passant par le textile et les assurances, ce système permettait aux entreprises de la branche de bénéficier de budgets via les dispositifs de financements. Lesquels organismes de formation sont des émanations desdits syndicats patronaux. Dans la sidérurgie, via l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (UIMM)⁴, le MEDEF contrôle

en effet un appareil de formation gigantesque, fort de dizaines et de dizaines de centres répartis dans toute la France, et réunis au sein d'un réseau baptisé AFPI⁵. Dans le secteur de la plasturgie, inséré au sein de la chimie, les syndicats patronaux régionaux ne sont pas en reste et n'ont pas, en comparaison, à rougir de leur talent, qui en la matière présente bien des points de convergence dans les pratiques. OPCAIM (Métallurgie), OPCA6, C2P (chimie et plasturgie) jouent à valoriser des organismes de formation avec qui ils entretiennent une complicité de bon aloi, ce qui permet à chacun de fermer les yeux sur des pratiques de refinancement qui arrangent tout le monde. Afin de se faciliter la vie et de pouvoir combiner en toute réactivité, voire pro-activité comme elles aiment à le faire savoir, certaines organisations patronales ont carrément installé leurs OPCA dans leurs propres immeubles⁷, avec l'assentiment tacite des syndicats de salariés.

Un circuit fermé qui profite aux syndicats patronaux de chaque branche

Les enjeux de la formation professionnelle sont liés à sa manne financière (32 milliards d'euros par an)⁸. Cet argent circule en circuit fermé et revient pour une large part dans les caisses des organismes de formations liés au MEDEF via les fédérations. La métallurgie et la chimie en sont la parfaite illustration. Un circuit tripartite, entreprises, OPCA et Centre de formation (des branches) dans lequel les relations d'obligés à charge de revanche tiennent lieu de politique de déploiement des « bonnes intentions ». À côté des structures créées par les syndicats patronaux, il n'existe pas moins de 15 450 organismes⁹ – on y trouve des formations « fourre-tout » comme du management à destination des chefs d'équipe, de la communication à toutes les sauces et du développement personnel¹⁰ « en veux-

1. *Think tank* libéral.

2. Professeur à l'Université de Nantes, chercheur affilié au CREST, ENSAE, et au LIEPP, Science Po.

3. Unions de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales, cet organisme privé chargé d'une mission de service public dépend du ministère des Solidarités et de la Santé et du ministère de l'Action et des Comptes Publics.

4. En 2001, le cabinet du juge Roger Le Loire, chargé de l'enquête sur la caisse noire de l'UIMM, a exposé sur la place publique, et par le détail, comment les fonds détournés de la formation professionnelle constituaient la plus grosse source de financement occulte de cette union patronale.

5. L'Association de Formation Professionnelle de l'Industrie, plus connue sous le nom AFPI, est un réseau Emploi-Formation du « Pôle formation des industries technologiques » consacré aux métiers de l'industrie et de la métallurgie.

6. Organisme Paritaire Collecteur Agréé. Les 20 organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) sont principalement organisés sur une base nationale et professionnelle. Ils récoltent, gèrent les fonds destinés à la formation et les redistribuent pour en financer une partie.

7. Le Formap (Organisme de Formation de la branche) est domicilié à la même adresse

que la Confédération française de l'industrie des papiers (154, boulevard Haussmann, à Paris) ; le Forthac (Organisme de Formation de la branche), qui cohabite avec l'Union des industries textiles (37, rue de Neuilly, à Clichy-la-Garenne), pour l'Opcia C2P Organisme de formation de la branche), qui voisine en Rhône-Alpes avec l'Union des industries chimiques (60, avenue Jean-Mermoz, à Lyon a une antenne dans les locaux du syndicat le plus puissant de sa fédération, ou encore pour l'Opcalia d'Alsace, qui partage ses locaux avec l'antenne locale du Medef (1, quai Jacques-Sturm, à Strasbourg).

8. Source : farandole/2013/pap/pdf/Jaune2013_formation_professionnelle.pdf

9. Dans son rapport annuel de 2017, la Cour des comptes mentionne l'existence de « plus de 75 000 prestataires ». Selon la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), « 83 % des prestataires réalisaient un chiffre d'affaires annuel inférieur à 150 000€. Les plus gros organismes concentrent une part importante de l'activité. 1% d'entre eux ont réalisé en 2013 un chiffre d'affaires supérieur à 3 M € et 44 % du chiffre d'affaires global. »

<https://www.comptes.fr/sites/default/files/EzPublish/04-formation-professionnelle-continue-salaries-Tome-1.pdf>

10. « Les actions de formation ayant pour contenu le développement des capacités comportementales et relationnelles ou se rapportant à des pratiques non

tu en voilà » et, cerise sur le gâteau, de la cohésion d'équipe et de la gestion de conflit (sic) – pour un chiffre d'affaire de 7 milliards d'euros en 2009, selon une étude du ministère du Travail. Une « offre pléthorique et incontrôlée », constate l'Institut Montaigne, « sur laquelle il n'existe pas de contrôle systématique de la qualité¹¹ ».

Les sommes rondettes qui parfois s'évaporent au gré des transactions migrent, non pour se mettre au service des salariés¹², mais afin de satisfaire aux besoins des structures et des syndicats patronaux qui, en quelque sorte, verrouillent le dispositif avec l'aval des OPCA. Avec la multitude de petites et anodines dérives qui en apparence sont justifiées par chacun des acteurs au nom de la rationalité économique, les centres de formation jouent avec les procédures et le formalisme bureaucratique en organisant, par exemple, des stages fantômes ou de complaisance ou plus fréquemment encore en confiant à des commerciaux, nommés délégués régionaux, le soin de remplir leurs sessions inter ou intra entreprises avec l'active complaisance des OPCA. Ainsi par exemple, la façon dont les OF mettent en place des *certificats de qualification professionnelle* induit des pratiques qui, sans être ouvertement encouragées, le sont implicitement et à chaque niveau de la structure, afin que l'obsession de la marge brute soit satisfaite et validée par le contrôleur de gestion sous les applaudissements des affiliés lors des grandes messes d'autocongratulations. Certains organismes se targuent d'exiger des marges à plus de 55 % sur chacune des affaires que signent leurs commerciaux, alors même que leur statut d'association loi de 1901 rend tout le processus extrêmement douteux ; rigueur et déontologie ne sont pas les exigences les mieux partagées, d'autant que dans une logique purement économique de chiffre d'affaires, le pragmatisme commercial (sic) a le dernier mot. Des services juridiques dans les syndicats patronaux qui les pilotent s'emploient à jouer avec la législation, s'autorisant à grands renforts de casuistique le détournement de mission afin que l'organisme puisse se pré-

valoir d'un financement avantageux. Chacun, à son petit niveau et de façon plus ou moins cynique et plus ou moins formelle au plus haut niveau, s'accommode, sans trop d'état d'âme, « avec pragmatisme » dit-on, de ces petits arrangements sans lesquels, il serait sans doute bien difficile de faire des affaires. « La prime qui va avec » sanctionne en quelque sorte des pratiques communes qui ne choquent personne puisque telle est la règle qu'OF et OPCA se font fort de pérenniser, comme larrons en foire. Mais la complicité induite par la proximité n'empêche pas de mal supporter le peu d'exigence que peuvent avoir les organisations syndicales représentant les salariés. Une fois de plus, il se confirme que, pour l'actuel gouvernement, sa volonté politique est d'écarter les fâcheux. Ainsi fait, les décideurs, tous sortis du même moule, structurés par une vision idéologique commune et des croyances partagées, dans un esprit du « chacun pour soi et que le meilleur gagne », peuvent enfin s'adonner à leur jeu préféré sans être obligés à perdre leur temps en prêtant une attention, même distraite, à des partenaires que l'on aimerait voir réduits au silence.

Les organismes collecteurs gardent sous le coude, pour leur frais de fonctionnement, jusqu'à 9,9 % des sommes récoltées dans les entreprises (et même 11,9 % pour certains d'entre eux¹³) C'est ainsi que les OPCA se retrouvent chaque année à la tête d'une cagnotte de 600 millions d'euros. De quoi s'offrir de plantureux déjeuners et des nuits d'hôtel à chaque réunion qui voient s'installer autour de la table de négociation¹⁴, pour un jeu de rôles qui frise plus souvent qu'à son tour la caricature, des représentants du patronat et des salariés. On se paye de mots et on est peu regardant sur les modes opératoires des OF que l'on taquine parfois, histoire de rappeler qu'on a des devoirs et que même si on ne les remplit pas tout à fait (hors bureaucratie s'entend) on est légitime à la place que l'on occupe (et à ce jeu la CFE-CGC, n'est pas, et de loin, la plus maladroite). Pour les cadres supérieurs de ces organismes les salaires sont confortables et les méthodes de management ne portent pas, c'est le moins que l'on

conventionnelles à visée thérapeutique présentent un risque élevé à cet égard, comme le notait la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) dans son rapport au Premier ministre pour 2006 » : <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/EzPublish/04-formation-professionnelle-continue-salaries-Tome-1.pdf>

11. La Cour des comptes, lors de la présentation de son rapport annuel, le 8 février 2017, souligne, elle aussi, qu'il n'y a aucune « programmation nationale des contrôles » et, que « moins de 0,8 % des prestataires de formation et 4 % des OPCA sont contrôlés ». Pour la Cour, cela s'explique par « la facilité d'accès au marché » de la formation et par « la simplicité des mécanismes permettant de frauder (majoration fictive du nombre d'heures de formation ou du nombre de stagiaires, par exemple) ». <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/EzPublish/04-formation-professionnelle-continue-salaries-Tome-1.pdf>

12. D'une façon générale, ce sont « les employeurs qui captent la majeure partie des rendements de la formation de leurs salariés ». (Voir *Évaluer la formation professionnelle*, Éditions Presses de Sciences Po). Marc Ferracci, chercheur du Centre de Recherches en Économie et Statistique (CREST), affirme dans un article paru dans *Le Quotidien de la Formation* (12 septembre 2013) : « La formation

a peu d'effets sur le salaire ou la productivité. On sait en revanche qu'elle stabilise les individus dans l'emploi. »

13. « Les OPCA opèrent des prélèvements pour frais de gestion exprimés en pourcentage de leur collecte. Un arrêté du ministère de l'Emploi en date du 4 janvier 1996 en fixe le taux maximum à 9,9 %, taux porté à 11,9 % pour l'AGE-FOS-PME et le réseau des OPCAREG (il couvre tous les secteurs d'activité, dont les entreprises non couvertes par un accord de branche), en raison d'une collecte plus difficile auprès des entreprises de moins de dix salariés. » Rapport d'information n° 365 (2006-2007) de M. Bernard Seillier, fait au nom de la mission commune d'information Formation professionnelle, déposé le 4 juillet 2007 au Sénat. <https://www.senat.fr/rap/r06-365-1/r06-365-10.html>

14. Des faveurs pour les uns, ou une facture de stage de formation pour les permanents qui siègent dans les conseils d'administration des OPCA ; de même certains OF facturent en jours de formation à l'OPCA leurs réunions annuelles (grand-messes au cours desquelles, les orateurs sur-jouent le rôle de grand prêtres de la modernité en marche, parfois, et plus souvent qu'à leur tour, leurs péroraisons se roulant dans la caricature. À ce point que la Cour des comptes, s'en alarma - Rapport public annuel 2017 - Cour des comptes - www.ccomptes.fr

puisse dire, vers un humanisme que, dans ce milieu, fort peu d'acteurs revendiquent¹⁵. Cela ressemble à un film de gangsters, chacun étant à des degrés divers impliqué dans ces pratiques dont il mesure la perversité et qu'il serait mal venu de faire connaître hors du cénacle – un conclave de connivence. Il est tenu au silence puisque dénoncer ses pairs serait se trahir. Or, comme tous se tiennent, les plus malins, les plus avides, se retrouvent dans la position du chef d'orchestre. Les OF signent de généreux contrats grâce aux financements des OPCA où l'on frise parfois la surfacturation. Sont ainsi signés des contrats à propos desquels personne ne vient mettre en doute la pertinence des sommes engagées pour des formations qui, sans être bidon, ne tiennent que par la logorrhée « *pédagogue* », en réalité une vulgate qui se fait fort de rimer avec « réalisations exemplaires ». Évaluateurs improvisés (des commerciaux soucieux d'atteindre leurs objectifs et de remplir leur carnet de commandes), formateurs aux compétences douteuses et sans expérience du terrain, durée et contenu de formation inadaptés aux besoins des stagiaires mais répondant à la pression... On est dans ce cas plus préoccupé de remplir le planning du formateur que de chercher à savoir s'il est l'homme de la situation ; la liste des anomalies est longue et déprimante. Et comme chacun le sait, le diable se niche dans les détails.

Le MEDEF et les organisations patronales avec l'appui de l'État sont désormais au commandement d'une réforme qui n'en restera sans doute pas là et ira vers une gestion conforme à ses vœux. Les perdants sont donc les organisations syndicales des salariés. Quant aux organismes de formation (CFA compris) enracinés dans leur zone d'influence, ils seront et pour longtemps, surtout en l'absence de gêneurs, « les pompes à fric » des syndicats patronaux.

Jean-Luc DEBRY

Morceaux choisis

La caractéristique historique la plus marquante de la deuxième moitié du XX^e siècle est bien la prise de conscience soudaine de la « pauvreté ». Cette prise de conscience, ajoutons-le, vient après une très courte période pendant laquelle nous nous sommes imaginés infiniment riches.

Pour caractériser notre pauvreté, il va falloir nous référer à l'illusion de notre richesse (en essayant de comprendre que cette richesse était une fausse richesse, la dilapidation d'un héritage, tout comme notre pauvreté est une fausse pauvreté).

Cette illusion de « richesse » a été engendrée par d'autres illusions plus fondamentales, et la perte de l'illusion de la richesse est la conséquence de ces « illusions de base ».

Quelles sont ces illusions de base ?

La première est la croyance, entretenue par nous tous, que notre monde contient des quantités d'énergie et de matières premières sinon illimitées, du moins suffisantes pour que le souci de la pénurie soit réservé à d'autres générations que la nôtre. On peut donc utiliser, consommer ou gaspiller l'énergie et les matières premières en toute bonne conscience et sans se préoccuper du lendemain.

La deuxième illusion, c'est la conviction que la terre est capable de fournir les produits nécessaires à nourrir convenablement l'humanité tout entière si son taux de croissance ne dépasse pas un certain palier que nous ne sommes pas encore prêts d'atteindre. Les famines actuelles viennent en conséquence de la mauvaise gestion de la distribution de ces produits de survie et de la non-application d'une technologie agricole pourtant avancée.

La troisième illusion (qui est d'après moi la plus grave), c'est ce que j'appelle « l'illusion de la communication globale ». Il s'agit de la croyance suggérée par une partie (monothéiste) de l'humanité qui soutient que l'humanité tout entière – ces quelques milliards d'individus – peut « se comprendre ». Se comprendre, c'est-à-dire communiquer entre eux, à condition – bien entendu – que soient inventés les moyens nécessaires à cette communication (moyens technologiques ou autres).

La quatrième et dernière illusion est celle dont la faillite est la moins imminente, bien que – étrangement – ce soit celle que l'on dénonce et que l'on redoute le plus : c'est celle d'avoir suffisamment de place sur terre pour une humanité croissant sans cesse.

Yona Friedman, *Comment vivre avec les autres sans être chef et sans être esclave ?* [1974], L'éclat/poche, 2016.



15. Ainsi un dirigeant de syndicat professionnel, basé à Lyon, ayant sous sa coupe un CFA et un OF, se vantait de pratiquer un management par le stress.

Au-delà du 19 mars 1962

Socialisme, islam et féminisme dans l'Algérie nouvelle

Il ne s'agit pas ici d'étudier ici le 19 mars 1962 en tant qu'événement mais de le dépasser et de restituer la richesse des débats qui animaient la vie politique algérienne avant le coup d'État du 19 juin 1965. Entre ces deux dates, des expériences parfois audacieuses paraissent avoir été refoulées, tout comme l'euphorie des premiers jours de l'indépendance. Pourtant, certaines questions soulevées entre 1962 et 1965, pendant ces premières années de l'Algérie indépendante, qu'on appelait alors « *Algérie nouvelle* » (expression signifiant à la fois rupture avec l'ordre colonial et volonté de moderniser la société, voire de la révolutionner), résonnent avec une certaine acuité pour la période la plus contemporaine.

Le 14 février 2018, Louisa Hanoune, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), organisation populiste de gauche, a demandé au président de la République Abdelaziz Bouteflika de convoquer des élections pour une assemblée constituante afin d'« *organiser le sauvetage du pays* »¹. Selon Ahmed Ouyahia, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), cette initiative conduirait à « *tirer un trait sur toutes les avancées politiques qu'a connues le pays, pour revenir au point de départ* »², c'est-à-dire à 1962. Djamel Ould Abbès, le secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), l'autre parti de l'administration, a affirmé que « *ceux qui réclament une assemblée constituante veulent effacer tout ce que les hommes politiques ont réalisé depuis 1962* »³.

Selon les tenants du statu quo, la volonté de réformer les institutions revient donc à remettre en cause les acquis de l'indépendance, examinés ici à travers trois thèmes : le socialisme, l'islam et le féminisme.

Le socialisme et l'autogestion

Dans un article paru le 15 octobre 2017 dans le quotidien *L'Expression*, le journaliste Mohamed Badaoui analysait « *la débâcle de la gauche algérienne* ». Il soulignait la disparition de la « *gauche marxiste-léniniste* » mais signalait paradoxalement que la littérature produite par les autorités gouvernementales ne s'était « *pas encore départie d'un langage socialiste*. » S'il subsiste une grammaire populiste au sein du gouvernement, celle-ci est pourtant mise en cause par les tenants du néolibéralisme. D'autant que toute référence au socialisme a été effacée de la constitution algérienne depuis 1989.

La « *perspective socialiste* » était pourtant privilé-

giée dès le congrès de Tripoli de juin 1962. En effet, pour les participants, « *à la lutte armée [devait] succéder le combat idéologique* » et « *à la lutte pour l'indépendance nationale [devait succéder] la Révolution démocratique populaire* ». Cette dernière devait se situer « *dans le cadre de principes socialistes et d'un pouvoir aux mains du peuple* ». La plateforme programmatique fut adoptée par le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) dans un contexte de crise du FLN⁴ et de course pour le pouvoir entre différentes factions.

La première constitution algérienne, promulguée le 10 septembre 1963, réaffirmait parmi « *les objectifs fondamentaux* » de la jeune république : « *l'édification d'une démocratie socialiste, la lutte contre l'exploitation de l'homme sous toutes ses formes* » (article 10). Le FLN, consacré « *parti unique d'avant-garde* » (article 23), avait pour tâche d'« *édifie[r] le socialisme en Algérie* » (article 26). D'ailleurs, l'expérience qui symbolisa cette volonté de transformer les rapports sociaux fut celle de l'autogestion, appuyée par les décrets des 18, 22 et 28 mars 1963, qui portaient respectivement sur les biens vacants, l'organisation de l'autogestion et la répartition de ses revenus. Les modèles étaient alors yougoslave et cubain.

À la suite de l'adoption de ces décrets, Mohammed Harbi, alors conseiller du président Ahmed Ben Bella, demanda à Jeanne Favret de mener une enquête sur les comités ruraux d'autogestion⁵. Ce projet fut interrompu à l'été 1964 en raison de la trop grande liberté de ton des ouvriers agricoles devant les envoyés de Ben Bella. Les rapports des enquêteurs montraient la défiance des ouvriers à l'égard des anciens maquisards qui s'alliaient à la bourgeoisie, tournant le dos à leurs anciens protecteurs (Benchicao, Médéa). Tandis que les gros propriétaires et l'administration posaient des « *entraves au socialisme* » (Saint-Arnaud, El Eulma).

L'essence arabo-musulmane

Cependant, le socialisme qui prévalait en Algérie était « *spécifique* » comme le notait Bruno Etienne⁶. Seule l'analyse économique était empruntée au marxisme-léninisme par le nouveau pouvoir. En revanche, la « *personnalité algérienne* » était irrémédiablement associée aux valeurs arabo-islamiques. Le socialisme ne devait donc pas s'y opposer.

Pour le programme de Tripoli de juin 1962, « *l'islam, débarrassé de toutes les excroissances et les superstitions (...) [devait] se traduire, en plus de la religion (...) dans la culture et la personnalité* ». La

constitution de septembre 1963 présentait l'islam et la langue arabe comme des « *forces de résistance efficaces contre la tentative de dépersonnalisation des Algériens menée par le régime colonial* ». L'islam devint même la religion de l'État (article 4). La charte d'Alger, adoptée par le congrès du FLN en juin 1964, estimait que « *la révolution algérienne [devait] redonner à l'islam son vrai visage, visage de progrès* ». Le texte soulignait encore « *l'essence arabo-musulmane de la nation algérienne* ». Il convient toutefois de replacer ces références répétées à la religion dans le cadre d'un débat ouvert dès les premières semaines de l'indépendance sur la compatibilité de l'islam et du socialisme.

Dans une motion adoptée en pleine crise du FLN, sa Fédération de France (sans doute la plus à gauche) adoptait, en août 1962, un programme affirmant que « *les institutions religieuses [devaient] reposer sur le principe de la séparation du culte et de l'État* ». Il défendait aussi la liberté de l'enseignement religieux, « *dispensé hors des établissements publics* »⁷. Dans un appel au peuple algérien, M'Hamed Chebouki, au nom des Oulémas de l'islam et de la langue arabe, protestait « énergiquement » contre le projet laïque de la Fédération de France qui constituait, selon lui, « *une atteinte à l'Islam dans ce pays musulman* » (*La Dépêche d'Algérie*, 22 août 1962).

On retrouve de nombreux indices de la réaffirmation du caractère islamique du socialisme algérien dans les déclarations adoptés par les fédérations du FLN dans la perspective du congrès de 1964. Mais les « *principes moraux de l'islam* » étaient très souvent convoqués (Sétif, Constantine, Grand Alger, Aurès), parfois pour défendre la propriété privée, mais surtout pour encadrer voire limiter les droits de la femme (Titteri, Mostaganem, Oran, Oasis, Saïda, Blida). La Charte d'Alger ne prit cependant pas en considération les vues les plus rétrogrades dans son passage sur « *le rôle de la femme algérienne* », favorable à une vision plus égalitaire.

« **Allez faire la cuisine, nous faisons de la politique** »

Dans ce débat, les femmes ne restèrent pas silencieuses. Loin de là. Dans le cadre du congrès du FLN, l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA) proposait d'« *inscrire dans les faits l'égalité de la femme et de l'homme* », ce qui fut repris dans la Charte d'Alger. L'UNFA s'appuyait également sur le Coran pour réclamer la suppression de la polygamie et de la répudiation unilatérale. Elle était rejointe par l'Amicale des femmes algériennes en France qui, dans son message au congrès, rejetait « *la polygamie [et] les marchandages dans les mariages* ». Tout en se défendant d'être des « *suffragettes* », les émigrées affirmaient leur volonté « *d'accéder à une vie moderne* ». Cependant, les revendications concrètes des femmes algériennes ne furent pas inscrites dans la Charte d'Alger, qui condamnait

toutefois, en des termes vagues, « *les préjugés sociaux et les conceptions rétrogrades* ».

La manifestation du 8 mars 1965, la première du genre en Algérie, permit de mesurer la combativité des femmes. On dispose notamment de la contribution de Malika El Korso (publié dans le quotidien *Liberté* le 31 mars 2012), ainsi que du témoignage de Catherine Lévy (paru dans la revue *Clio* en 1997). Membre de l'Union des étudiants communistes (UEC) à la Sorbonne, Catherine Lévy vint s'installer à Alger à l'indépendance. Elle militait à la section de Bab-el-Oued de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et enseignait au collège Bencheneb.

La manifestation était appelée par l'UNFA, qui plaça la mobilisation sous le slogan de l'égalité de l'homme et de la femme pour un défilé qui démarrait du Champ de manœuvres (place du 1er mai) pour se rendre à la salle Majestic (Atlas) afin d'y écouter le discours de Ben Bella. La tête du cortège regroupait les représentantes de l'UNFA et des officielles vêtues à l'euro-péenne ou comme des « *bourgeoises* ». Plus loin, de nombreuses femmes, d'origine plus modeste, portaient un foulard ou un haïk⁸. Les slogans lancés par l'UNFA appelaient à la « *solidarité avec les sœurs angolaises et érythréennes* ». Mais des participantes déployaient aussi des banderoles en faveur de la libération ou de l'émancipation de la femme. Puis des mots d'ordre spontanés, lancés en français et en arabe populaire, couvrirent le son des haut-parleurs : « *Allez faire la cuisine, nous faisons de la politique !* ». Les femmes s'approprièrent l'espace public et formèrent des barrières amenant des automobilistes apeurés à quitter leurs véhicules. Arrivées au port, de nombreuses femmes jetèrent leur voile à la mer. Au Majestic, des femmes cassèrent des chaises pour permettre aux manifestantes restées dehors de rentrer. Devant les appels tiers-mondistes de Ben Bella, les auditrices interrompirent le président qui dut faire des promesses sur l'égalité en Algérie pour calmer l'assistance.

Un véritable tremblement de terre

Le lendemain, une cinquantaine de femmes portant des traces de coups trouvèrent refuge au local de l'UGTA de Bab-el-Oued. Elles avaient été répudiées pour avoir participé à la manifestation. D'autres furent convoquées par la police sous l'accusation de « *dévergondage* » pour avoir lancé le slogan « *Les hommes à la vaisselle !* ». Ces femmes, qui avaient défié ouvertement le patriarcat, furent livrées à elles-mêmes. Elles ne reçurent l'aide ni de l'UNFA, ni de l'UGTA ou du FLN. Aucun de ces éléments ne fut d'ailleurs rapporté par la presse, qui mit l'accent sur le cortège officiel.

Cette libération de la parole féminine, qui se radicalisa au cours de la manifestation, provoqua « *un véritable tremblement de terre au Bureau politique* » du

FLN⁹. Mais cette radicalité, en dépit de ses conséquences tragiques, ne fut pas l'apanage des femmes. On la retrouvait aussi chez les délégués du congrès de l'autogestion industrielle de mars 1964 qui dénonçaient leur hiérarchie en ces termes : « *Il y a encore des séquelles de néo-colonialisme sous leur crâne. Ils dilapident les biens du peuple. Ils ont le même dédain pour les ouvriers que les anciens exploiters.* »¹⁰ Certains étaient même prêts à « se battre à nouveau, comme en 1954 » ainsi que le rapporta Daniel Guérin.

Les trois premières années de l'Algérie nouvelle furent donc riches en expériences, parfois très audacieuses malgré leurs limites.

Nedjib SIDI MOUSSA

1. Karim Kebir, « Louisa Hanoune réclame une Constituante », *Liberté*, 15 février 2018.
2. Saïd Boucetta, « Ouyahia intransigeant », *L'Expression*, 17 février 2018.
3. Kenzi Adam, « Ould-Abbès : 'Le remaniement du gouvernement est du ressort du Président' », <algeriepatriotique.com>, 17 février 2018.
4. Amar Mohand Amer, « Les wilayas dans la crise du FLN de l'été 1962 », *Insaniyat*, n° 65-66, 2014.
5. Jeanne Favret-Saada in Anne Dhoquois (dir.), *Comment je suis devenue ethnologue*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2008, p. 79-94.
6. Bruno Etienne, « Le socialisme algérien » in Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes (dir.), *Introduction à l'Afrique du Nord contemporaine*, Aix-en-Provence, CNRS, 1975, p. 359-374.
7. Mohamed Harbi, « L'islamisme, une révolution conservatrice ? », *Confluences Méditerranée*, n° 11, été 1994, p. 66.
8. Étoffe rectangulaire, blanche ou noire, recouvrant tout le corps, enroulée puis maintenue à la taille par une ceinture et ramenée ensuite sur les épaules pour y être fixée par des fibules.
9. « Les femmes dans la révolution algérienne », entretien avec Christiane Dufrancatell, *Les révoltes logiques*, n° 11, printemps 1980, p. 86.
10. Daniel Guérin, « À l'écoute de l'autogestion industrielle en Algérie », *La Révolution prolétarienne*, n° 193, mai 1964, p. 7-10.

Rappels et souscription permanente

Quelques camarades dont l'abonnement arrive à expiration, ne l'ont pas encore renouvelé. Nous leur demandons de bien vouloir se mettre à jour. Depuis sa création en 1925, par Pierre Monatte, *La RP* ne cesse de défendre ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Il nous paraît important que nous puissions encore faire entendre leur voix, librement, dans nos colonnes...

C'est grâce à vous toutes et vous tous que *La RP* peut continuer à vivre en toute indépendance. Sans l'encaissement des abonnements et sans la souscription permanente, ce ne serait pas possible. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

BONNES PAGES

Perspectives espagnoles¹

Barcena lisait avec intérêt et depuis longtemps les articles que Louis Mercier publiait ici ou là sous divers pseudonymes. Il l'avait connu par La Révolution prolétarienne et l'Union des syndicalistes. Leur première rencontre datait de décembre 1956, aux « Sociétés savantes », rue Danton, où son ami Paul Barton donnait une conférence sur la résistance ouvrière à l'Est. « Luis », comme on l'appelait chez les Espagnols, avait développé, à l'époque, une intense activité contre la répression de l'insurrection hongroise. Depuis, Barcena et lui se fréquentaient régulièrement. On pouvait même dire qu'ils étaient devenus compagnons d'affinité. Ce soir de novembre 1961, ils dînaient ensemble dans un restaurant de la rue Vivienne pour faire le point sur un certain nombre de questions, dont le devenir de la Commission internationale de liaison ouvrière (CILO) et les perspectives espagnoles.

– Je vais partir en Amérique latine, Barcena, et je cherche quelqu'un qui pourrait s'occuper du bulletin de la CILO. Rüdiger ne veut pas venir s'installer à Paris. Gómez est occupé à mille choses, dont une bibliographie sur la guerre d'Espagne qu'il ne terminera sans doute jamais. J'ai reçu le concours de Guilloré, Stern et Yvernel, mais j'aimerais que tu les assistes.

– Tu connais mon penchant naturel, Luis. Je ne suis pas homme d'organisation, ni même de groupe. Je peux aider, mais j'ai toujours des difficultés à trouver ma place dans une structure. On me le reproche assez du côté des Espingouins. Si tes amis ont besoin de moi, ils sauront où me trouver. Je les aiderai autant que je le pourrai.

– Tu es davantage un homme du « milieu » que du « mouvement », en somme ...

– Plutôt un type de l'entre-deux.

– Comme moi, en quelque sorte, mais sans mauvaise réputation.

– Et tu pars pour longtemps en Amérique latine ?

– Pour deux ans environ.

– Le boulot, j'imagine...

– Le boulot et le reste ; tu sais que j'ai une certaine aptitude à jouer double jeu. L'Institut latino-américain de relations internationales, section du Congrès pour la liberté de la culture, c'est la crèche idéale pour ça. Il paye, mais il ne contrôle pas l'usage des fonds.

– Ça, c'est toi qui le dis...

– Ah, bon ! Tu crois donc toi aussi que je serais un agent de la CIA ?

– Sûrement pas, mais que tu joues avec le feu, certainement.

– Écoute, Barcena, le monde est comme il est, et la seule voie qui nous est ouverte est étroite. À chacun d'agir selon sa conscience de libertaire. On peut poser des bombes, braquer des banques ou cultiver la légende. Tout est acceptable à condition que ça serve et que ce soit sincèrement entrepris. La seule question qui compte pour moi, c'est de savoir si l'on a le droit d'utiliser, sous certaines réserves et non sans discrimination, des moyens financiers offerts sans condition pour diffuser des idées que l'on juge saines, sans subir aucune contrainte, sans accepter aucune altération de la pensée. Et ma réponse est « oui ». On me le reprochera au-delà de ma mort, mais je m'en fous. Et je m'en fous parce que j'ai ma conscience pour moi.

Quant à jouer avec le feu, ce ne sera ni la première ni la dernière fois. Je suis, comme toi, d'un temps où, battus plusieurs fois, il s'agissait pour nous de tenir. Moi, ma chance, c'était d'avoir une gueule de communiant. Ça m'a aidé et ça m'aide encore. Si tu savais ce qu'on peut faire avec une gueule de communiant !

Luis s'attaqua au bœuf en daube sans attendre les commentaires de Barcena. Il était de ceux qui mangeaient chaud. Sans peur de se brûler. Une habitude des temps difficiles, ceux où il s'appelait Ridel, l'un des premiers combattants anarchistes étrangers venus rejoindre la colonne Durruti. Entre deux bouchées, la question fusa :

– Alors, il paraît que vous avez l'intention de remettre ça ? On me dit que García Oliver est sur le point de boucler ses valises pour vous dispenser ses conseils. J'espère pour vous qu'ils seront plus clairvoyants que ceux de mai 37 ?

– Le moment-révolution, cette courte période où tout tient dans le trait d'union et relève d'une enclave chronologique, ne dure jamais, tu le sais bien, mieux que moi sûrement, Luis. Le problème, ce n'est pas que García Oliver se soit prêté, comme d'autres, beaucoup d'autres, à éteindre le feu d'une révolution qui ne brûlait déjà plus, ni même qu'on fasse appel à ses supposés services, mais qu'on s'imagine encore pouvoir dynamiter un rapport social. Sur ce point, il y a un invariant anarchiste.

– Il y a surtout de la connerie, coupa Mercier, en saçant son pain.

– Si tu veux, mais de la connerie qui se transmet de génération en génération. Et c'est l'autre problème. Le besogneux radotage de la radicalité, chez nous, tient de l'héritage. Et on n'a pas fini d'en voir les effets.

– Pour moi, le problème, c'est que vous êtes des intoxiqués de l'éphémère et que vous avez une mentalité de bocal. Ça bouge là-bas, de l'autre côté de vos Pyrénées fantasmées, mais vous ne vous en rendez même pas compte. Des choses s'organisent, des luttes sociales se développent, mais, vous, vagabonds à paradoxes, vous ressassez vos réminiscences à la tombée du jour. Ce qu'il faut faire, c'est ce qu'ils font au Centro de la rue Saint-Denis : se colleter aux nouvelles réalités, se frotter aux nouveaux émigrants, ouvrir les fenêtres. Il faut abandonner nos songes creux et repartir de zéro, Barcena. L'important n'est pas de porter banderole ou de faire slogan, et encore moins de réinventer un messianisme hors d'époque, mais d'enseigner à se poser des questions qui ouvrent des perspectives sociales d'émancipation. Le centre de gravité est toujours plus bas que prévu et c'est ce que peinent à imaginer les révolutionnaires. On a déjà connu ça en 36, d'ailleurs, et je n'ai pas été le dernier à tomber dans cette erreur.

– Je vois que tu as la digestion loquace, Ridel. Et j'en redemande : quelle erreur ?

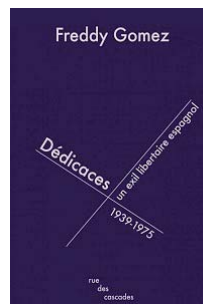
– Putain, mais celle de croire que la perspective était ouverte et qu'il n'y avait qu'à s'y engager. La légende, c'est ça, ce discours circulaire éternellement ressassé. Il y eut des fautes impardonnables bien sûr – le ministérielisme, la militarisation des milices et tout le tintouin –, mais elles ne suffirent pas à tout expliquer. Quand je pense, aujourd'hui, à ce temps-là, ce qui me revient, c'est le brouillé, le brumeux, l'incertain de ces jours où nous bricolions, dans la pire adversité et sans aucune aide, un rapport de forces que nous imaginions, à tort, conquérant. Pour comprendre quelque chose à cette extraordinaire saga des guenilleux de l'anarcho-syndicalisme ibérique, il faut remonter le flot du temps, des analyses a posteriori et des jugements péremptoirs. Il faut se plonger au cœur de l'imprévu de l'histoire ; cette révolution vint du mauvais côté de l'imaginaire : la défense d'une république honnie mais menacée par pire qu'elle. Nous la vivions, tous, cette contradiction, mais nous ne voulions pas la voir. Le réel ne nous va pas. Nous étions prêts à mourir en combattant, mais dans la lumière de nos illusions. J'en suis témoin. J'ai peut-être été l'un des plus acharnés à le croire.

– Et aujourd'hui ?

– Aujourd'hui, il me reste une certitude : ces mois-là furent les plus heureux de ma vie. Une combinaison de mécanicien, une paire d'espadrilles, une couverture, un Mauser. De la boue à partir de septembre, et des nuits tellement froides en montagne que nous creusions des trous à flanc de colline pour y dormir à trois ou quatre, comme des bêtes. Seulement, quand tu dormais, tu savais qu'un *compañero* veillait. Et quand tu étais de garde, tu te sentais le protecteur des autres. Pour moi, la révolution c'était ça. Je n'ai jamais pensé à la victoire, je n'ai jamais espéré. Je n'ai même jamais pensé au lendemain. C'est difficile à expliquer : j'existais. Après ça, tu es tranquille. Toutes les saloperies, toutes les trahisons, tous les faux discours, ça ne pèse pas lourd. Tu sais qu'il est possible de vivre vraiment, sans renoncer à rien. Et tu le sais une fois pour toujours, même quand tu renonces, enfin, à nier le réel. C'est notre chance, Barcena, d'avoir connu ça une fois pour toutes, mais l'histoire ne le retiendra pas. Et tant mieux, après tout : ça restera notre secret, notre signe de reconnaissance.

Freddy GOMEZ

1. Ce texte, dont le titre est de la rédaction, est tiré du livre de Freddy Gomez, *Dédicaces – Un exil libertaire espagnol 1939-1975* (rue des Cascades, 2018) et publié avec l'accord gracieux de l'auteur. Ce dernier y met en scène plus de trois décennies d'exil libertaire en France sous la forme d'un récit composé de brefs épisodes et portraits. Mêlant « l'exact, le possible et le probable » sur « une trame historique avérée », le personnage fictif de Barcena, un homme du « milieu » anarcho-syndicaliste espagnol à Paris, y croise des militants bien réels pour évoquer cette période obscure du mouvement libertaire espagnol, à l'opposé de l'éblouissant été 1936 – objet de toutes les attentions. Nous aurons le plaisir d'en publier un second extrait dans notre numéro de septembre.



Des syndicats au service de l'État

Ce texte, reproduit avec la gracieuse autorisation de son éditeur, est tiré du livre de Chantal de Crisenoy, *Lénine face aux moujiks* (La Lenteur, 2017) dont il a été brièvement question dans notre précédent numéro (« Un centenaire pour rien ? », p. 31). Alors que différentes variantes de léninisme tentent de se légitimer à nouveau dans la gauche radicale, il n'est pas inutile de souligner la conception particulière que Lénine et ses épigones se faisaient du syndicalisme, à l'opposé de celles de la le Internationale et du syndicalisme d'action directe à la française d'avant 1914. (NDLR)

Au nom d'un pouvoir d'État qui serait mythiquement entre leurs mains, Lénine dénie aux paysans et aux ouvriers tout droit à la lutte politique. Lorsqu'il parle de la lutte de classe « inéluctable » dans « la période de transition du capitalisme au socialisme », il n'a en vue *que* la lutte économique ; et l'issue de celle-ci ne dépend pas d'un déroulement dialectique, mais de la disparition de la petite production marchande d'une part, du développement du secteur étatisé, de l'autre¹. De plus, même cette lutte économique est suspecte à ses yeux. Elle peut provenir de l'incurie bureaucratique mais aussi du retard des masses. Elle ne saurait en tout cas avoir d'autres origines :

Le recours à la lutte gréviste, dans un État où le pouvoir politique appartient au prolétariat, peut être expliqué et justifié uniquement par des déformations bureaucratiques de l'État prolétarien et par toutes sortes de survivances du passé capitaliste dans ses institutions, d'une part, ainsi que par le *manque de maturité politique et le retard culturel des masses laborieuses, de l'autre*².

Dans la pratique, toutefois, seul le second terme de l'alternative est retenu : l'inculture des masses, là est l'argument pour censurer de plus en plus toute possibilité d'expression populaire. Les partis interdits, les soviets sans pouvoir, il ne restait plus qu'un lieu où les travailleurs avaient encore la parole. Cette ultime organisation de masse, les bolcheviks s'emploient à la détruire en transformant le syndicat en un appendice de l'appareil d'État. On a beaucoup reproché à Trotski d'avoir voulu *militariser* les syndicats ; Lénine heureusement, nous dit-on, s'y est opposé, et l'intérêt des travailleurs fut ainsi sauvegardé. Soutenir cette thèse, c'est assurément avoir une vision bien étrange de l'intérêt des masses.

Dans « Le rôle et les tâches des syndicats dans les conditions de la nouvelle politique économique », Lénine expose très clairement ses conceptions. En premier lieu, les syndicats ne peuvent soutenir que

des revendications purement économiques. Ils doivent « contribuer » au « mieux-être matériel » des travailleurs mais ne peuvent en aucun cas aller au-delà. Ils n'ont surtout pas à s'occuper de l'organisation du travail : « Toute immixtion directe des syndicats dans la gestion des entreprises doit être reconnue [...] pour absolument inadmissible. » Quant aux seuls intérêts économiques des travailleurs, ils s'inscrivent dans des limites bien étroites. Les syndicats peuvent les prendre en compte, mais seulement « dans la mesure du possible » et en se gardant surtout de « flatter » les « préjugés » des masses, leur « esprit arriéré ». En fait, « un des critères les plus importants et les plus sûrs de la justesse de [leur] action » réside dans leur aptitude « à prévenir les conflits massifs dans les entreprises d'État », quitte pour ce faire à recourir à la contrainte :

Au cas où des actes irréguliers des organismes économiques, l'*état arriéré* de certains groupes ouvriers, l'activité provocatrice des éléments contre-révolutionnaires ou enfin l'imprévoyance des organisations syndicales elles-mêmes entraînent des conflits ouverts sous forme de grèves dans les entreprises d'État *ou autres*, la tâche des syndicats est de contribuer à liquider au plus vite les conflits³.

Faire admettre aux travailleurs l'organisation capitaliste du travail, voilà en réalité le *vrai rôle des syndicats*. Ils doivent, en effet, lutter « pour l'accroissement de la productivité », « renforcer sans cesse la discipline du travail », par le biais notamment des « tribunaux révolutionnaires » : exercer enfin « une action quotidienne sur les grandes masses laborieuses, afin d'établir des relations normales entre elles et les spécialistes ». Dans ce texte, Lénine tient le discours de la bourgeoisie et défend la « légalité » capitaliste, la légitimité de la domination des rapports bourgeois dans l'usine. Il recommande bien aux syndicats de « s'adapter aux masses », aux cadres de « savoir gagner [leur] confiance illimitée », mais c'est là pur souci d'efficacité. Il aspire au consensus, à la paix sociale dans l'usine⁴.

Dans la pratique, la transformation des syndicats en rouges dociles du pouvoir s'effectue rapidement. Le parti, est-il décidé lors du X^e Congrès, doit *comme avant diriger* « au travers de ses organisations centrales et locales l'ensemble de l'aspect idéologique du mouvement syndical ». Le choix des dirigeants syndicaux « doit être, bien entendu, placé sous [son] contrôle et [sa] direction ». Cette motion, dite « des dix », reflète les positions de Lénine (elle est soutenue – entre autres – par Staline, Tomski, Zinoviev et Kamenev⁵). Lors du

XI^e Congrès, un nouveau pas est franchi. Jusqu'alors, les responsables syndicaux n'étaient pas obligatoirement « communistes » ; à présent seuls les militants appartenant *depuis plusieurs années au parti* pourront être « élus » comme cadres syndicaux. Enfin, le V^e Congrès des syndicats de toute la Russie (septembre 1922) limite très strictement le droit de grève. Les syndicats reçoivent l'ordre de « liquider rapidement » toutes les grèves « spontanées », toutes celles qui éclatent contre leur avis. Chaque conflit doit être traité comme un cas individuel et l'intérêt du secteur économique concerné demeure prioritaire. En réalité, c'est là interdire, ou presque, tout recours à la grève, justifier par avance sa répression violente. Les participants ne s'y trompent guère. Prenant l'exemple des chemins de fer, Tomski souligne déjà : une grève y serait intolérable « du point de vue des tâches générales de la classe ouvrière⁶ ».

Le travailleur soviétique se voit dépouillé de la seule organisation qui pouvait lui rester en propre. Le syndicat, sous le pouvoir des bolcheviks, n'est plus l'instrument que se donne le prolétariat pour lutter, sur les lieux mêmes de la production, contre l'exploitation qu'il subit, mais un moyen supplémentaire de répression, l'agent actif de la bourgeoisie, de la collaboration de classes dans l'entreprise. Limitation, puis interdiction du droit de grève, du droit de manifester, du droit de circuler librement (les passeports intérieurs, abolis sous le tsarisme, sont restaurés), disparitions de la liberté de presse, de réunion, de parole : nous sommes en face d'une dictature bourgeoise radicale qui, comme toute dictature, s'appuie sur la police et l'armée. Les bolcheviks vont ainsi pouvoir achever l'accumulation primitive que le gouvernement tsariste n'avait su mener à son terme. Comme partout – et peut-être plus encore –, elle se fera dans le sang et la boue. L'expropriation de la paysannerie s'effectuera à une rapidité et à une échelle jamais vues et – est-ce en raison de l'impossibilité de briser le *mir* autrement ? – ses victimes se compteront par millions. La colonisation des nouvelles terres, les grands travaux d'État – l'élargissement du réseau ferroviaire notamment –, l'édification de l'industrie lourde, enfin, s'accompliront de même au prix de la déportation et de la mort de millions d'hommes.

Notes:

1. « La lutte économique est inéluctable aussi longtemps que n'est pas achevée, du moins pour l'essentiel, l'électrification de l'industrie et de l'agriculture, aussi longtemps que n'ont pas été coupées de ce fait toutes les racines de la petite production et la prédominance du marché » (« Le rôle et les tâches... », Lénine, *Œuvres*, t. XXXIII, p. 187-188).
2. *Ibid.*, p. 187 (c'est nous qui soulignons).
3. *Ibid.*, p. 187-195.
4. Cf. « Le rôle et les tâches... », loc. cit., *Œuvres*, t. XXXIII, p. 187-195.
5. Motion rapportée par E. H. Carr, *The Bolshevik Revolution*, Londres, Penguin Books, 1966, t. II, p. 323 ; cf. aussi Ch. Bettelheim, *Les Luttes de classes en URSS 1917-1923*, Seuil/Maspero, 1974, p. 355.
6. *Ibid.*, p. 328.

Morceaux choisis

Jeudi 16 [mai 1968]

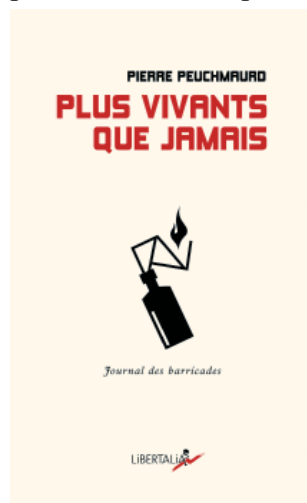
Après Nantes, Cléon. Même scénario. Là aussi, le directeur est invité à contempler longuement les murs de son bureau. Histoire peut-être, de lui faire comprendre ce que c'est que l'usine-prison.

Toute la journée, les choses se précipitent, c'est comme un feu qui gagne. La CFDT se pointe à la Sorbonne. Manifestation à Flins, Billancourt en grève l'après-midi et, à 23 heures, toutes les usines Renault. Cette fois, c'est irréversible. À mesure que ralentit l'industrie, la vie bat plus vite. Pompidou ne s'y trompe pas qui grommelle des menaces policières.

En même temps s'accélère le processus de constitution de comités d'action, entamé en fait dès les premiers jours de mai. À l'appel de l'UNEF et du 22 mars, tout le monde s'y met. Il s'agit de prendre la parole partout où on le peut « pour que la voix des travailleurs domine enfin le mensonge de la bourgeoisie ». Et on le peut partout. D'ailleurs, parler, les gens ne demandent que ça. Tout un printemps, il suffira d'une banderole, d'un porte-voix ou même pas, d'être deux ou trois pour que s'improvise un meeting, pour que tout un pays réapprenne l'usage de la parole, pour penser ensemble puis agir ensemble. Ce n'est pas autre chose, la liberté.

Mais la liberté, tout le monde ne l'entend pas de cette oreille. En tout cas ni la CGT ni le Parti, qui mettent en place leur dispositif d'alerte. Pas question que nous allions aux usines. Encore moins d'y entrer.

Pierre Peuchmaurd, *Plus vivants que jamais (Journal des barricades)*, Libertalia, 2018.



Trentenaire Daniel Guérin

Plusieurs amis et camarades de *La Révolution prolétarienne* ont participé le 7 avril dernier, au café « Le Lieu-Dit », 6 rue Sorbier (Paris 20^e) à une journée d'hommage à Daniel Guérin, un des plus connus collaborateurs de notre revue. L'évènement était annoncé sur notre blog <https://revolutionproletarienne.wordpress.com/> et le site <http://www.danielguerin.info>.

Tzvetan Todorov 1939-2017

Le chiasme caché d'une grande œuvre

Un hommage pour le premier anniversaire de sa mort
Tzvetan Todorov est né le 1^{er} mars 1939, dans la Bulgarie d'alors. Sa mort est survenue le 7 février 2017. Son œuvre, plus de 40 volumes, est riche et variée. Elle relève de nombreux registres : science de la littérature, histoire, politique, esthétique et science des arts, philosophie, anthropologie, éthique. Pour rendre hommage à une telle œuvre, nous proposons deux textes successifs. Chacun d'eux ayant son unité en lui-même. Le 1^{er} révèle la structure de l'œuvre qui prend la figure d'un chiasme : la culture défie l'inhumain ; l'inhumain défie la culture. Le 2^e texte entre dans les interrogations et les réponses plus précises de Todorov : qu'est-ce qui manque aux humains pour débrouiller cet imbroglio, dénouer ce nœud gordien ?

1./ Todorov, une jeunesse bulgare

Tzvetan Todorov naît le premier mars 1939. Six mois après, jour pour jour, la Deuxième Guerre mondiale commence. Elle prendra fin le 2 septembre 1945. Un détail de sa jeune enfance est bien significatif. Ses parents ont des responsabilités de bibliothécaires, si bien qu'à l'occasion nombre de livres en commande sont plus ou moins entreposés dans l'appartement familial. C'est ainsi déjà que l'enfant Tzvetan circule parmi les livres, même à quatre pattes. Plus tard, il apprend plusieurs langues. Mais l'État ne le laisse pas libre de découvrir, de penser, de débattre. Il est obligatoirement soumis à formation à travers la vulgate pseudo marxiste. Il se réfugie dans la littérature, un domaine qui, dans une certaine mesure, échappe en partie aux dogmes des absolus politiques. À 22 ans, il apprend qu'une tante qui vivait au Canada offre de financer un séjour, voire des études à l'étranger. Il accepte un séjour d'une année, qu'il choisit de passer à Paris. Il quitte Sofia en 1963 pour ses 24 ans.

2./ Début en France : « Politique, merci ! Littérature oui ! »

L'année parisienne écoulée, le jeune homme n'a aucune envie de retrouver une Bulgarie où il ne peut pas s'exprimer. Ainsi l'année parisienne se transforme en un séjour définitif. La France intellectuelle bouillonne d'idées nouvelles, structuralistes entre autres. Or, Todorov possède un trésor culturel que la France ignore encore. Il connaît les formalistes russes dont les écrits aux premières décennies du 20^e siècle les placent en précurseurs originaux du structuralisme. Todorov les traduit et les présente dans les deux années qui suivent son arrivée. Dans une perspective culturelle française, on pourrait s'étonner de voir un jeune homme, arrivant

de l'Est soviétique, se consacrer ainsi à la littérature et peu soucieux de politique. Essayons de comprendre. Todorov se rend compte que les Français, quand ils évoquent le totalitarisme, ont le plus souvent dans l'esprit, fascismes et nazisme. Le totalitarisme « rouge » lui paraît rencontrer, du moins chez certains Français, excuses, voire sympathies. Certes, prendre position politiquement est plus facile en France qu'en Bulgarie. Toutefois, Todorov, étranger récemment arrivé, aspirant à rester en France et même à devenir français, va maintenir l'attitude à laquelle il s'était déjà résigné en Bulgarie. Il prend le chemin de la haute culture pour ne pas être atteint par l'intolérance en politique. Il le fait avec beaucoup de rapidité. *Théorie de la littérature. Textes des formalistes russes* paraît dès 1965, deux ans après son arrivée. Avec ce coup d'éclat, il poursuit sa formation au plus haut niveau. Il est docteur en psychologie en 1966. Il entre au CNRS en 1967. Il est docteur d'État en 1970 avec une thèse dirigée par Roland Barthes.

3./ Et la naturalisation ?

Dans le domaine de la politique administrative française, les choses vont moins vite. En dépit de ses actes et des hauts titres universitaires qu'il a obtenus, l'administration lui fait attendre dix ans sa naturalisation. Lors d'un hommage qu'il lui rend pour *Mediapart*, Philippe Roussin, ex-collègue de Todorov au CRAL (Centre de recherches sur les arts et le langage), rappelait que le jeune Bulgare avait « fait l'objet d'un intérêt suspicieux de la part de l'ambassade de Bulgarie comme des services français de la DST, n'obtenant la nationalité française, non sans difficultés, qu'en 1973. Évoquant le souvenir du mépris de l'administration française pour « ceux qui sont de l'autre côté du guichet », Todorov écrivait : « Ces expériences m'ont sensibilisé à la détresse des étrangers. » ».

4./ Le trésor de la littérature : en faire la science !

Dès son arrivée à Paris, il ressent la passion et même le génie de quelques chercheurs impliqués dans la littérature et sa nouvelle science structurale et sémiologique ; Todorov y adhère, y contribue avec fougue et continuité. Après sa publication des textes des formalistes russes, en 1965, il consacre treize ouvrages en moins de deux décennies au service d'une entreprise toute nouvelle : l'étude de la littérature, véritable trésor culturel de l'humanité. Quand les époques sont monstrueuses, la ressource culturelle est plus que jamais nécessaire. Or, découvrir ce trésor n'est pas si facile. Il y faut même toute une science. Heureusement, elle est

en train de naître. Depuis les travaux des formalistes russes puis du post-formalisme et finalement du structuralisme, les œuvres ne sont plus, comme le déplorait Jakobson, de « *simples objets de conversation* ». Elles sont perçues et comprises comme de quasi-organismes qui ont commencé et qui poursuivent une existence pleine de moyens et de défenses au service de l'humain. Il y a maintenant une science féconde pour comprendre pleinement les œuvres littéraires. Todorov parcourt le champ de la littérature et de sa science. Il entreprend l'analyse d'une œuvre singulière, ainsi du *Décameron* de Boccace. Il commence les études des *Genres du discours* mais aussi d'un genre spécifique comme la « littérature fantastique ». Il montre à l'œuvre la *Poétique de la prose*. Il produit plusieurs ouvrages concernant les grandes notions langagières : signification, symbolisme, interprétation. Il explique les fondements théoriques comme le structuralisme ou le « *principe dialogique* » de Mikhaïl Bakhtine. Il n'hésite pas non plus à les référer à une Critique de la critique. Chemin faisant, s'élabore un *Dictionnaire encyclopédique des sciences du langage*, avec Oswald Ducrot.

5./ Todorov deux ? La prise en compte de l'histoire

Les études scientifiques de la littérature ainsi entreprises et poursuivies avec rapidité, diversité, fécondité auraient très bien pu continuer. La matière ne manquait pas. Regardons aujourd'hui, dans sa totalité advenue, l'œuvre de Todorov : plus d'une quarantaine d'ouvrages. Force est de constater que la douzaine d'études littéraires que nous venons d'évoquer se situe plutôt dans les deux premières décennies : 1963-1983. Or, elle va faire place à d'autres études. Certes, si la littérature et sa science n'occupent plus qu'une place minimale, le thème est encore là. En 1987, avec une étude générale : *La notion de littérature*. Vingt ans après en 2007, avec un cri d'alarme : *La littérature en péril*. Cependant, c'est bien l'histoire qui fait une arrivée remarquable avec cinq livres entre 1982 et 1994. Deux études sur *La conquête de l'Amérique*. Mais, d'emblée, le 1^{er} ouvrage précise dès son titre : *La question de l'autre*. Sept ans plus tard, on aura : *Nous et les autres. La réflexion française sur la diversité humaine*. Suivront *Les Morales de l'histoire* et *Une tragédie française, été 1944 : scènes de guerre civile*. Alors, certes c'est de l'histoire mais à coup sûr pas seulement. Nous y reviendrons. Poursuivons d'abord notre interrogation sur les nouveaux thèmes privilégiés par Todorov dans ses travaux.

6./ Todorov trois : La peinture pense

Apparaît maintenant la peinture. Là encore, avec une puissance intacte de conviction et une ampleur géographique et historique. Peinture flamande de la Renaissance, peinture hollandaise du 17^e. Mais, de nouveau, revient notre interrogation, car s'il s'agit bien d'œuvres picturales et de leurs auteurs, on a aussi, à chaque fois,

des apparitions de telle ou telle donnée nouvelle de l'humain. Révélation du simple « quotidien » qui répond à la peinture mythologique des dieux, déesses, héros et héroïnes. Révélation de l'émergence de « l'individu » à travers deux autres livres. Quel qu'il soit, l'individu importe pour lui-même. Il n'est plus quelconque, simple élément d'une foule telle qu'une armée. La révélation porte aussi sur la fonction générale de l'art. L'artiste est porteur d'une signification plus haute que lui. Plus haute est l'œuvre, plus ce qu'elle porte de révélation de l'humain se découvre. L'artiste n'est pas nécessairement à cette hauteur dans sa vie même. Par contre, la révélation qu'apporte l'œuvre est sans limites. Selon Valéry, on pouvait dire que Léonard de Vinci avait la peinture pour philosophie. Todorov montre, à travers encore deux livres, que la « philosophie des Lumières » est non seulement accompagnée mais approfondie par la « peinture des Lumières », de *Watteau à Goya*. Chez celui-ci, elle se déploie en prolongement d'une critique de la raison même. Goya, devenu sourd, nous révèle la vérité brutale des ombres portées monstrueuses d'une raison qui ne peut pas se prendre pour la source de tout bien. Dès qu'elle s'absolutise, elle met l'humain en danger. L'esprit de 1789 s'est déjà tragiquement retourné en France même. Il le fait à nouveau quand il arrive en Espagne. Dans son entretien avec Jean Moreau (2012), Todorov précise : « *Goya constate qu'on peut utiliser la pensée des Lumières pour tuer, voler, violer, détruire, tout comme la religion chrétienne qui, prêchant la paix, enfanta si souvent la guerre. Il ne suffit pas de changer le cadre idéologique pour changer les hommes. On assassine aussi au nom de la Liberté, de l'Égalité, de la Fraternité. Dans Les Désastres de la guerre, Goya décrit la même violence dans l'un et l'autre camp. D'une gravure à l'autre, les Français massacrent les Espagnols ; puis c'est le contraire. Le coupable n'est ni le Français, ni l'Espagnol. L'accusé n'est pas non plus l'idéologie des Lumières, c'est d'une certaine façon, l'homme lui-même. Il y a en effet chez lui, une dimension – cette propension naturelle à la violence – que les Lumières n'ont pas cherché à mettre en évidence.* » Dès lors, comment Todorov pourrait-il abandonner une peinture capable de cette profondeur critique supérieure ? De 1993 à 2017, ce sont ainsi sept livres qui, jusqu'au 21^e siècle, traitent de la peinture, de plus en plus associée, d'ailleurs, à la littérature et à la musique. L'art devient un collectif de production de l'humain contre l'inhumain. Dans son tout dernier livre, l'art entier devient l'antidote de l'inhumain. Son titre, *Le triomphe des artistes. La révolution et les artistes. Russie : 1917-1941*, résonne comme un « Mort, où est ta victoire ? ». Ces artistes, en effet, font face à l'inhumain d'un État tout puissant. S'ils l'ont souvent payé de leur vie, leurs œuvres subsistent. Pour Todorov (2017 : 309), « *Sans elles, l'humanité ne pourrait survivre* ». Zamiatine (1884-1937) disait :

« *Un morceau de dynamite explose une seule fois tandis qu'un livre explose mille fois.* »

7./ Les deux mouvements réconciliés de Todorov

Il n'y a donc pas deux Todorov. S'il s'agissait d'un intérêt qui se déplace à travers les disciplines de la culture, il y en aurait une dizaine. Mais avec quelle unité ? Nous allons le voir, il n'y a qu'un Todorov, certes multiple, mais il entretient deux mouvements inverses qui ne cessent d'interférer en lui et composent la riche vivacité mouvante de son œuvre. Le 1^{er} mouvement, commencé à Sofia dans sa jeunesse, a été plutôt de tourner le dos à la domination qui vous cerne. En trouvant le terrain qu'elle néglige, on peut en faire un fragile oasis. Todorov arrivé en France reproduit le même mouvement. Certes, la situation politique n'y est pas du tout la même. Toutefois, il découvre qu'une certaine complaisance pour le totalitarisme soviétique continue d'égarer une partie des Français. Il se détourne des fréquentes polémiques à ce sujet. Il préfère s'impliquer avec enthousiasme, ferveur, intensité dans l'Ouvert de la création esthétique d'abord littéraire et dans la science de son étude. À la limite, certains auraient à l'esprit un Todorov privilégié et pourquoi pas lâche. Il fuit les difficultés politiques. Henri Laborit (1976) n'avait pas encore écrit son *Éloge de la fuite*. Todorov dans ses livres a souvent rendu compte de nombre de vies illustres et courageuses. Il n'a jamais omis de mentionner les étapes de ce qui pourrait être nommé, un peu vite, faiblesses de pensée ou de cœur. Il se garde bien de les qualifier ainsi tant il a le sens de l'alchimie complexe des devenirs humains. Le chemin crée son sens en passant par ici ou par là. C'est le sens en genèse qui compte et qui trouve ses moyens : prudence ou détour. Mais revenons à sa vie. Même si l'horreur totalitaire n'était pas à son pire en Bulgarie, même si sa famille n'apparaissait pas menacée, la sensibilité du jeune Todorov lui rendait déjà insupportable son endoctrinement pseudo-marxiste. En France, Todorov a aussi son urgence existentielle singulière. Il a besoin de consolider sa foi en la littérature et en sa science nouvelle comme gages de culture, celle-ci étant la preuve de l'humain qu'il veut partager. À mesure qu'il rencontre plus largement, plus intensément, plus intimement tel domaine, Todorov se met à son service. Impressionnés par cette diversité, les lecteurs peuvent être déroutés. Il leur faut comprendre ce premier mouvement. Il va de l'inhumain dont on a déjà pris conscience hier vers les refuges anciens et les moyens nouveaux que l'on veut fortifier en se fortifiant soi. Pour les nommer d'un seul mot, c'est tout simplement la Culture entière. C'est même ce que l'on avait autrefois magnifiquement nommé les « *humanités* ». En entendant par là le contraire d'une consommation, c'est-à-dire une mise en œuvre maintenue, poursuivie, développée de l'humain.

Todorov rencontre vite, insistant et prégnant dans sa conscience, le second mouvement. Certes, la haute culture est indispensable pour qui veut produire et à connaître. Son 1^{er} mouvement s'y emploie. Mais, pleinement vivante, dynamique, vibrante, comment la haute culture pourrait ne pas prendre en compte et en charge l'inhumain ? Dans le 1^{er} mouvement, on risque de croire que la culture peut d'elle-même défier l'inhumain. Dans le 2^e mouvement, force est de constater qu'encore et toujours, l'inhumain défie la culture.

8./ Le secret d'une œuvre : un chiasme et son croisement

Cette analyse « *fonctionnelle et structurale* », d'abord « *existentielle* », nous conduit donc à la métaphore du chiasme : la culture défie l'inhumain ; l'inhumain défie la culture. Le premier mouvement – à travers lequel la culture se conforte dans les réserves qu'elle s'aménage et qu'on lui laisse – n'est pas à condamner de façon qui serait déjà totalitaire ! Par contre, ce premier mouvement ne peut, ni en lui-même ni à travers la culture qu'il produit, se prévaloir d'être ainsi suffisant. Il glisserait à son tour, sur la pente totalitaire. Il lui faut rencontrer l'autre mouvement, celui de faire face à l'inhumain, irréductible jusqu'ici. Il est alors, selon les situations vécues, premier mouvement de sursaut immédiat avec tous les risques conséquents. Ou il est mouvement second qui, « *armé* » du plus de culture entière possible, part à l'assaut de cet inhumain multiple. Il y a dans l'œuvre de Todorov un cœur qui s'est révélé au moment de la conjonction des deux mouvements. Cela quand, après son riche déploiement de la littérature et de sa science, il retrouve l'histoire. Précisément l'histoire coloniale de la conquête de l'Amérique. Il fait un constat impressionnant. Les acteurs humains sont profondément traversés par les signes auxquels ils croient. Les Aztèques ont l'esprit « *suspendu* » dans leur rencontre des étrangers car ils ont, les concernant, des références d'ordre messianique positif. Les Européens transportent avec eux les signes de siècles de luttes intestines sans cesse renouvelées. Ni la communication, ni la cognition *méta* ne sont possibles. Personne ne le sait. Or, ce qui se révèle ici dans une singularité historique devrait être élevé au niveau d'une généralité de la destinée des humains entre eux. Certes, on l'a dit, mais dans un désert d'écoute et d'entendement, nombreux sont ceux qui ne savent ni ce qu'ils sont comme humains ni ce qu'ils font. *A fortiori*, ce qu'ils pourraient ou devraient être. La sagesse serait de commencer par la reconnaissance de cette ignorance. Par exemple, sommes-nous capables de distinguer clairement l'humain et l'inhumain ? En fait, quand la culture s'abrite de l'inhumain pour se développer, ce retrait signe bien déjà la preuve d'une puissance persistante de l'inhumain. Quand elle tente de lui faire face, elle hésite sur tel ou tel moyen et, dans certains d'entre eux, de nouveau se glisse l'inhumain.

Le chiasme figure ces deux mouvements inverses à leur croisement. S'y retrouvent ensemble l'humain et l'inhumain. Leur compréhension et leur traitement sont inséparables et relèvent de ce que savent et font ou non l'ensemble des acteurs humains. En ce sens, une sémiologie anthropologique fondamentale constituée, jusqu'ici, une étude qui n'est pas faite. Dans le titre d'un livre consacré à cette question, Todorov (1995) se contente d'une réponse dont la simplicité est d'une profondeur rigoureuse et vive : *La vie commune*. Des spécialistes ont mal vécu la suite du titre : *Essai d'anthropologie générale*. Faute de comprendre que « générale » ne signifie pas une somme de savoirs organisés à partager mais une référence intense à la commune destinée des humains. Bref l'anthropologie vive, en acte.

André Comte-Sponville dans sa Préface à *Lire et vivre* (Todorov, 2018), souligne une référence de Todorov (2009 : 271) à un texte de Romain Gary (1970 : 85 ; 1980 : 265) : « *Ce qu'il y a d'affreux dans le nazisme, dit-on, c'est son côté inhumain. Oui. Mais il faut bien se rendre à l'évidence : ce côté inhumain fait partie de l'humain. Ce qu'il y a de criminel dans l'Allemand, c'est l'Homme... Tant qu'on ne reconnaîtra pas que l'inhumanité est une chose humaine, on restera dans le mensonge pieux... C'est pourquoi on ne parviendra jamais à délivrer les êtres humains du mal. Notre seul espoir est, non de l'éradiquer définitivement, mais de tenter de le comprendre, le contenir, l'appriivoiser, en reconnaissant qu'il est également présent en nous* ».

À suivre....

Jacques DEMORGON

Œuvres de Tzvetan Todorov citées dans ce texte

- Théorie de la littérature, textes des formalistes russes*, Seuil, 1965
Grammaire du Décaméron, Mouton, 1969
Poétique de la prose, Seuil, 1971
Dictionnaire encyclopédique des sciences du langage, avec Oswald Ducrot, Seuil, 1979
La Conquête de l'Amérique : la question de l'autre, Seuil, 1982
Critique de la critique, Seuil, 1984
La Notion de littérature et autres essais, Seuil, 1987
Nous et les autres, Seuil, 1989
Les Morales de l'histoire, Grasset, 1991
Éloge du quotidien : essai sur la peinture hollandaise du XVII^e siècle, Adam Biro, 1993
Une tragédie française, été 1944 : scènes de guerre civile, Seuil, 1994
La Vie commune : essai d'anthropologie générale, Seuil, 1995
La Littérature en péril, Flammarion, 2007
La Signature humaine, Seuil, 2009
Goya à l'ombre des Lumières, Flammarion, 2011
La Peinture des Lumières. De Watteau à Goya, Seuil, 2014
Le Triomphe de l'artiste. La révolution et les artistes. Russie : 1917-1941, Flammarion, 2017
Lire et vivre. Préface A. Comte-Sponville, R. Laffont, 2018

Bibliographie complémentaire

- Romain Gary, *Tulipe*, Gallimard, (1946) 1970 ; Les cerfs-volants, Gallimard, 1980
 Henri Laborit, *Éloge de la fuite*, Gallimard, 1976
 Jean Moreau, Entretien avec Tzvetan Todorov, *Le maillon* n°117. Detrad AVS, 2012
 Levgueni Zamiatine, *Le métier littéraire*, Lausanne, L'âge d'Homme, 1984

Morceaux choisis

La lutte économique reste une nécessité pour les travailleurs, tant que nous sommes plongés dans le capitalisme. Mais elle ne nous permet pas d'en sortir. Elle nous y retient toujours plus fermement.

Qu'est-ce qui nous conduira au socialisme ?

La grève générale !

Mais il s'agit d'une grève générale d'une tout autre nature que celle qu'on trouve généralement dans la bouche des agitateurs et dans le cœur des masses facilement exaltées – ces masses qui, après avoir la veille applaudi à tout rompre, s'en vont péniblement à l'usine le matin suivant.

La grève générale telle qu'on la prêche aujourd'hui consiste à attendre les bras croisés pour savoir qui va être le plus fort et va tenir le plus longtemps : les travailleurs ou les capitalistes.

Nous ne craignons pas de dire qu'il arrive de plus en plus souvent que, grâce à leurs organisations, les capitalistes réussissent à tenir bon contre les travailleurs. C'est le cas dans les petites grèves, ça l'est encore plus dans les grandes grèves, et il n'en serait pas autrement pour une grève générale passive. Que chacun y songe sérieusement en ouvrant les yeux ! Il est vrai qu'il est pénible d'ouvrir grand les yeux et de regarder la vérité en face, quand on s'est habitué à la faible lueur du crépuscule. *Mais c'est bigrement nécessaire !*

Travailleurs, laissez-nous vous parler de la *grève générale active !*

Nous ne parlons pas ici de l'acte révolutionnaire décisif et final qui est censé avoir lieu juste après ou pendant la grève générale et qui, pour beaucoup, en serait la conséquence nécessaire. *Nous ne commençons pas par la fin, mais par le commencement*. Si rien n'a été encore fait pour le socialisme, s'il n'y en a encore aucune trace aujourd'hui, pour quelle raison voulez-vous vous battre et vous faire tuer ? Pour la domination de quelques chefs qui vous diront le moment venu ce qu'ils veulent, ce qu'ils font, ce qu'il faut faire pour réorganiser le travail et la distribution des biens dont vous avez besoin ?

L'action décisive du peuple travailleur réside dans le travail !

Dans la grève générale active, les travailleurs en viennent à affamer les capitalistes parce qu'ils *ne travaillent plus pour les capitalistes, mais pour leurs propres besoins*.

Ho hé ! Les capitalistes, vous avez de l'argent ? Vous avez des titres de papier ? Vous avez des machines qui sont en train de rouiller ? Eh bien, mangez-les, échangez-les entre vous, vendez-les vous les uns aux autres, faites ce que vous voulez ! Ou bien, mettez-vous au travail ! Travaillez comme nous ! Car vous n'aurez plus notre travail. Nous en avons besoin pour nous-mêmes. Nous retirons notre travail de votre économie absurde et délirante pour le mettre au service des organisations et des communes du socialisme.

Voilà ce qui arrivera un jour. Le commencement du socialisme, ce ne peut être que cela et rien d'autre.

Gustav Landauer, « Que veut la Ligue socialiste ? » (1908), in Collectif, *Gustav Landauer un anarchiste de l'envers*, éditions de l'éclat/À contretemps, 2018.

À propos de Gustav Landauer

En 1973, le syndicaliste révolutionnaire Jean Barrué (1902-1989), préfaçant la première édition du livre de Rudolf Rocker, *Les Soviets trahis par les bolcheviks* (Spartacus) écrivait : « *On ignore à peu près tout, en France, du mouvement anarchiste de langue allemande entre 1880 et 1933. Aucun effort n'a été fait pour traduire et diffuser les écrits de Most, Rocker, Landauer, Ramus – pour ne citer que quelques noms ! Indifférence ou paresse ? Je ne sais, mais la comparaison avec l'immense travail fourni par nos camarades espagnols ne tourne pas à l'honneur du mouvement libertaire français.* »

Un seul livre de Gustav Landauer (1870-1919) était disponible en français, *La Révolution* (Champ libre, 1974), sans que celui-ci trouve son public. Comme souvent, le nom de Landauer n'était connu que comme une figure du martyrologue anarchiste pour son assassinat à Munich, le 2 mai 1919, par la soldatesque lors de la répression de la république des conseils de Bavière. Mais ses écrits restaient ignorés.

Pourtant, en 2006, les éditions Sulliver proposèrent une nouvelle traduction (due à Margaret Manale et Louis Janover) de *La Révolution*, augmentée d'un texte de Louis Janover, « Les révolutions contre les prophètes ». Puis, en 2008 et en 2009, les éditions du Sandre publièrent deux recueils traduits par Charles Daget, *La Communauté par le retrait et autres essais* et *Un Appel aux poètes et autres essais*¹.

Aujourd'hui vient de paraître un recueil intitulé *Gustav Landauer un anarchiste de l'envers* aux éditions de l'éclat², qui sera sans doute longtemps l'ouvrage de référence en français pour aborder l'œuvre de l'activiste, journaliste et écrivain allemand. En effet, après une riche préface de Freddy Gomez sur cet « anarchiste de l'envers » — c'est-à-dire « *inassimilable par aucun courant de l'anarchisme militant et irréductible à l'une ou l'autre de ses diverses composantes* » —, il propose une série d'études sur sa vie et son œuvre (Gaël Cheptou, Helmut Rüdiger, Christoph Knüppel, Michael Löwy, Guillaume Paoli, Walter Fähnders & Christoph Knüppel), puis la traduction, remarquable, de douze écrits de Landauer lui-même. Soulignons ici l'intérêt de « *Que veut la Ligue socialiste ?* » (1908) qui synthétise, dans une langue claire

1. De Landauer, on trouve également des « lettres de Bavière », de novembre 1918 à avril 1919, ainsi qu'un article, « Les républiques unifiées d'Allemagne et leur constitution », tiré de *La Communauté par le retrait et autres essais* dans le recueil de Gabriel Kuhn, *Alle Macht den Räten ! – « Tout le pouvoir aux Conseils ! »* (Les nuits rouges, 2014).

2. Le même éditeur publie en même temps un volume de six essais inédits en français de Martin Buber, un proche de Landauer, *Communauté*, dont la phrase suivante résume bien le propos : « *Notre communauté ne veut pas la révolution ;*

et forte, les conceptions de Landauer !³

Enfin, des essais permettent également d'aborder l'œuvre de Landauer. D'abord la belle réédition de l'ouvrage *Utopie et socialisme* (l'échappée, 2016) de son ami le philosophe Martin Buber qui lui dédia un chapitre entier, dont nous reproduisons ci-dessous un long extrait consacré à la question de l'État et de la communauté. Ensuite, dans le livre de l'essayiste libertaire José Ardillo, l'un des éditeurs des *Amis de Ludd* — une revue espagnole de critique anti-industrielle —, *La Liberté dans un monde fragile – écologie et pensée libertaire* (l'échappée, 2018), qui lui consacre également un chapitre. Dans la partie que nous reprenons ici, l'auteur revient sur la question des communautés et des coopératives, hier et aujourd'hui, pour inviter les courants critiques actuels à reprendre les questions posées par Landauer, pour les dépasser tout en retrouvant « *le désir général de lutte et de transformation qui est aujourd'hui absent de la société* »⁴.

L.S.

Landauer

Le pas de Landauer sur Kropotkine consiste tout d'abord en une intelligence simple de la nature de l'État. L'État n'est pas, comme le pense Kropotkine, une institution qui peut être détruite par une révolution. « *L'État est une relation, un rapport entre les hommes, un mode de comportement des hommes les uns vis-à-vis des autres. On le détruit en contractant d'autres rapports, en se comportant autrement les uns à l'égard des autres.* » Les hommes vivent actuellement entre eux une relation « *étatique* », c'est-à-dire une relation qui rend nécessaire l'ordre coercitif de l'État et se laisse figurer en lui. Cet ordre ne peut donc être dépassé que dans la mesure où cette relation est remplacée par une autre. Cette autre relation, Landauer l'appelle « *peuple* ». « *Elle est une liaison entre les hommes, qui est là effectivement, mais n'est pas encore devenue lien et union, ni non plus un organisme supérieur.* » Dans la mesure où, à la base du processus de production et de circulation, les hommes se retrouvent de nouveau en peuple, et « *se soudent en un organisme avec d'innombrables organes et membres* », le socialisme qui ne vit maintenant que dans l'esprit et dans elle est la révolution. » Et une histoire du mouvement des kibboutz, dont on sait peu qu'il trouve ses fondements idéologiques dans la pensée anarchiste incarnée par Pierre Kropotkine et Gustav Landauer : James Horrox, *Le mouvement des kibboutz et l'anarchie – Une révolution vivante*.

3. Nous en proposons un extrait en « *morceau choisi* » ici même, p. 19.

4. Nos remerciements vont à l'éditeur pour son aimable autorisation de reprendre ces deux extraits.

le souhait d'hommes seuls et atomisés deviendra réalité – non dans l'État « *mais à l'extérieur, en dehors de l'État* », ce qui veut tout d'abord dire : à côté de l'État. Cette réunion signifie, comme il est dit, non la fondation de quelque chose de nouveau, mais l'actualisation et la reconstruction de quelque chose qui a toujours été présent, la communauté existant en fait à côté de l'État, quoique ensevelie et dévastée. « *Un jour, on saura que le socialisme n'est pas l'invention de quelque chose de nouveau, mais la découverte de quelque chose qui existe et qui est déjà développé.* » Parce qu'il en est ainsi, la réalisation du socialisme est possible à toutes les époques si un nombre suffisant d'hommes le veut. Non que sa réalisation dépende de l'état de la technique, bien qu'à vrai dire le socialisme réalisé selon l'état de la technique apparaisse autrement, commence et se poursuive différemment ; elle dépend des hommes, de leur esprit. « *Le socialisme est possible et impossible à tous les moments : possible, lorsque les hommes justes qui le veulent, c'est-à-dire qui le font, sont là ; impossible, lorsque les hommes ne le veulent pas ou ne font que prétendre le vouloir, mais ne sont pas capables de le faire.* » De cet examen du rapport entre l'État et la communauté résulte une chose importante. Nous voyons qu'il ne peut pas s'agir pratiquement de l'alternative abstraite « *État ou Non-État* ». Le principe du « *ou bien – ou bien* » est essentiel aux heures des décisions véritables pour une personne ou un groupe ; car chaque chose intermédiaire, chaque chose qui s'interpose, est impure et salissante, elle amène le trouble, la confusion, la gêne. Mais ce principe devient un obstacle si à chaque étape donnée de l'exécution de la décision prise, il n'en veut pas moins se faire passer pour l'absolu et dévalue toute mesure actuellement possible. S'il est vrai que l'État est une relation qu'on ne détruit vraiment que par une autre relation, alors on le détruit chaque fois qu'on en contracte une autre.

Nous devons, pour saisir pleinement l'objet, avancer encore d'un pas. « *L'État* » (Landauer l'a fait remarquer plus tard) est un *status*, un état. Les hommes qui vivent ensemble à un moment et dans un espace donné ne sont qu'à un certain degré capables de vivre de leur plein gré honnêtement les uns avec les autres, de maintenir d'eux-mêmes un ordre juste et d'administrer en conséquence leurs affaires communes. La limite de cette capacité forme la base de l'État. En d'autres termes : le degré d'incapacité de produire un ordre volontairement juste détermine corrélativement le degré de contrainte légale. Pourtant l'étendue de fait de l'État excède de temps en temps plus ou moins – le plus souvent très largement – celle qui au même moment devrait résulter du degré de contrainte légale. Cette différence respective entre l'État « *de principe* » et l'État de fait que je nomme « *l'État excessif* » (Mehrs-

taat), s'explique par la réalité historique : le pouvoir accumulé n'abdique pas sans contrainte. Il se refuse à s'adapter à la capacité croissante de produire l'ordre volontaire, aussi longtemps que cette capacité accrue ne s'extériorise pas en une pression suffisamment forte sur le pouvoir accumulé. Le fondement de principe du pouvoir peut être affaibli, mais le pouvoir lui-même ne dépérit pas, s'il n'y est forcé. Ainsi la mort peut exercer son empire sur le vivant. « *Remarquons, dit un jour Landauer, que ce qui est mort pour notre esprit, exerce sa force vive sur notre corps.* » La tâche qui résulte de cet état de chose pour les socialistes, c'est-à-dire pour les hommes bien résolus à la restructuration de la société, est de repousser la ligne du fondement de fait de l'État jusqu'à celle du fondement de principe. C'est ce qui se produit par la création et le renouvellement d'une structure réelle organique, par l'union des personnes et des familles humaines en des groupes variés et des groupes en associations. C'est cette croissance, et rien d'autre, qui détruit l'État en le repoussant. En fait la partie repoussée n'est toujours que cette part de l'État qui est superflue et sans fondement : une action qui en proviendrait serait illégale et ne manquerait pas d'échouer, parce qu'aussitôt qu'elle franchirait les frontières, il lui manquerait l'esprit constructif nécessaire pour le reste. Ici nous rencontrons la problématique que Proudhon a déjà découverte et reconnue sous un autre angle : l'association sans un esprit commun suffisant et suffisamment vital ne met pas la société à la place de l'État, elle porte l'État en elle, et ce qu'elle fait ne peut guère être autre chose que l'État, c'est-à-dire la politique du pouvoir et la pression expansionniste exercées par la bureaucratie.

Mais ce qui a également son importance, c'est que pour Landauer, comme nous l'avons dit, le redressement de la société « *hors* » et « *à côté* » de l'État est pour l'essentiel « *la découverte de quelque chose qui existe et s'est déjà développé* ». Il y a réellement à côté de l'État une communauté, « *non pas une somme d'atomes individuels isolés mais un ensemble organique commun qui, issu de groupes multiples, tend à s'élargir jusqu'à former une voûte* ». Mais la réalité communautaire doit être réveillée et tirée des profondeurs où elle subsiste sous la croûte de l'État. On ne peut y arriver autrement qu'en perçant cette croûte qui a recouvert les hommes, cette étatisation interne, et en réveillant ce qui sommeillait au-dessous dans sa réalité primitive. « *Telle est la tâche des socialistes et des événements populaires qu'ils organisent et provoquent : préparer le relâchement de l'endurcissement des cœurs pour que ce qui y gît enseveli revienne à nouveau en surface et que ce qui est véritablement vivant, mais semble aujourd'hui tout à fait mort, réapparaisse et se développe à l'air libre.* » Ainsi des hommes renouvelés peuvent-ils renouve-

ler la société et, puisqu'ils savent par expérience que c'est la persistance immémoriale de la communauté qui s'est manifestée dans leur âme comme quelque chose de neuf, ils incorporeront au nouvel édifice tout ce qui s'est maintenu dans la forme communautaire véritable. « *Ce serait de la folie, écrit Landauer dans une lettre à une femme qui désirait voir supprimer le mariage, de vouloir encore "supprimer" le peu de formes de lien qui nous reste ! Nous avons besoin de formes, non d'absence de formes. Nous avons besoin de traditions.* » Celui qui édifie, non pas arbitrairement et vainement, mais équitablement et pour l'avenir, agit en lien étroit avec la tradition immémoriale ; celle-ci se confie à lui et le mandate. On comprend alors clairement pourquoi Landauer ne désigne pas l'« autre » relation que l'homme peut conclure à la place de la relation étatique par un nouveau nom, mais la nomme simplement « *peuple* ». À ce « *peuple* » appartient aussi la réalité la plus intime de ce que signifie « *nation* », ce qui reste par conséquent lorsque l'étatisation et la politisation ont été abolies : une communauté d'être et un être-en-communauté dont les formes sont multiples. « *Cette ressemblance, cette égalité dans l'inégal, cette propriété particulière qui lie ensemble les gens d'un même pays, cet esprit commun, tout cela est un fait actuel. Ne le laissez pas échapper, vous qui êtes des hommes libres et des socialistes ; le socialisme, la liberté et la justice peuvent seulement être institués entre ceux qui ont été solidaires depuis toujours ; le socialisme ne peut pas être établi dans l'abstrait, mais seulement dans une multiplicité concrète selon les harmonies des peuples.* » Ici se découvre la vraie connexion entre nation et socialisme : la proximité réciproque des gens d'un même pays dans la manière d'être, la langue, le fonds traditionnel, la mémoire d'un destin commun, c'est tout cela qui prédispose durablement à une existence communautaire, et ce n'est qu'en construisant cette existence que les peuples peuvent se constituer à nouveau. « *Le salut ne peut qu'apporter la renaissance des peuples à partir de l'esprit de la commune.* » Aussi Landauer comprend-il la commune tout à fait concrètement, dans la réapparition, même si elle n'est encore que rudimentaire, des anciennes formes traditionnelles de communauté et dans la possibilité de les préserver, de les renouveler et de les remodeler. « *Maintenant ou à un autre moment, celui qui voudra effectuer une transformation radicale ne trouvera rien d'autre au début à transformer que ce qu'il y a. C'est pourquoi, maintenant et à tout moment, il est bon que les communes locales aient leurs propres limites : qu'une partie soit le territoire communal et que les autres soient le bien des familles pour la maison, la cour, le jardin et le champ.* » Landauer compte pour cela sur les unités communales qui restent profondément gravées dans la mémoire. « *Il y a là bien des choses auxquelles nous*

pouvons rattacher ce qui donne encore vie aux formes extérieures de cet esprit vivant. Il y a des communes villageoises avec des vestiges de l'ancienne propriété communale, avec des paysans et des travailleurs agricoles qui se rappellent les limites d'origine, transformées depuis des siècles en possession privée, des institutions de la communauté pour le travail des champs et le travail manuel. » Être socialiste veut dire être en connexion vitale avec l'esprit et la vie de la communauté de ces époques, rester en éveil, examiner d'un regard impartial les vestiges de ces temps passés qui sont encore cachés dans les profondeurs de notre temps si éloigné de cet âge communautaire, et là où l'on en est toujours capable, rattacher par des liens solides à ce qui dure ce qu'on projette dans de nouvelles formes. Mais cela veut dire aussi : se garder de tout tracé schématique du chemin, savoir que dans la vie de l'homme et de la communauté humaine la ligne droite entre deux points peut se révéler être la plus longue, comprendre que le vrai chemin vers la réalité socialiste dépend non seulement de ce que je connais et de ce que je planifie, mais aussi de l'inconnu et non du connu, de l'inattendu et non de l'attendu, vivre activement cela à toute heure autant que nous en sommes capables. « *Dans le détail, dit Landauer en 1907, nous ne savons rien du chemin le plus proche : il peut passer par la Russie, il peut aussi bien passer par l'Inde. La seule chose que nous puissions savoir, c'est que notre chemin ne passe pas par les orientations et les combats du jour, mais par l'inconnu, le profondément enseveli et le soudain.* »



Il a dit un jour de Walt Whitman, le poète de la démocratie héroïque qu'il a traduit, que comme Proudhon (avec lequel il a bien des affinités spirituelles), Whitman unit à la fois l'esprit conservateur et l'esprit révolutionnaire, l'individualisme et le socialisme. On peut en dire autant de Landauer. Ce qu'il a en tête, c'est finalement un conservatisme révolutionnaire : un choix révolutionnaire des éléments de l'être social qui méritent d'être conservés et qui sont valables pour une nouvelle construction.

Martin Buber, « Landauer », in *Utopie et socialisme*, l'échappée, coll. Versus, 2016

La question des communautés et des coopératives de production

Comme le rapporte l'historien de l'anarchisme Max Nettlau, les socialistes et les marxistes de son temps dénigraient déjà l'idée proposée par Landauer de fonder des communautés agricoles et artisanales qui pourraient servir de base au projet révolutionnaire. Cette idée coïncidait avec ce qui se développait en France sous le nom de « *milieux libres* », dont Émile Armand était l'une des figures de proue, et qui n'était que la multiplication de communautés volontaires lancées par de petits groupes de militants anarchistes. Si la portée pratique de ces expériences était mineure et limitée, son importance qualitative et exemplaire n'était pas négligeable. Armand fut l'un des théoriciens du mouvement et publia une anthologie de textes sur les expériences de vie en commun. Cette question des communautés volontaires, et par extension tout ce qui concerne les coopératives agraires et le retour à la terre, suscitera un grand débat tout au long du siècle dans les milieux libertaires.

Dans le monde anarchiste ibérique, dans les années 1930, ce débat aboutira à une division informelle, et toujours vague, entre *agraristes* et *industrialistes*, avec des penseurs comme Federico Urales et Isaac Puente au rang des premiers, et Abad de Santillan, auteur de *El organismo economico de la revolución* (*L'organisme économique de la révolution*), comme représentant des seconds. Le congrès de la CNT en mai 1936 à Saragosse constitua le point culminant de ce débat, sans qu'aucune des parties ne sorte vraiment victorieuse, malgré l'adoption de l'œuvre de Puente, *El comunismo libertario* (*Le communisme libertaire*), comme texte programmatique possible. Par la suite, la discussion sur les communautés, sur le retour à la terre et à des formes d'organisation plus simples, et plus généralement sur tous les aspects constructifs dans la recherche d'une société plus équilibrée, allait revenir dans les années 1960 et 1970.

Comment cette question est-elle traitée dans les écrits de Landauer ? L'idéal anarchiste de ce dernier, plutôt que de reposer sur la destruction directe de l'État, s'appuie sur la possibilité de créer des relations en marge de celui-ci : vivre une autre vie en dehors de l'État et de la société capitaliste. Quand il écrit : « *Le socialisme n'advient pas par la voie de l'évolution du capitalisme, et il n'advient pas par la lutte des ouvriers productifs au sein du capitalisme* », il laisse entendre que son idéal de transformation sociale se fonde sur une opposition constante à l'organisation et à la culture capitaliste, qui se réalise en marge, dans une vie extérieure au capitalisme. Nous ne sommes donc pas très éloignés des idées de Tolstoï. Et ceci revêt un intérêt particulier aujourd'hui pour nous.

Landauer écrit encore :

Le véritable marxiste [...], s'il ne s'est pas encore mis à vaciller et s'il n'a pas encore commencé à faire des concessions (certes aujourd'hui, cela fait bien longtemps déjà que tous ces croulants font des concessions), ne veut absolument rien savoir des coopératives paysannes, des coopératives de crédit, des coopératives ouvrières, même lorsqu'elles ont atteint des proportions grandioses.

Dans son livre *Utopie et Socialisme* (1950), Martin Buber, philosophe et ami de Landauer, signale que le mouvement coopérativiste du XIX^e siècle survécut aux vagues de fortes répressions et au désarroi qui s'ensuivit ; mais il fait cette observation :

Même les persécutions et les dissolutions de nombreuses coopératives après le coup d'État [de Louis-Napoléon Bonaparte] furent incapables d'étouffer le mouvement. Ici comme en Angleterre le véritable danger les menaçait de l'intérieur : leur capitalisation, leur transformation progressive en sociétés capitalistes ou semi-capitalistes⁵.

Quelques décennies après 1848, nous dit-il, la plupart des coopératives avaient été absorbées par le mode de fonctionnement hiérarchisé et commercial propre à l'entreprise bourgeoise. Mais il ajoute : « *Pourtant nous connaissons aussi partout de beaux exemples de luttes internes pour le socialisme⁶.* » Pour Buber, l'unique possibilité pour les coopératives d'être fidèles à leur projet était l'intégration progressive de la production et de la consommation, et leur développement sous forme de fédération. Il faudrait qu'un réseau fourni de coopératives se constitue, pouvant même être organisées en colonies fondées sur l'entraide et qui, sans être complètement isolées de la société capitaliste, serviraient d'influence constante œuvrant à sa transformation.

En France, à l'époque de Landauer, le débat sur le coopérativisme était assez intense dans les milieux libertaires. Les « *milieux libres* », les communautés volontaires anarchistes qui apparurent dans les premières décennies du XX^e siècle, se présentaient justement comme une alternative à l'intégration bourgeoise des coopératives. Comme l'affirmait l'anarchiste André Lorulot : « *La coopération n'attaque pas le mode de production et d'appropriation capitaliste dans son principe ; elle produit une sorte de nouvelle petite bourgeoisie qui menace de se nicher entre la bourgeoisie proprement dite et le prolétariat.* » Au contraire, « *le milieu libre n'a pas pour but la recherche de bénéfices. Il se propose de grouper des individus en dehors des rouages sociaux et de*

5. *Utopie et socialisme*, L'échappée, 2016.

6. *Ibidem*.

les émanciper par conséquent du joug économique et patronal⁷ ».

Ces communautés n'étaient pas circonscrites à la France, et elles eurent leur importance dans les tentatives de Landauer pour établir des colonies socialistes en Allemagne et en Suisse. En adepte de Proudhon, il pensait qu'il était possible d'adopter les coopératives et le mutualisme. Il croyait en une évolution pacifique vers une société égalitaire et libre, à condition que cela se fasse sans concession au capital et à l'État, en organisant la vie productive sur des idéaux moraux et esthétiques supérieurs à ceux qui étaient normalement acceptés par la culture socialiste et ouvrière. Son idéal de dépassement de la société capitaliste intégrait donc la recherche d'une beauté et d'une harmonie, et se rapprochait plus, par-delà les différences, de la société médiévale chrétienne. La révolution spirituelle qui l'inspirait n'était pas si éloignée de l'idéal de Thomas Münzer, Ball ou Winstanley, mais il y incorporait les contributions de Kropotkine et de Proudhon en ce qui concerne l'aspect organisationnel, sans se limiter à aucun dogme religieux particulier. Landauer croyait en une révolution qui réveillerait dans l'humanité l'amour, le besoin de communauté et le désir de revenir aux sources de l'être. Peu après la révolution allemande des conseils ouvriers de 1919, à laquelle il participa activement, il fut brutalement assassiné par l'armée. Ainsi disparut l'un des hommes les plus lucides et honnêtes qu'ait connus l'Allemagne à cette époque.

La discussion soulevée par Landauer en faveur d'un mouvement émancipé des dogmes bien établis du progrès et de la technologie est aujourd'hui entièrement d'actualité. Comme l'est aussi ce problème fondamental qu'est le passage à une société nouvelle à partir d'expériences constructives et autonomes telles que les coopératives agricoles, les écoles libres, les réseaux alternatifs de distribution de biens ou les réseaux d'entraide fondée sur l'échange de services. D'une part, toutes ces expériences offrent la possibilité de vivre dès aujourd'hui, en partie, d'une autre manière. Cela constitue une authentique opportunité d'éducation à des formes d'autonomie. Ces expériences ont une valeur intrinsèque car elles induisent chez ceux qui y participent des attitudes et des comportements préfigurant une société égalitaire, plus équilibrée et en harmonie avec la nature. D'autre part et de façon plus immédiate, elles peuvent offrir à certains groupes la possibilité de survivre plus dignement et d'échapper en partie à la schizophrénie de la société industrielle, où la plupart des emplois contribuent

généralement à soutenir un système et sa dynamique destructrice. Ces expériences sont en tout cas une voie ouverte à la désertion, et c'est déjà beaucoup par les temps qui courent. Toutefois le problème est, comme toujours, que l'on risque de verser dans une évaluation isolée des faits : chaque chapelle cherche à affirmer sa vérité en occultant la conjonction des facteurs qui interviennent dans n'importe quelle initiative collective. Si les expériences de réappropriation auxquelles nous nous référons sont prises comme des modèles dogmatiques exclusifs de tout autre, elles ne serviront qu'à isoler plus encore l'apprentissage politique et à creuser plus grand l'abîme d'insignifiance dans lequel nous baignons.

Mais il y a une question plus grave encore. En son temps, Landauer ne séparait pas sa théorie de la transformation sociale d'autres exigences majeures, politiques, culturelles et même philosophiques. L'époque qu'il vivait était aussi celle d'une effervescence sociale que nous n'avons pas connue. Son idéal associant communes et coopératives pouvait s'articuler de fait avec un désir général de lutte et de transformation qui est aujourd'hui absent de la société. C'est pour cette raison que la plupart des initiatives constructives qui se présentent aujourd'hui comme des panacées sont marquées du sceau de leur époque : il n'y a pas de critique conséquente de l'assistanat par l'État, on dérive inmanquablement vers la recherche de survie sans autre perspective, les analyses sont dépolitisées, et l'on ne cherche déjà plus à dépasser l'horizon que nous impose la culture du capitalisme. Tout se polarise toujours plus autour de deux positions : ou bien un refus frontal du système, focalisé sur un vague espoir de lutte désespérée et solitaire ; ou bien une voie constructive qui reproduit naïvement les stratégies du marché et de l'« économie verte ». Et entre ces deux pôles, nous sommes pratiquement tous perdus, chacun vivant comme il peut le poids de ses paradoxes.

Il manque « l'esprit unificateur »... Il manque la reprise des questions là où les ont laissées des auteurs tels que Gustav Landauer. La relecture de leurs textes peut être une invitation à entreprendre le débat sur des bases plus claires et attrayantes qu'une grande partie de ce que nous propose la « scène critique » contemporaine.

José Ardillo, « Gustav Landauer hier et aujourd'hui », in *La Liberté dans un monde fragile – écologie et pensée libertaire*, l'échappée, coll. Versus, 2018.

◇ ◇ ◇

Les librairies militantes intéressées par un dépôt de la revue nous le disent en envoyant un mail à redactionrp@gmail.com

7. Ces citations sont tirées du livre de Céline Beaudet, *Les Milieux libres. Vivre en anarchiste à la Belle Époque en France*, Éditions Libertaires, 2006. Ce livre constitue une intéressante recherche historique sur les communautés anarchistes françaises autour des années 1900.

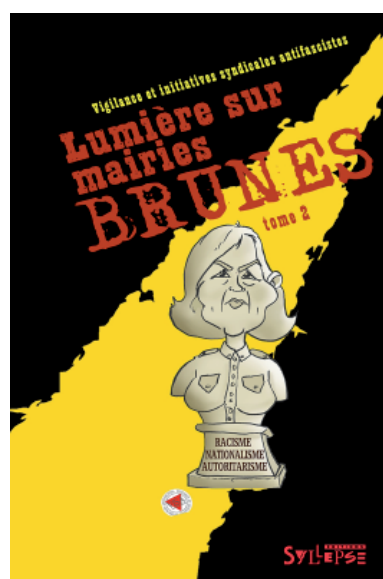
Livres

Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (VISA), *Lumière sur mairies brunes*, tome 2, Syllepse, 2017, 232 p.

Au soir du second tour des élections présidentielles de 2002, le candidat du Front national (FN) obtenait 17,79% des suffrages exprimés, soit 5,5 millions de voix. Quinze ans plus tard, une autre candidate du même parti néo-fasciste, également au second tour, réunissait 33,90% des mêmes suffrages avec 10,7 millions de voix. Alors que, en 2002, l'arrivée d'un candidat d'extrême droite au second tour avait provoqué un séisme politique, une importante mobilisation spontanée et d'énormes manifestations le 1^{er} mai, le même cas de figure quinze ans plus tard ne mobilisa et ne troubla quasiment personne, les journalistes et commentateurs attirés n'ayant que le mot de « dédramatisation » à la bouche... Bref, pour les médias, le FN était devenu un parti en voie d'être « respectable », voire quasiment fréquentable, tandis que la société civile était amorphe.

Depuis, évoquant la piètre performance de la candidate du FN durant le débat télévisé de l'entre-deux tours, l'échec (relatif) aux législatives suivantes et les tensions internes du parti d'extrême droite, il est de bon ton parmi ceux qui « font l'opinion » de se gausser du danger représenté par l'extrême droite française. Pourtant, il suffit de regarder les chiffres ci-dessus pour constater que le FN a quasiment doublé son score en quinze ans à l'élection considérée comme majeure de la vie politique en France.

Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (VISA) est « une association intersyndicale composée d'une cinquantaine de structures syndicales » : « FSU et plusieurs de ses syndicats, l'Union Syndicale Solidaires et plusieurs de ses syndicats, des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT, de l'UNEF et le syndicat de la Magistrature »¹. Parmi ses nombreuses activités d'analyses et de formation, l'association propose des brochures et des livres qu'il importe de mieux connaître, le dernier étant consacré à une évocation précise des méfaits de l'extrême droite dans la quinzaine de villes où elle a conquis la direction de municipalités. À juste titre, il n'est pas question des seules mairies FN, mais aussi de celles dirigées par des personnalités d'extrême droite comme à Bollène et Orange dans le Vaucluse, ou encore à Béziers dans l'Hérault). Du 3^e trimestre 2015 au 1^{er} semestre 2017, l'ouvrage passe en revue en cinq parties chronologiques les méfaits de l'extrême droite dans les villes qu'elle dirige. Sur le fond, nulle surprise, on y trouve partout les mêmes ingrédients : attaques contre la culture,



les syndicats, les politiques sociales ; racisme et discrimination ; autoritarisme (le maire FN des 13^e-14^e arrondissements de Marseille est surnommé le « dictateur nord-phocéen »), voire mégalomanie. Les informations données sur le maire de Béziers sont particulièrement édifiantes et l'on y vérifie, s'il en est besoin, que la politique-spectacle,

la communication et les effets d'annonce (sans suite) ne sont pas l'apanage des partis de gouvernement qui, pourtant, en usent et en abusent. Comme quoi ceux qui se prétendent comme des « anti-système » ne sont en tout et pour tout que de médiocres et dangereux prétendants à la gestion ultra-autoritaire dudit système... Sur la forme, on regrettera le caractère haché des différentes séquences chronologiques qui n'évite pas quelques redites. Plutôt que d'aborder les principales villes en cinq moments consécutifs, il serait préférable pour la clarté et la cohérence de la démonstration de traiter chaque ville sur la longue durée. Cela aurait renforcé l'accablante mise à nu des pratiques autoritaires et réactionnaires de l'extrême droite dans les principaux aspects de la vie quotidienne où interviennent les municipalités. Ajoutons que l'ouvrage est parsemé d'encadrés reproduisant des articles ou des tracts syndicaux contre l'extrême droite et, surtout, de brefs argumentaires de VISA démontant les prises de position du FN sur l'école, la santé, le logement, l'immigration, les 35 heures, la loi travail, les retraites. Loin d'y trouver une quelconque dédramatisation et des propositions éventuellement favorables au plus grand nombre, on y vérifiera que, derrière les phrases ronflantes, il n'y a que des mensonges dont les salariés sont les premières victimes. À l'heure où l'extrême droite espère élargir sa base sociale et accroître son influence locale à la faveur des élections intermédiaires, il importe de continuer à braquer les projecteurs sur ses méfaits quotidiens dans les villes qu'elle occupe. Ce livre y contribue et appelle une suite...

L.S.

1. <http://www.visa-isa.org/>

L'ombre de Moscou : le grand retour

Sur Cécile Vaissié, *Les Réseaux du Kremlin en France, les petits matins*, 2016, 391 p.

Embarras à la lecture de ce livre, écrit par une universitaire de Rennes II, « spécialiste des rapports entre culture, société et pouvoir en Russie ». Je recommanderai cependant sa lecture aux « naïfs », qui évidemment s'en garderont bien – les préjugés tiennent chaud... et on trouve tout sur Internet ! – comme aux lecteurs intéressés par les questions de communication.

C. Vaissié étudie la stratégie mise en œuvre par le gouvernement de Poutine pour améliorer l'image détestable de la Russie en France et trouver des alliés de poids dans l'opinion française. On en a beaucoup parlé récemment, à propos des « mauvaises manières » de l'Élysée vis-à-vis des médias russes, du discours de Macron à Versailles en mai 2017, de l'implantation en France (après bien d'autres pays) d'une chaîne de télévision destinée à faire connaître le point de vue russe sur les affaires du monde. Au-delà de ces événements connus du grand public, elle montre comment le gouvernement russe tisse sa toile, en créant des liens étroits avec l'extrême droite française (et une partie de l'extrême gauche), la droite dite « républicaine » et d'apparence modérée, développe des argumentaires (vite repérables d'ailleurs) repris par des centaines de blogs fortement inspirés ; la partie la plus intéressante de son livre, me semble-t-il, concerne le projet russe de regrouper en associations influentes les « compatriotes russes », définis au sens le plus large possible et sans aucune des exclusives qui ont régné autrefois. Les considérations sentimentales peuvent convaincre certains de s'associer à ce mouvement ; dans d'autres cas, les honneurs et les flatteries au sens large (grand retour des voyages organisés pour des invités de choix au paradis russe), l'argent, les contrats d'affaires, peuvent exercer un effet puissant.

Dans la conclusion de son livre, elle souligne à juste titre que ces efforts n'ont jusqu'ici rien donné : l'opinion française dans son ensemble reste des plus méfiantes à l'égard de la politique du gouvernement russe. Je pense ici aux pages de Jean-Baptiste Duroselle, qui montre, dans *La Décadence* (Imprimerie Nationale, 1979, sous-chapitre sur « L'influence de la propagande étrangère sur l'opinion », pp. 203-209), les compromissions d'une grande partie de la presse française avec les pays totalitaires à la veille de la Seconde Guerre mondiale et la relative imperméabilité des Français à la propagande : « Finalement,

les peuples ne sont réceptifs à la propagande que lorsqu'elle correspond à leur tendances intimes ».

Prendre connaissance des informations que C. Vaissié nous donne reste cependant utile : la méthode du mensonge permanent, l'achat (sous des formes variées) de journalistes et des médias les plus populaires, la corruption, peuvent, bien sûr, avoir des conséquences à moyen ou à long terme sur l'opinion ; par ailleurs, si la plupart des noms d'agents de désinformation qu'elle livre dans son ouvrage correspondent à des personnes parfaitement obscures, qui souvent se parent de titres usurpés ou sans consistance, ne disposent pas d'une autorité intellectuelle reconnue, il n'empêche qu'elles sont à l'affût : des circonstances imprévisibles aujourd'hui peuvent brutalement leur donner un pouvoir immense sur leurs concitoyens ; c'est l'histoire des collaborateurs, dont beaucoup végétaient dans l'insignifiance avant 1940.

À prendre avec des réserves et des questions

Pourquoi cet ouvrage m'inspire-t-il de fortes réserves ?

Je partage tout d'abord celles du lecteur bénévole qui, sur le site du catalogue des bibliothèques municipales de la Ville de Paris, a exprimé son malaise (https://bibliotheques.paris.fr/Default/search.aspx?SC=DEFAULT&QUERY=les+r%C3%A9seaux+du+Kremlin+en+France&QUERY_LABEL=#avis_lecteurs) : beaucoup d'auteurs et de sources indiqués par C. Vaissié sont inconnus d'un lecteur français, qui ignore toujours « d'où ils parlent » ; certaines accusations sont fragiles, même si j'adhère volontiers à la notion ancienne d'« idiots utiles » venant épauler des agents cyniques et rémunérés pour un travail précis.

Surtout, l'auteure, qui fait la leçon, à juste titre, à beaucoup de zéloteurs de la Russie actuelle, et leur reproche le manque de fiabilité de leurs sources, tombe dans le même travers, emportée par sa passion.

J'en donnerai au moins un exemple : « *En août 2015, écrit-elle, Benjamin Haddad, jeune chercheur français au Hudson Institute de Washington peut toutefois souligner, dans The Daily Beast, que « Poutine a gagné les conservateurs français » et que « le parti de l'ancien président français Nicolas Sarkozy entre dans l'orbite de Moscou » (p. 359) ».* Si l'effet argument d'autorité fonctionne à merveille ! (jeune donc plus indépendant je suppose, chercheur, Hudson Institute, Washington...), je m'interroge tout de même sur ce brillant jeune homme et le contexte dans lequel il a été recruté puis entreprend une car-



rière américaine. Il ne s'agit pas de nier ses mérites, il s'agit juste de connaître les conditions de ce type de carrière ; elles sont fortement reliées, comme ailleurs, à des considérations politiques ; il faut tout de même correspondre plus ou moins (et les Américains donnent souvent l'exemple d'un grand libéralisme en matière

de recherche subventionnée) à une orientation idéologique. Dans le cas de l'Hudson Institute, elle est très claire : « *Le rôle central et unique des États-Unis dans l'ordre international, offre les meilleures fondations pour assurer la sécurité collective, la défense des libertés, et la croissance économique. La portée du Hudson Institute est mondiale dans la mesure où l'institut milite pour que l'engagement international américain se fasse de concert avec ses alliés. De nombreux décideurs, à Washington DC, mais aussi dans d'autres capitales à travers le monde, comme Tokyo, New Delhi, Paris, Berlin, Londres, Bruxelles, Ottawa, Canberra et Jérusalem – s'appuient sur les recherches et les orientations proposées par le Hudson Institute.* » (Source : Page Wikipedia en français) Pour le site de *The Daily Beast*, il est préférable de consulter les informations en anglais, la page française n'ayant pas été rafraîchie depuis longtemps. Nous y apprenons que ce site n'est tout de même pas un modèle de journalisme parfaitement libre de toute pression (https://en.wikipedia.org/wiki/The_Daily_Beast#Format).

Dernier point qui me gêne dans *Les Réseaux du Kremlin en France*. Je partage le choc éprouvé par l'auteure quand elle évoque les délégations de la droite parlementaire française venues en Crimée occupée par la Russie soutenir l'agresseur, narguer le gouvernement français et l'Union européenne (2015, 2016). Mais je ne peux pas oublier ce qu'ont confirmé les révélations d'Edward Snowden : lors de la crise irakienne opposant les gouvernements français (sous Jacques Chirac) et américain, les dirigeants du Parti socialiste ont tenu à donner plus de gages de bonne volonté que ceux de la droite classique, contournant le chef de gouvernement, démocratiquement élu, de leur pays et multipliant les gestes de bonne volonté désolée auprès de l'ambassade des États-Unis. Ce comportement était plus discret et hypocrite et, j'imagine, sans aucun intérêt financier.

Affaiblissement du sens de l'État et du sentiment

d'appartenance nationale (le vieux patriotisme), affaiblissement de l'État lui-même (incapable d'empêcher et de sanctionner), développement d'un cynisme qui ne connaît plus la moindre pudeur ? Je n'ai pas les éléments pour l'affirmer, me bornant à remarquer que le secret entourant les actes est aussi plus compliqué à garder. La grande différence entre la Russie et les États-Unis, C. Vaissié le suggère bien, c'est que le modèle russe ne peut pas nous attirer ; alors que le rêve américain, même si nous en connaissons les faussetés (sur lesquelles les intellectuels et artistes américains sont tout de même prolixes, sans craindre les représailles de leur gouvernement), continue de séduire.

Jean-Kely PAULHAN

Morceaux choisis

Les individus et collectifs qui, bien que minoritaires, se fédèrent aujourd'hui contre la logique managériale à l'école, à l'hôpital, dans les centres de soins psychiatriques ou pour personnes âgées ; contre l'uniformisation du paysage urbain ; contre les ravages productivistes de l'industrie agroalimentaire ; contre la perversion du rapport à l'autre induite par le sexisme ordinaire et l'impératif de virilité au travail ; les individus et collectifs qui s'engagent dans la sauvegarde des zones à défendre face aux projets délirants des fanatiques de la croissance, inventant par là même – avec tous leurs défauts, zones d'ombre et contradictions, cela n'est pas exclu – d'autres façons de vivre : tous cherchent à se raccorder au sentiment d'habiter le monde. Chacun à leur façon, ils manifestent la puissance critique du sens des limites. Et bien peu d'entre eux se soucient d'être « représentés » politiquement, quitte à passer pour d'indécrottables romantiques, ignorants des nécessités stratégiques du jeu de la prise de pouvoir.



Renaud Garcia, *Le sens des limites – Contre l'abstraction capitaliste*, l'échappée, 2018.

68, vu de... la Marine nationale

Issu d'une famille d'instituteurs ruraux, attachés au « refus de parvenir » cher aux syndicalistes révolutionnaires des origines et très actifs dans le Syndicat national des instituteurs (FEN), je me suis impliqué en politique dès mes quinze ans. Cela s'est fait au lycée de Fontainebleau, ville quasi militaire, à la suite de l'engagement de mon père, Paul Guerrier – antimilitariste fiché au carnet B dans les années 30¹, ayant par ailleurs passé cinq ans en Stalag en Allemagne – ; contre la torture et pour la paix en Algérie dans le cadre des comités Vérité-Liberté autour de Pierre Vidal-Naquet. Entourés de nombreux condisciples fils d'officiers très Algérie française, nous fûmes quelques-uns à diffuser presse et livres interdits dans l'enceinte du lycée, parfois au prix de quelques bagarres adolescentes.

Colonialisme et formation politique

Désirant découvrir le vaste monde, j'entamai des études à l'École nationale de la marine marchande (ENMM) de Saint-Malo en septembre 1964, curieusement obligé de porter un uniforme dans les grandes occasions, dans une école civile mais encadrée par des professeurs d'hydrographie, issus d'un corps de la Marine nationale, dénommée encore souvent « la Royale » en opposition au « Commerce », la marine marchande. Ce fut l'occasion de mobiliser mes condisciples dans le soutien d'un étudiant algérien, envoyé se former en France par la nouvelle Algérie indépendante et qui était en but au harcèlement de la direction de l'école. Et même un étudiant pourtant ancien activiste Algérie française participa au soutien victorieux ; il restera un ami. Durant l'été 1965 j'effectuai mon 1^{er} embarquement en tant qu'élève-officier au long-cours sur un paquebot mixte faisant la ligne de l'océan Indien ; et ce sera ma découverte des réalités coloniales et/ou néocoloniales tant à Djibouti, aux Comores, à Madagascar, qu'à Maurice et à La Réunion, et l'une des origines de mon implication anticolonialiste future.

La 2^e année d'élève-officier au long cours dispensée à l'ENMM du Havre sera l'année de ma découverte des idées libertaires via la lecture de L'anarchisme de Daniel Guérin, en collection de poche paru en fin 1965. Ce sera suivi de ma première visite à la librairie de la Fédération anarchiste (FA), rue Ternaux à Paris, tenue à ce moment-là par Hellyette Bess, toujours amie aujourd'hui malgré de profondes divergences politiques. Ce fut l'occasion aussi de découvrir le passé de militant anarchiste de mon propre père dans les années 30, y compris dans le soutien économique à la fin de vie de Nestor Makhno² ; mais bien que nous ayant donné à

ma sœur et moi une authentique éducation libertaire, en famille tout comme dans sa classe, il n'avait jamais habillé cela de la moindre référence idéologique, refusant tout prosélytisme par principe. Et là, puisque j'avais fait mes découvertes tout seul, on pouvait se mettre à en parler. Belle leçon de pédagogie !

De l'UNEF à la CGT

Avec un tel profil, je me retrouvai cette année-là secrétaire général de l'Union nationale des étudiants de la marine marchande (UNEMM), affiliée à l'UNEF-Union des grandes écoles. Et me voilà en 1966, à vingt ans, à négocier une réforme de nos études au ministère de la Marine marchande à Paris, tout en faisant connaissance des milieux tant syndicalistes étudiants qu'anarchistes. Mes positions rebelles aboutiront à une exclusion de l'école en fin d'année ; si bien que je ne passerai mon diplôme en candidat libre qu'en octobre 1966, avant d'embarquer comme élève-officier Pont sur des cargos assurant différentes lignes, tant en Afrique, Asie qu'Océanie, et d'être promu lieutenant chef de quart à Durban (Afrique du Sud de l'apartheid, autre découverte marquante) en décembre 1967. Durant cette période, je m'affilie au Syndicat CGT des officiers Pont (différent de celui des officiers mécaniciens, et a fortiori des syndicats de marins ; question corporatisme, ça commençait bien !)

Le 1^{er} avril 1968, j'intègre l'École des officiers de réserve (EOR) de la Marine nationale, dans la promotion « Marine marchande », au Centre d'instruction naval de Brest (CIN, situé au cœur de l'arsenal), au prix d'un engagement spécial de six mois (à l'époque le service militaire normal était de seize mois), pour effectuer dix-huit mois pleins. Ce fait, étonnant pour un jeune libertaire antimilitariste, mérite explication : en cas de conflit, les navires marchands sont réquisitionnés et leurs officiers, pour avoir l'insigne honneur de se faire torpiller lors de convois, doivent être par avance officiers de réserve ; d'où une promotion spéciale d'EOR chaque année comptant de 40 à 50 individus. Si bien que nous nous retrouvons ensemble entre anciens des ENMM – nous connaissant tous –, déjà officiers « civils » salariés et collègues dans les mêmes compagnies maritimes, et pour certains syndiqués, pour une formation de quatre mois, et ce juste avant les « Événements » de mai 68.

Quand « les Rouges » refusent le combat...

Au commencement des « Événements » nous sommes encore dans un régime normal avec le déjagaté à 16 heures, si bien que nous prenons langue avec des

étudiants et étudiantes (nous sommes quand même des « midships » considérés comme de beaux partis en Bretagne !), tout en étant témoins aussi d'une mobilisation des ouvriers de l'arsenal, en général syndiqués CGT. Et il m'est même arrivé de monter jusqu'en région parisienne avec des compères, eux aussi aspirants dans « la Royale », pour le week-end, pour rencontrer des émeutiers des groupes Jules-Vallès et Emile-Pouget de l'ORA3 (encore tendance interne de la FA à l'époque), y compris chez mes propres parents. À Brest, nous parviendront des rumeurs de sabotages matériels en mai-juin, sur des bâtiments de la Marine nationale (dont, de mémoire, le versement de limaille de fer dans les cylindres d'un bâtiment en réparation), mais cela restera invérifié et invérifiable.

Avec l'extension du mouvement et son durcissement, nous allons nous retrouver consignés, sans aucune sortie y compris pour éviter nos mauvaises fréquentations, ce qui nous empêchera pas à quelques-uns de la promotion (plutôt les syndiqués) de faire le mur et d'être présents à certaines AG étudiants-ouvriers. Mais l'ensemble de la promotion est sensible aux événements et le stage au centre d'entraînement commandos de Quelern, prévu dans le cadre de notre formation, donnera l'occasion de s'en rendre compte. En effet il se termine par des manœuvres où nous sommes chargés de jouer « les Rouges » débarqués clandestinement dans la presqu'île de Crozon contre des fusiliers marins d'active venus de Lorient. Et là, spontanément, nous refusons le combat, certes factice, nous contentant de leur jeter des pierres plutôt que de tirer à blanc avec nos PM et FM quand ils nous tendent des embuscades ; d'aucuns traînent leur fusil FAMAS ou leur talkie-walkie dans l'herbe comme des enfants leurs petites voitures ; et l'on verra même des crosses de fusils cassés sur les camions des fusiliers. Les manœuvres se terminent en eau de boudin à la grande colère des adjoints-instructeurs de Quelern. Bien sûr, il y aura des remontrances de la direction du CIN, mais mesurées, car nous sommes quand même déjà tous des officiers du « Commerce ». Cela se traduira essentiellement par le fait de nous entraîner à défilé en vue du 14 juillet à Brest (car les « Navalais » défilent sur les Champs à Paris). Mais là encore, de façon bon enfant, nous allons nous révéler nuls dans nos postures, faisant étrangement balancer nos fusils comme si nous étions en train de danser. Et malgré de nombreuses séances, commençant dès 5-6 heures du matin en repréailles, notre participation au défilé sera en fin de compte annulée.

Autogestion des affectations

La formation s'est terminée le 9 août ; et là encore, nous allons faire preuve d'imagination. Les résultats de l'examen final ayant été donnés le matin, l'après-midi devait être consacrée aux affectations choisies en fonction du

classement de chacun, du premier au dernier. Mais, entre midi et deux, nous avons organisé une AG qui nous a permis de choisir nous-mêmes nos affectations suivant de multiples raisons (géographiques, affectives, choix personnels...) ; dans ce cadre, mes collègues m'ont laissé choisir une affectation sur un navire « non-armé », un bâtiment de recherches océanographiques basé à Toulon (que je rejoindrais le 17 août, après une permission passée en partie à Avignon avec des copains libertaires dans la suite du fameux festival perturbé cette année-là). Lors de la séance de l'après-midi les officiers supérieurs ont assisté, ébahis, au fait que chacun avait choisi son poste et que mêmes les derniers du classement avaient leur affectation désirée. Comme quoi même dans cette curieuse atmosphère confinée, l'esprit de Mai-Juin 68 avait réussi à faire son entrée !

Les fusiliers-marins commandos à Paris

Embarqué donc d'abord comme aspirant chef de quart, puis enseigne de vaisseau de 2^e classe à compter du 1er avril 1969 jusqu'à ma « libération » le 1er octobre 1969, sur un dragueur océanique transformé en navire scientifique de 60 m de long, dans le cadre de missions passionnantes (nous transportions la soucoupe plongeante du Cdt Cousteau !), j'ai pu avoir accès durant cette période à bien des informations non-publiques du fait de mon statut et de mon habilitation « secret-défense et confidentiel-défense » et être témoin de situations étonnantes, voire étranges.

Tout d'abord, j'apprendrai, au cours de discussions avec mes collègues, certains faits ayant eu lieu durant les « événements » eux-mêmes, comme par exemple que les « groufumacos », groupes de fusiliers-marins commandos, avaient été dépêchés à Paris et cachés sur place (environ 800 hommes, y compris dans des casernes de sapeurs-pompiers). Tout comme un voisin de mes parents, sous-officier du Matériel à Fontainebleau, les avait informés du passage de blindés légers roulant de nuit se disposant autour de Paris courant mai, et, après la visite clandestine de De Gaulle au général Massu le 30 mai à Baden-Baden, de porte-chars transportant des blindés de régiments de l'armée française en poste en Allemagne. Je constatai aussi le retrait de toutes les armes légères embarquées sur tous les bâtiments basés à Toulon, y compris le mien, devant le risque que les ouvriers de l'arsenal en grève viennent se servir ; et l'on nous demandera de relever les coupées chaque soir pour empêcher toute montée à bord intempestive la nuit. Toutes ces armes légères – de quoi équiper environ 40 000 hommes – seront stockées dans un bâtiment de l'arsenal avec une compagnie de fusiliers-marins campant à l'intérieur, FM en batterie sur les portes. J'apprendrai aussi beaucoup plus tard de la bouche d'un ami de ma famille, jeune officier de CRS en 68, après des années passées aux Jeunesses com-

munistes, que plusieurs de ses collègues et lui-même avaient dû empêcher leurs hommes de jeter des manifestants inanimés dans des voitures en flammes durant les affrontements de la rue Gay-Lussac. Un camarade libertaire aux premières loges à l'époque continue à penser qu'il y a eu plus de morts que le compte officiel ce jour-là, compte tenu de curieux décès par accident de la circulation déclarés dans les jours suivants. Quand je repense à certains illuminés voulant attaquer les armeries en mai-juin à Paris, heureusement qu'il n'en fut rien car la raison d'Etat dans sa pire acception les aurait cloués sur place ! Mais c'est vrai qu'il y a toujours des adeptes d'une stratégie du pire pour que l'Etat révèle son vrai visage et que le « peuple » se révolte ; j'ai comme l'impression que cela n'a jamais marché nulle part !

Des émeutiers galonnés

Certes, j'étais à bord d'un navire très particulier puisqu'à chaque campagne scientifique embarquaient des aspirants sursitaires effectuant leur service militaire au titre de la recherche scientifique mais frais émoulus de l'Université et/ou déjà chercheurs (océanographes, géologues marins, géophysiciens, biologistes..., certains célèbres aujourd'hui avec l'expédition Tara) avec des mentalités pas du tout militaires et influencées par le souffle émancipateur du moment. À tel point que, lors d'une visite officielle d'officiers supérieurs, il est vrai ingénieurs hydrographes issus de Polytechnique, je fis la connaissance, durant des discussions totalement surréalistes au carré des officiers, d'un ancien manifestant au premier rang de toutes les manifestations de mai-juin à Toulon et pourtant « galons pleins » (capitaine de vaisseau, équivalent à colonel) ainsi que d'un ancien occupant de l'Odéon pourtant « 5 galons panachés » (capitaine de frégate, équivalent à lieutenant-colonel).

À la même époque, j'apprendrai par un ancien camarade de lycée entré à Polytechnique que l'ordre des études y a été inversé à cause de Mai 68, car des élèves de l'X envisageaient d'aller dans les manifestations, voire sur les barricades, en grand uniforme et bicorne. Conséquence : année de formation militaire dès la 1^{ère} année au camp de Mourmelon et non pas en fin d'études, pour les éloigner de Paris. Et de mon côté, j'aurai l'occasion de discuter de ma lecture du moment avec le commandant en second du bateau, issu de l'Ecole navale, soit Le mouvement makhnoviste d'Archinov récemment paru chez Bélibaste. Je pourrai aussi sauver la mise d'un jeune engagé en train de désertir en envoyant, avec l'accord du commandant, ses copains le récupérer, faisant du stop à la sortie de Toulon, plutôt que d'avertir la Gendarmerie maritime avec tout ce qui pouvait s'ensuivre. Mais notre commandant retournera plus tard dans sa spécialité, l'Aéronavale, et nous verrons arriver courant 1969 un nouveau « pacha », avec un pedigree tout autre venant du 11^e Choc, c'est-à-dire les forces spéciales qui s'illustreront plus tard, entre autres, lors de l'assaut de

la grotte d'Ouvéa. Une autre ambiance pour finir mon temps ! Sur le plan national, je découvrirai à la lecture d'informations confidentielles qui me passent entre les mains que l'Etat français a mis en place durant l'été 1968 tout un plan détaillé prévoyant en cas de redémarrage d'un mouvement social puissant à la rentrée, une sécurisation de tous les points névralgiques et économiques du territoire par les forces armées.

Prévenir les révoltes, de Dakar à Donges

Cerise sur le gâteau, je serai rappelé en urgence d'une permission dans ma famille, pour rejoindre comme officier supplémentaire un petit pétrolier de la Marine nationale en septembre 1968, amarré dans un port civil près de Marseille. Nous devons appareiller le plus rapidement possible, et en secret (interdiction d'en prévenir ma famille), en direction des côtes d'Afrique sans aucune connaissance de notre mission. Le bâtiment est chargé de kérosène utilisable tant par des avions, des hélicoptères que des chars amphibies, et nous avons à bord une sorte d'énorme réservoir de caoutchouc plié qu'il est possible, en l'absence de port, de placer sur une plage et de remplir de notre chargement. Le commandant, un très brave type avec son bâton de maréchal d'officier-marinier (« 5 galons panachés ») issu de l'Ecole des mousses, me confie la fonction d'officier du Chiffre, relié directement au ministère de la Défense, et me voilà en charge de la machine à chiffrer et déchiffrer Adonis en service dans les forces de l'OTAN (dont nous faisons toujours partie, De Gaulle ne nous ayant fait quitter que son commandement intégré !), entre une sorte à machine à calculer à manivelle à l'ancienne et la fameuse Enigma allemande. Au fil de la traversée, nous essaierons de comprendre à la lecture des messages que j'ai déchiffrés quel était le but de cet étrange voyage avec l'ordre de s'entraîner au tir au canon de 20 mm durant la traversée. Nous apprenons qu'un bâtiment transporteur de chars a appareillé de Lorient pour nous rejoindre sur zone ; et que la Force Alpha (le porte-avions Clemenceau, commandé par le capitaine de vaisseau Antoine Sanguinetti – que je retrouverai plus tard, devenu amiral de réserve, aux côtés de Daniel Guérin dans une commission de la Ligue des droits de l'Homme concernant les droits des soldats et dans le soutien à la lutte du peuple kanak – et son escorte, tant bâtiments de surface que sous-marins) s'est détournée de son trajet direct vers la France au retour d'une campagne d'essais nucléaires en Polynésie pour aussi rejoindre la même zone. Cela ne nous empêchera pas, malgré cette mission quasi secrète, de mettre des lignes à l'eau pour pêcher le thon le long des côtes de Mauritanie, avec ordre du commandant de mettre « en avant demi » lorsqu'un poisson était ferré !

Une frégate britannique⁴ nous surveille en naviguant de conserve avec nous, virant de bord en même temps que nous nous (elle a la même machine Adonis

de l'OTAN et peut suivre tous nos échanges de messages chiffrés prétendus secrets) si bien que nous en venons à conclure que l'on nous envoie clandestinement appuyer la dissidence biafraise au Nigéria. Mais, devant Dakar, nous recevons l'ordre d'y faire escale dans la base navale française, le long d'un quai éloigné à l'abri des regards ; et notre « Saint-Bernard » britannique va venir accoster un quai en face de nous. Par souci de discrétion, nous aurons l'ordre d'aller à terre uniquement en civil. Le transporteur de chars amphibies parti de Lorient est arrivé à Dakar. La Force Alpha ne nous rejoindra jamais. L'escale s'éternise, la mission a-t-elle été annulée ou pas ? Mais je serai surpris de croiser l'ex-colonel Bigeard, devenu général, commandant supérieur des forces terrestres françaises au Sénégal, dans les locaux de l'état-major maritime (ça refroidit !), et nous allons bientôt plutôt nous demander si Dakar n'est pas notre destination.

En effet il y a eu aussi un Mai 68 sénégalais durant lequel le président Léopold Sédar Senghor avait dû faire protéger le palais présidentiel par l'armée française pendant que sa propre armée réprimait les manifestants et émeutiers⁵. Et Senghor craignait un redémarrage du mouvement « en copie » de la France pour octobre. Puis, un jour, l'ordre tombe de rallier, avec toujours notre chargement à bord, le port de Saint-Herblain entre Saint-Nazaire et Nantes sans autre explication que notre affectation dans le cadre du plan national de l'État français en cas d'« Octobre 1968 » est la protection de la raffinerie de Donges. Octobre ne verra aucun redémarrage, ni en France ni au Sénégal, et je rejoindrai mon bâtiment scientifique à Toulon à la toute fin octobre. Une drôle de mission fantôme rocambolesque, durant laquelle un bon millier de tonnes de kérosène auront voyagé sur des milliers de kilomètres ! Avec le recul, je pense qu'il s'agissait de la préparation d'une éventuelle intervention française au Biafra (en guerre d'indépendance contre le Nigéria de juillet 1967 à janvier 1970), qui aurait pu avoir des aspects plus ou moins clandestins. L'aide secrète aux sécessionnistes du Biafra était massive – sous la houlette de Jacques Foccart auquel De Gaulle avait demandé d'« affaiblir le géant nigérian » – en mercenaires (Bob Denard, d'ex-membres des parachutistes de la Légion en Algérie, d'ex-OAS...), aussi bien qu'en armes et munitions.

Objecteur-réserviste, appel à l'insoumission et la désertion

Libéré le 1er octobre 1969, je reprendrai mon métier « au Commerce » et effectuerai l'année de cours de capitaine au long cours en 1970-1971 à nouveau au Havre, militant syndical CGT6, cofondateur du groupe/revue Marine en lutte ; tout en étant membre du groupe Jules-Durand de la FA, dont nous serons plusieurs à être exclus, rejoignant le Mouvement communiste libertaire autour de Georges Fontenis et de Daniel Guérin. Ce profil contestataire n'empêchera pas que je sois nommé

enseigne de vaisseau de 1^{ère} classe de réserve en avril 1971. J'ai obtenu ce grade automatiquement dans le cadre d'une période obligatoire organisée dans le cadre de l'École de la marine marchande, durant laquelle, ne faisant qu'acte de présence, j'ai suivi les cours en lisant ostensiblement la presse militante du moment.

Je naviguerai « au Commerce » jusqu'au début 1976, dans le but de réunir des fonds pour un projet « collectiviste » (en référence à la Révolution espagnole) dans les Pyrénées, sur la frontière espagnole. Ayant démissionné, je rejoindrai notre « collectivité ». Mais n'étant plus porté par le souffle émancipateur de l'époque qui est retombé, notre groupe devra tourner la page en 1981. Pour moi ce sera de nouvelles aventures, qui iront du travail bénévole dans des pays en développement dans le cadre du Service civil international (dont je serai le délégué de la branche française de 1981 à 1984), de la réalisation audiovisuelle au journalisme, via la correction-révision, en passant par les fonctions d'éducateur de rue en Seine-Saint-Denis, entre autres... Bien sûr, ensuite, je n'effectuerai aucune période volontaire. Et bloqué à ce grade, je demanderai à obtenir le statut d'« objecteur-réserviste » (eh oui, ça existe !) lors de la 1^{ère} Guerre du Golfe en 1991 tout en cosignant un appel à l'insoumission et la désertion paru dans quelques journaux militants ; la réponse ne se fera pas attendre : je serai radié des cadres de réserve sous Mitterrand soi-même, prétendument pour des raisons d'âge (ce qui est faux car on peut rester cadre de réserve jusqu'à très tard dans sa vie !), la Grande Muette préférant noyer le poisson plutôt que de me laisser le loisir d'en faire une affaire publique !

Entre secret-défense et transmission de la mémoire, le choix est fait !

J'ai tenu à rédiger ce témoignage, que j'ai eu l'occasion jusqu'à présent de seulement raconter à des proches, à la fois pour montrer aux jeunes générations jusqu'où peut aller la raison d'Etat pour protéger le statu quo social, mais aussi pour témoigner qu'il est possible d'agir, certes à la marge, même dans des institutions fermées. Avoir rencontré des « soixante-huitards » y compris dans l'armée, et parmi des officiers, m'a ouvert l'esprit contre tout esprit manichéen, sans tomber dans l'angélisme ; et cela donne un peu d'espoir pour la suite des événements... D'ailleurs, avec la suppression du service militaire, je crains fort que de telles rencontres ne puissent encore exister avec une armée uniquement formée de professionnels ; ce n'est pas pour autant que j'irai jusqu'à en réclamer le rétablissement ! Mais je n'oublie pas non plus, que la principale raison de l'échec du putsch d'Alger en 1961 fut l'inertie spontanée des appelés dans la transmission des ordres et contre-ordres ! Mais je ne peux que constater que la suppression du service national obligatoire en 1997 a abouti à la quasi disparition des luttes menées auparavant contre l'institution militaires, ce dont doit se réjouir l'État qui n'a plus

à batailler contre les objecteurs, les insoumis et les organisateurs de comités de soldats et autres antimilitaristes divers et variés. Toutes formes de lutte que j'ai toujours considérées comme complémentaires et non opposées ni concurrentes, les choix de chacun provenant de facteurs individuels (milieu, éducation, tempérament...) voire de rencontres fortuites. En tout cas, la Grande Muette se retrouve beaucoup plus tranquille pour mener des actions aux quatre « coins » du monde, sans contestation en interne, même s'il est toujours possible de faire connaître sa désapprobation, mais de l'extérieur ! Je ne sais absolument pas si mon engagement de l'époque à respecter le secret-défense s'applique encore à moi avec mes soixante-douze ans aujourd'hui et ma radiation des services depuis vingt-sept ans, mais je n'en ai cure. Cela pourrait être drôle si la Grande Muette voulait se couvrir de ridicule !

Daniel GUERRIER

Multi-petit-retraité du fait des différentes professions qu'il a exercées, Daniel Guerrier a eu un parcours et des responsabilités syndicales à l'image de ses expériences professionnelles, sans souci d'étiquette et de boutique, en cherchant à rester fidèle au syndicalisme révolutionnaire et à sa revue La révolution prolétarienne, ou du moins refusant le syndicalisme d'accompagnement, sans avoir eu jamais le moindre poste de permanent :

- Secrétaire-général de l'Union nationale des étudiants de la Marine marchande, affiliée à l'UNEF en 1965-1966.

- Membre de 1967 à 1971 du Syndicat CGT des Officiers Pont, membre du Conseil syndical du Havre en 1970-1971.

- Membre du Syndicat CFDT des Officiers de la Marine marchande de 1971 à 1976. Co-fondateur de Marine en lutte en 1971.

- Membre de la tendance « Paysans-travailleurs » (ancêtre de la Confédération paysanne) du CDJA-FNSEA de 1976 à 1981.

- Membre du Syndicat santé-sociaux de la CFDT de 1984 à 1987 (syndicat dont de nombreux membres seront exclus en 1989 et créeront SUD Santé).

- Membre du Syndicat CGT des correcteurs (Fédération du Livre) et du Syndicat des journalistes CGT de 1990 à 2000, ayant exercé différents mandats : délégué du personnel, délégué syndical, secrétaire du CE de Courrier international, membre du CE du Groupe Expansion, membre du Comité syndical des correcteurs, membre du Bureau national du SNJ-CGT, représentant CGT au comité de groupe Havas, puis Vivendi international (sous J.-M. Messier), et enfin du groupe Le Monde.

Notes

1. Le Carnet B, abrogé officiellement en 1947, créé par le général Boulanger en 1886, est l'instrument principal de surveillance des « suspects », français ou étrangers, sous la IIIe République. Source Wikipedia.

2. Nestor Ivanovitch Makhno (1889-1934), communiste libertaire ukrainien, fut notamment à l'origine de l'armée insurrectionnelle révolutionnaire ukrainienne ; après la révolution russe, celle-ci combattit les armées « blanches » (contre-révolutionnaires), parfois en s'alliant avec l'Armée rouge, qui ensuite se retourna contre elle. Contraint à l'exil, il fut chassé de différents pays européens, s'installa en France où il travailla notamment à Renault-Billancourt.

3. Organisation révolutionnaire anarchiste.

4. Le Royaume-Uni étant alors du côté du pouvoir central du Nigéria.

5. Voir « Mai 68 au Sénégal » de Christian Mahieux et Momar Sall.

6. Je quitterai la CGT à l'été 1971, pour rejoindre la CFDT, moins corporatiste que le Syndicat des officiers Pont CGT, et, de plus, basiste et autogestionnaire à l'époque.

ENTRETIEN

Critique sociale ou discours officiel néolibéral ?

Quelques questions à Patrick Marcolini, animateur de la collection Versus (éditions L'échappée)

Quel a été votre parcours avant de créer cette collection ?

Marqué par les situationnistes, et plus particulièrement par la pensée de Debord, j'ai fréquenté quelque temps les milieux « radicaux ». Au milieu des années 2000, j'ai fini par rejoindre ceux qui y constataient une sorte de piétinement intellectuel et tentaient d'apporter du nouveau : pour l'essentiel, la mouvance anti-industrielle, et le groupe qui a publié jusqu'en 2013 la revue *Offensive*. « Interroger les clichés de nos milieux révolutionnaires, questionner le "sens commun" des milieux radicaux, prendre le contrepoint d'évidences un peu trop évidentes » : tel était l'enjeu, résumé a posteriori par *Offensive*. La collection Versus prolonge cette ambition à sa manière.

Dans quelles circonstances et dans quel but a-t-elle été fondée ?

Cédric Biagini, qui s'occupe des éditions L'échappée et participait aussi à *Offensive*, est un ami de longue date. Dans les années qui ont précédé la création de la collection, il m'arrivait fréquemment de lui indiquer des livres de théorie qui auraient mérité d'être réédités en raison de leur importance pour la réflexion critique. Par ailleurs, L'échappée commençait à recevoir de plus en plus de manuscrits appartenant à ce qu'on a pu désigner sous le nom de « philosophie sociale » (sur cette catégorie, cf. Franck Fischbach, *Manifeste pour une philosophie sociale*, La Découverte, 2009). La décision de créer une collection pour accueillir ces deux types d'ouvrages s'est imposée d'elle-même.

Le petit texte de présentation que nous faisons figurer dans chaque livre de la collection définit bien le double objectif de la collection : d'une part, combattre « les idéologies pseudo-critiques qui ne font qu'accompagner le déploiement du technolibéralisme » ; d'autre part, « retrouver l'énergie qui a animé par le passé les courants intellectuels les plus hostiles au capital et aux machines », pour « redonner des armes à ceux qui n'acceptent pas le monde tel qu'il est ».

Nous avons l'habitude de dire que les éditions L'échappée ne sont pas un parti politique, au sens où elles ne proposent pas une interprétation univoque de notre temps. La collection aspire donc à accueillir des productions venant de divers horizons : courants non-orthodoxes du marxisme (école de Francfort, « critique de la valeur...»), anarchisme, décroissance, écologie radicale, etc. : la liste n'est pas limitative. Et dans la mesure où la théorie n'est pas l'apanage de la seule philosophie, la collection ne s'interdit pas non plus d'aller sur le terrain de l'histoire des idées, de la sociologie,

de l'esthétique, et d'autres domaines encore.

Depuis une dizaine d'années, de nombreux éditeurs sont apparus dans la mouvance d'extrême gauche, en particulier libertaire. Pourquoi avoir choisi L'échappée pour accueillir cette collection ?

Comme je l'ai dit, le choix s'est fait de lui-même, dans la mesure où il est issu d'une rencontre amicale et politique. Au-delà de ces circonstances, il est évident que cette collection, par son objectif même, n'aurait pas pu naître chez certains de ces éditeurs qui mettent en circulation les « idéologies pseudo-critiques » dont nous parlions. Quand on voit dans leurs catalogues des livres qui nous vantent le potentiel subversif des séries télé ou de l'auto-organisation des opprimés sur une base « raciale », on comprend pourquoi Versus est à sa place chez un éditeur qui pense sur ces sujets que le vrai problème est l'existence d'une société de classes, où « l'économie toute-puissante est devenue folle » (Debord), et dans laquelle la culture de masse joue surtout le rôle d'un dérivatif.

En 2015, le premier livre paru est une traduction de l'essai *Misère de la théorie* de l'historien britannique Edward P. Thompson – une charge aussi polémique que réjouissante contre le philosophe français Louis Althusser dont plusieurs disciples trustent encore la scène intellectuelle française. Pourquoi ce livre pour commencer votre collection ? Hasard du calendrier ou manifeste assumé contre un certain marxisme universitaire français, abscons, académique et pédant, qui fait encore les beaux jours de la gauche radicale médiatique et universitaire – alors même que vous publiez un inédit de Marx, *La Trompette du jugement dernier* ?

Misère de la théorie était une manière de sonner la charge contre ce marxisme universitaire dont vous parlez, précisément à l'heure où l'on fêtait les 50 ans de la publication du *Pour Marx* d'Althusser. Ce dernier tenait pour « idéologiques » les œuvres de jeunesse de Marx, celles qui développaient le concept d'aliénation, à la différence du Marx « scientifique », celui du *Capital* (c'est la fameuse thèse de la « coupure épistémologique »). En ce sens, la publication de *La Trompette du Jugement dernier*, écrit en 1841, était une petite provocation contre les disciples d'Althusser, puisqu'on trouve dans ce texte la première apparition du concept de fétichisme, concept majeur du Marx de la maturité. C'était aussi une manière de rappeler à certains gauchistes qui vouent l'humanisme aux gémonies, ou qui voient dans l'alliance avec les religions une manière de redonner un coup de fouet à l'anticapitalisme, que celui-ci a au contraire puisé ses forces dans un humanisme de combat et une critique radicale du phénomène religieux. Cela dit, comme je l'ai rappelé plus haut, Versus n'est pas une collection marxiste : y sont également mis en avant des auteurs qui ont procédé à un examen sans concession des apories du marxisme, à l'image de Martin Buber ou de Cornelius Castoriadis.

Avec deux titres par an, en moyenne, vous avez publié sept livres (les deux derniers pour 2018 sont de Renaud Garcia [*Le Sens des limites*] et José Ardillo [*La Liberté dans un*

***monde fragile*]). Quel bilan, forcément provisoire, tirez-vous de ces trois années ?**

Il est sans doute trop tôt pour tirer un bilan, mais la bonne surprise réside dans l'intérêt rencontré par plusieurs de ces textes en dehors du milieu universitaire, dans un public « militant » plus large, qui ressent le besoin de s'approprier un matériel théorique offrant les cadres intellectuels nécessaires à la compréhension du monde qui nous entoure. En ce sens, on peut dire que l'objectif premier de la collection est rempli. Et il y a ensuite la fierté d'avoir réédité *Utopie et socialisme* de Martin Buber, à mon sens l'un des livres les plus forts de la théorie sociale au XX^e siècle, qui reste plein d'enseignements pour nous dans la mesure où il donne les outils nécessaires pour repenser une transformation sociale émancipatrice par-delà les impasses et les échecs que nous avons pu connaître.

Comment s'articule votre collection avec les autres du même éditeur ?

Je dirais qu'elle tend à fournir une assise aux idées qui sous-tendent la plupart des autres titres parus à L'échappée. Elle développe de manière explicite des positions intellectuelles qui ne sont visibles qu'en filigrane dans le reste du catalogue.

Depuis 2015, pensez-vous que les lignes ont bougé dans le discours critique ? Si oui, dans quel sens, et quelles directions doit-il prendre, selon vous ?

Les évolutions qui se sont produites ne tiennent pas tant aux discours critiques de l'extrême gauche qu'à leur réception dans la société. Quand on entend vanter l'antispécisme en *prime time* à la télévision, quand ce sont des ministres qui parlent de « déconstruire les stéréotypes de genre », quand la dernière collection de Gucci revendique l'influence de la féministe *cyborg*¹ Donna Haraway, on se dit qu'en quelques années, les idées du gauchisme postmoderne sont quasiment devenues le discours officiel du néolibéralisme. En parallèle, l'omniprésence des écrans, le pouvoir des magnats du numérique, l'obsession du chiffre et de la rentabilité ou encore les problèmes écologiques suscitent une inquiétude et une indignation légitimes chez beaucoup de gens. La décroissance comme la critique du libéralisme et de l'idéologie progressiste rencontrent même la curiosité voire un réel intérêt d'une proportion non-négligeable de la population. En témoigne par exemple le succès des livres de Jean-Claude Michéa, qui l'an dernier a suscité dans la gauche libérale une sorte de « panique morale » – pour reprendre l'un des anglicismes qu'elle affectionne. *Le Monde* en a offert un bel exemple en consacrant quatre pages et sa une au démontage du philosophe.

On se retrouve donc dans une situation plutôt étrange, où les controverses qui animaient les petits milieux « radicaux » français il y a quelques années font aujourd'hui les grands titres des journaux, enflamment les réseaux sociaux, et sont au centre des débats entre amis. Pour nous, le meilleur moyen de sortir par le haut de ces polémiques reste encore d'affûter les arguments aptes à convaincre l'adversaire, tout en travaillant sur les faiblesses ou les contradictions que peuvent contenir nos propres analyses. C'est aussi la vocation de Versus.

Propos recueillis par *La Révolution prolétarienne* fin mars 2018.

1. Un *cyborg* (ou organisme cybernétique) est un être vivant intelligent qui a reçu des greffes de parties mécaniques ou électroniques.

Alfred Rosmer et le mouvement ouvrier pendant la guerre

Cet article de Marcel Martinet (1887-1944), publié dans la revue *Spartacus* n° 2 (novembre 1936), à l'occasion de la parution du 1^{er} volume de *Le mouvement ouvrier pendant la guerre mondiale* d'Alfred Rosmer (1877-1964), est repris en introduction de la republication récente des deux volumes de cet ouvrage par les éditions les bons caractères. Nous le publions, avec l'aimable accord de l'éditeur, pour saluer à la fois la réédition revue et augmentée de ce classique indispensable de l'histoire du mouvement ouvrier ainsi que les collaborateurs de premier plan de *La Révolution prolétarienne* de l'entre-deux guerres que furent Martinet et Rosmer (et aussi de l'après-guerre pour ce dernier). [NDLR]

La légende de l'accord unanime du peuple français pour la guerre, en août 1914, est une légende mensongère, mais puissante. L'intérêt, historique et pratique, de l'ouvrage d'Alfred Rosmer sur *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre* est, d'abord, de faire comprendre comment cette légende s'est établie, pourquoi elle s'est imposée et perpétuée, quel avantage elle procurait aux responsables de la faillite du mouvement ouvrier, à la fois pour maquiller leurs responsabilités d'alors et pour faciliter le recommencement éventuel de la même besogne.

En fait, aux premières heures de la guerre, Rosmer le montre clairement, avant la résignation pour les uns et, pour d'autres, une acceptation désespérée, il n'y eut guère dans le prolétariat qu'un immense désarroi, un désarroi très opportunément préparé par l'assassinat de Jaurès.

Quelques hommes à travers le pays, quelques hommes (plus nombreux que nous ne l'avons supposé sur le moment) « tenaient ». Mais l'atmosphère n'aidait pas, il s'en fallait, à « tenir » ! Chacun des résistants pouvait se croire absolument seul et les hommes, plus modestes qu'on ne le dit, craignent d'avoir raison, même si tout leur crie qu'ils ont raison plus que jamais, quand l'unanimité de leurs semblables est apparemment dressée, et avec violence, contre leur pensée qui n'a pas changé.

Mais, apparemment unanime, la masse n'était encore qu'unaniment désorientée. Tournée vers de prétendus chefs, elle attendait d'eux des directives. Elle ne savait pas que ces « responsables » du socialisme, du syndicalisme, de l'anarchisme, n'étaient déjà plus responsables que de « l'Union sacrée ».

Qu'était-il donc advenu des partis politiques, de la

CGT, de toutes les « grandes organisations » ? Il était arrivé que tout cela s'était, du jour au lendemain, réveillé cadavres, mais que, malheureusement, les cadavres continuaient à moudre des paroles, qui étaient toutes des paroles de reniement et de mort. Il était arrivé simplement que la guerre pouvait passer parce que la classe ouvrière était déjà vaincue.

« *Il faut comprendre*, écrit Rosmer dans un passage que tous les révolutionnaires prolétariens feraient bien de méditer mot par mot, *il faut comprendre que les gouvernements ne s'engagent dans ce qui reste pour eux une redoutable aventure que lorsqu'ils ont acquis la quasi-certitude d'entraîner la nation tout entière derrière eux, que lorsqu'ils sont parvenus, par une préparation patiente et habile, à égarer le prolétariat.* »

C'est la première grande leçon de la guerre de 1914, et tout le livre de Rosmer l'éclaire avec une certitude irréfutable. La défaite ouvrière n'est réellement acquise que lorsque les dirigeants ouvriers « *se rallient à l'ennemi de classe, font cause commune avec lui* ». Mais, à ce moment, tout est consommé : « *L'Union sacrée se dresse sur les ruines de l'internationalisme prolétarien.* » L'Union sacrée est le pire crime de la classe ouvrière contre elle-même. C'est son suicide dans la dérision et dans la honte.

Mais une autre leçon, contradictoire, accompagne immédiatement et complète la première. C'est qu'il faut toujours tenir, c'est qu'on ne tient jamais en vain, se croirait-on seul contre le monde. Notre confiance dans l'avènement de la classe ouvrière qui, seule, assurera aux hommes la paix et la civilisation véritables, n'est pas une foi irrationnelle. Mais, cette confiance, l'avions-nous, ou non ?

Ceux qui ont flanché, c'est qu'ils l'avaient perdue ou qu'elle leur avait toujours manqué. Leur façon (et non la plus perfide !) fut alors de railler notre « socialisme sentimental » ou notre « dogmatisme ». Ils ne bafouaient ainsi rien d'autre que le socialisme même et tout ce qu'il contient de justice sociale et de liberté humaine. De plus, l'événement a prouvé avec éclat qu'ils étaient des ânes, ces « réalistes », des ânes bridés et manœuvrés par les bandits de l'impérialisme : « *La confrontation de leurs folles affirmations, des illusions qu'ils entretenaient dans l'esprit des ouvriers – la dernière guerre, la guerre pour tuer la guerre, la croisade démocratique, la libération du monde par la victoire des nations démocratiques et l'anéantissement du militarisme prussien, etc. – avec la réalité présente montre l'étendue de leur erreur ou la sottise de leur mensonge.* »

Quant à la poignée de résistants, qui conservaient intacte leur confiance dans la capacité et le destin du prolétariat, Rosmer raconte aussi leur histoire, et cette histoire aussi est instructive. Nous n'étions rien, misérablement peu nombreux, dispersés, sans argent, sans moyens ; nous nous heurtions à toutes les puissances, à tout l'appareil gouvernemental, militaire, policier, tendu à l'extrême... Nous avons travaillé (sans du tout croire que nous faisons rien d'héroïque !) comme si nous pouvions quelque chose – et nous avons pu quelque chose. La parole ouvrière franchement déclarée, en France, en Allemagne, partout – et, bien entendu, aussitôt décriée (à l'intérieur même du mouvement ouvrier) de trahison nationale – commença immédiatement, partout, d'entraver et de ralentir l'énorme machine à tuer, à tromper et à asservir.

Dans ce travail, Rosmer était au premier rang. Il était préparé et qualifié par son travail d'avant la guerre. Aux côtés de Pierre Monatte, il assurait la parution de *La Vie ouvrière*, la revue la mieux faite, la plus nourrie, la plus libre, la plus ardente et la plus lucide qu'ait jamais possédé le mouvement ouvrier en France, celle aussi qui – au prix de quels sacrifices ! – avait atteint le plus fort tirage et la plus profonde influence : elle dépassait 2 000 abonnés, chiffre énorme alors, quand les « grandes revues » émanant des « grandes organisations » n'arrivaient guère à plus de 500... À la déclaration de guerre, ni Monatte ni Rosmer n'avaient hésité un instant. *La Vie ouvrière* avait dû cesser de paraître, mais ils continuaient à servir la cause des ouvriers, l'internationalisme prolétarien.

Le premier coup à l'Union sacrée à l'intérieur du mouvement ouvrier fut porté par Monatte. Il représentait au comité confédéral deux unions départementales. Il démissionna, par une lettre motivée qu'il rendit publique. Les digestions confédérales allaient désormais être troublées et, bientôt après, celles du Parti socialiste, installé à titre d'otage au gouvernement. Mais, comme par hasard, Monatte, qui appartenait au service auxiliaire, fut versé dans le service armé, mobilisé le 5 février (1915), et il fit la guerre « jusqu'au bout », tandis que s'allongeait la liste des « sursitaires » qui ne voulaient pas de « paix prématurée ». Rosmer, bien que mobilisé à son tour dans le service auxiliaire, resta seul pour suffire à tout.

La place me manque pour détailler ce « tout » qui comprenait beaucoup de tâches, dont la plupart étaient des plus modestes, consistaient à écrire aux camarades qu'on pouvait toucher, à les recevoir, à corriger des épreuves. Je peux dire cependant, comme garantie de la sûreté de ses informations, tant sur la besogne des « majoritaires » qui enfonçaient tant qu'ils pouvaient le prolétariat dans l'Union sacrée que sur notre effort de résistance, que Rosmer se trouva toujours au centre du mouvement, informé de tout, servi par sa connaissance

des langues étrangères et de toute l'histoire ouvrière, apte à tout saisir et à tout regrouper.

En même temps qu'il collaborait étroitement avec Merrheim pour la confection de *L'Union des métaux*, qui nous fut une arme si précieuse, il rédigeait ses petites *Lettres aux abonnés de La Vie ouvrière*, dont Romain Rolland – le Romain Rolland d'*Au-dessus de la mêlée*, le Romain Rolland non conformiste, notre Romain Rolland – m'écrivait qu'il ne connaissait personne dans le monde contemporain qui fût capable d'écrire sur les événements avec autant de clarté et de force, des commentaires et des jugements aussi loyaux, aussi perspicaces et aussi profonds. Enfin, avec toutes ces tâches de termites, nous aboutissions quand même à la grande victoire sourde que fut Zimmerwald. Cette victoire, les ennemis du prolétariat, dans toutes les nations, en sentirent bientôt l'importance, mais nous l'avions goûtée avant eux. Je me rappelle notre joie, à Rosmer et à moi, quand – dans un petit café situé près d'un commissariat de police ! – nous revoyions ensemble la traduction de la déclaration élaborée par les participants à la conférence.

Rosmer a retracé toute cette brûlante histoire. Il l'a fait avec le maximum de conscience et de compétence. L'abondance et la précision de la documentation, la clarté de l'exposition et la probité de l'argumentation font de son livre une œuvre historique exemplaire. En même temps, la passion qui l'anime d'un bout à l'autre et rend la lecture passionnante pour quiconque est ouvrier, pour quiconque a au cœur le salut de la classe ouvrière – qui se confond avec le salut de la civilisation. Si le prix de vente du volume – que légitime largement son importance – en rend difficile l'acquisition pour certains camarades, il n'est pas de bibliothèque d'organisation qui ne doive en posséder un ou deux exemplaires, et certainement peu d'ouvrages y seront davantage demandés, lus, relus et commentés.

Mais il se trouve qu'aujourd'hui ce livre est un avertissement brûlant et impérieux. L'histoire, qui ne se répète pas dans le détail, pose plusieurs fois de suite le même problème aux classes en lutte. L'intuition révolutionnaire doit savoir distinguer à temps les circonstances qui, différentes dans leur nature et leur position, risquent de reproduire pour le prolétariat une situation autant et plus tragique que celle de la précédente aventure. Car s'il arrive que l'histoire, comme l'a remarqué Marx, recommence en farce ce qu'elle a une fois présenté en drame, il arrive aussi qu'un drame immense renaisse en un drame plus immense et plus affreux. Nous sommes au bord de ce gouffre.

Le 26 novembre 1936

Marcel MARTINET



Où il sera question d'impôts, d'immigration et de sport

Je ne veux pas consacrer chacune de ces Lettres à Donald Trump mais il est difficile de l'éviter. Le fait qu'il semble vouloir nous mener dans une guerre contre l'Iran (une excellente façon de nous faire oublier les nombreuses affaires et enquêtes qui le menacent), qu'il ait nommé une criminelle de guerre tortionnaire à la tête de la CIA, qu'il mente continuellement (plus de 2 000 mensonges en un an selon Fact Check),¹ son caractère sordide et corrompu tout comme celui de la plupart des membres de son gouvernement²... Mais en France, les médias ont sans doute parlé de tout cela.

J'aborderai ici trois sujets différents : l'immigration encore, les grèves dans l'enseignement et enfin le sport ou plutôt la politique, l'argent et le racisme dans le sport américain.

Mais d'abord une « petite » nouvelle. Il s'agit d'un acte non de Trump mais de son parti, au pouvoir dans le Congrès.

Le programme fédéral SNAP (*Supplemental Nutrition Assistance Program*), qui aide plus de 40 millions d'Américains à avoir de quoi manger tous les jours, va faire effectuer un changement dans ses règlements qui rendrait inéligibles plus de 2 millions de personnes. Histoire de réduire les dépenses du gouvernement fédéral étant donné son énorme déficit, résultat de la réforme de la fiscalité votée par les Républicains. Les assiettes des familles les plus pauvres du pays seront vides, mais grâce à cette réforme fiscale qui réduira leurs impôts, celles des législateurs et de leurs richissimes donateurs déborderont. Le Sénateur républicain Bob Corker, par exemple, un conservateur fiscal qui avait dénoncé l'aggravation probable du déficit, a changé d'avis à la dernière minute et a voté pour le projet de loi. Le million de dollars supplémentaire dont il jouira chaque année à cause d'une seule disposition de cette loi n'a en aucun cas, bien sûr, pesé sur sa décision. Des mesures semblables à celle-ci sont en cours pour réduire le creusement du déficit causé par les auteurs des dites mesures. On grince des dents*. Et d'un côté à l'autre du pays, des mouvements à la gauche des Démocrates, comme Indivisible, sont à l'œuvre pour mettre fin à la majorité républicaine au Congrès en novembre.

1. La baisse des impôts et les grèves d'enseignants

Il y a quelques années, de nombreux états ont également réformé leur fiscalité et maintenant, fait inouï, voilà qu'ils ont maintenant à faire face à leurs enseignants. C'est que l'essentiel du budget des états et des villes va aux écoles, ce qui en reste étant alloué surtout à la police et

aux pompiers. La grève d'une journée étant quasiment inconnue aux États-Unis, on voit maintenant des grèves illimitées massivement suivies dans les écoles publiques dans certains états du Sud-Ouest et du Sud connus pour être parmi les plus droitiers des États-Unis. Lorsque des « conservateurs » purs et durs, ultra-libéraux dirait-on en Europe, prennent les rênes du pouvoir, comme ils l'ont fait dans beaucoup d'états en 2010, ils font aussitôt voter une réforme de la fiscalité : forte réduction des impôts, surtout au bénéfice des entreprises et des plus riches (« *job creators*, » disent-ils), mais réduction aussi des taxes sur la propriété, source principale du financement des écoles.. Ils présentent cette baisse des impôts comme un moyen de relancer l'économie et de renflouer les caisses de l'état. Or, insiste Paul Krugman³, ça ne marche jamais, absolument jamais : la foi de la droite dans le pouvoir magique de la baisse des impôts est un exemple du triomphe de l'idéologie sur les preuves concrètes du contraire. En réalité, les finances des états plongent et, à la différence du gouvernement fédéral qui peut laisser gonfler la dette nationale, dans beaucoup d'états la loi les oblige à équilibrer leurs comptes. La solution : réduire le financement des écoles.

Comment ? Mais... en payant moins les enseignants ! On a beau supprimer des cours « superflus » (l'art, la musique, etc.), les frais d'entretien et les dépenses de fournitures scolaires (que les enseignants payent souvent de leur poche), tout ça, c'est des broutilles. Augmenter le nombre d'élèves par classe fâcherait les parents. Par contre, refuser de payer l'assurance maladie des enseignants, ne jamais leur accorder la moindre augmentation de salaire, ça, on peut faire. J'ai entendu une enseignante dans l'Oklahoma dire que ses manuels scolaires sont vieux de vingt ans et tombent en miettes, que le salaire des instituteurs et des professeurs de lycée est si bas qu'ils émigrent souvent dans l'état voisin du Texas ! Les enseignants ne peuvent pas travailler correctement et ne peuvent pas survivre sans avoir un second travail. Ils commencent à avoir le sentiment de faire partie des *working poor*, la sous-classe des travailleurs pauvres.

Voici qu'ils refusent maintenant cet état de choses, pour eux et pour les élèves. Grèves dures, d'abord dans l'état de West Virginia, puis dans l'Oklahoma et dans le Kentucky, et maintenant en Caroline du Nord, tous des états pauvres et arriérés ; dans l'Arizona, un état qui compte une importante population d'origine hispanique plutôt pauvre et une bourgeoisie de droite et même d'extrême droite (le sheriff criminel Joe Arpaio, qui se vante d'avoir créé des camps de concentration pour des

immigrés détenus, y a été élu vingt-quatre ans)⁴. Victoire des enseignants dans les états de West Virginia, dans l'Oklahoma, et en Arizona, où le gouverneur et le parlement de l'état ont finalement accepté leurs demandes, du moins partiellement. Donc de changer de politique fiscale. Dans le Kentucky, pourtant, le gouverneur, hors de lui, a réagi en accusant les grévistes d'être responsables des viols d'enfants qui auraient lieu en leur absence et a refusé de céder d'un pouce. Apparemment on ne change pas toujours si facilement de foi politique. Il est possible que ces grèves, signe d'une prise de conscience à la fois de la condition réelle des travailleurs enseignants et des possibilités d'une action collective, conduisent à un changement plus général dans toute cette partie du pays. Il est possible que ce titre dans la revue progressiste *The Nation* s'avère juste : « *Les enseignants mènent la lutte contre l'austérité. Ils n'exigent pas seulement des hausses de salaire, ils rejettent aussi les réductions d'impôt qui ne vont qu'aux riches et réclament des services publics et des biens collectifs.* »

2. La guerre du gouvernement contre l'immigration, ses exécutants, et la « résistance »

Le 1^{er} mai 2018, devant la mairie de Northampton (Massachusetts), le Pioneer Valley Workers Center tenait un meeting pour soutenir les immigrés sans papiers et protester contre l'action du gouvernement qui venait de retirer le statut d'« *immigré temporairement protégé* » à des centaines de milliers de personnes venant de Haïti, du Salvador et plus récemment, du Honduras, l'un des pays les plus dangereux du monde. Beaucoup de ces immigrés sont ici depuis vingt ans, travaillent ou ont ouvert un commerce ; ils ont fondé une famille et payent régulièrement leurs impôts. Maintenant, ils risquent l'expulsion d'ici quelques mois. Devant quelque 200 personnes dans cette ville de 30 000 habitants, le maire, David Narkewicz, affirmait son soutien : non seulement la mairie ne coopérera pas avec ICE⁵, ne communiquera pas à ses agents le statut des détenus de droit commun, mais le maire préviendra les immigrés s'il entend parler d'une rafle à venir et mettra en place des centres pour les informer de leurs droits. J'ai été un peu surpris : je considérais notre maire comme un excellent administrateur, assez éclairé, mais guère « *radical* », comme on dit ici. À Northampton toujours, la présidente de Smith College, poste qui exige traditionnellement beaucoup de réserve, s'est exprimée tout aussi fortement, dans une lettre circulaire envoyée aux professeur(e)s, aux étudiantes et aux employé(e)s de l'université, et a annoncé qu'elle prenait elle aussi des mesures concrètes pour protéger, dans la mesure du possible, les étudiantes concernées. PBS (Public Broadcasting Service), la seule chaîne de télévision publique, qui elle aussi affiche normalement une certaine réserve en matière de politique, a montré cette année des documentaires qui célèbrent les valeurs d'intégration et

d'accueil de « l'autre » longtemps supposées faire partie du « *credo américain* ». Justement, c'est le titre de l'un de ces documentaires : *American Creed*. « Peu importe d'où vous venez ou qui vous êtes, ce qui compte c'est ce que vous faites », dit l'un des participants, résumant cet article de foi. Le film commence avec deux professeurs éminents de Stanford University, un historien de gauche et une politologue de droite, qui sont d'accord sur peu de choses, mais qui partagent tous deux cette conviction et qui déplorent qu'elle soit aujourd'hui mise à mal ; celle de droite n'est autre que Condoleezza Rice. C'est dire à quel point toute une partie du pays, comprenant même des gens traditionnellement de bords opposés, s'insurge contre la politique extrémiste du gouvernement Trump.

David Narkewicz est sûrement, comme son nom l'indique, d'extraction polonaise, les Polonais étant venus en grand nombre s'installer dans notre Pioneer Valley vers la fin du 19^e siècle et au début du 20^e, surtout pour cultiver la terre. Cette immigration a continué et *the Polish*, comme on dit, sont maintenant dans toutes les professions et font fréquemment partie des gouvernements locaux.

C'est que nous sommes, pour insister sur une évidence, un pays d'immigrés. À l'exception des Amérindiens, tout le monde vient d'ailleurs. Surtout après la seconde partie du 19^e siècle, à la recherche, dit-on toujours, d'une vie meilleure. « *A nation of immigrants* » était inscrit dans le cahier des charges de l'USCIS (United States Citizenship and Immigration Services), l'agence chargée de gérer l'immigration et la naturalisation éventuelle des immigrés. Jusqu'en février 2018, on pouvait lire ceci sur son site Internet : « L'USCIS tient la promesse de l'Amérique, une nation d'immigrés, et s'engage à fournir des informations exactes et utiles à ses clients, à leur accorder les bienfaits de l'immigration et de la citoyenneté, à promouvoir la connaissance et la compréhension de la citoyenneté, et à assurer l'intégrité de notre système d'immigration. » Cela a été changé. Le nouveau texte révèle un état d'esprit méfiant, un sentiment anti-immigrés à peine masqué par son légalisme : « L'[USCIS] gère le système d'immigration légale de la nation. L'agence protège son intégrité et ses engagements en examinant et en jugeant avec efficacité et équité les demandes d'immigration. Elle accorde les bienfaits de l'immigration tout en protégeant les Américains, en assurant la sécurité de la patrie et en honorant ses valeurs. » Une petite note personnelle : bien avant Trump, cette même agence s'est occupée de la naturalisation de ma femme, née à Paris ; lors de la grande cérémonie à Boston, un représentant du gouvernement a recommandé aux nouveaux citoyens de ne pas oublier les traditions de leur culture d'origine afin d'enrichir celle des États-Unis ; il n'a pas parlé de la nécessité de sécuriser le pays en régulant l'immigration ni d'honorer « *nos valeurs* ».

Trump fait tout pour susciter la peur et la haine des immigrés. Ses pires actes, dit-on, ne seraient qu'une tentative pour mobiliser sa base en vue des élections législa-

tives de 2018. Mais de toute évidence son racisme et sa xénophobie sont profonds et parfaitement sincères. Le fameux mur sur la frontière mexicaine en est la preuve. Ce mur serait « nécessaire » pour protéger le pays contre la drogue, le crime et le viol, lesquels, chacun le sait, feraient partie de l'essence même de ces étrangers. (On se souvient de ses mots pour désigner les Mexicains et les pays africains.) Le mur n'est pas encore construit, mais, le 9 mai 2018, la police des frontières a séparé mille enfants de leurs parents détenus près de la ligne qui sépare les deux pays. Ils faisaient partie de la « caravane » de ces chercheurs d'asile fuyant la violence au Salvador et au Honduras. Partout, les immigrants récents, illégaux ou pas, vivent dans la peur de la violence à la fois des autorités et des racistes de leur quartier, des « braves gens » selon Trump⁶. Je le répète : les propos racistes, les actes de vandalisme et les violences contre tous ceux qui ne sont pas blancs et protestants ou à la rigueur catholiques, ne cessent d'augmenter depuis l'élection de 2016.

Aussi, lorsque Wilbur Ross⁷, secrétaire au Commerce, annonce qu'il va ajouter une question concernant le statut des immigrants (*immigrant status*) dans le recensement de 2020, l'intention est-elle transparente : ce recensement décennal détermine pour chaque état le nombre de ses grands électeurs et de ses députés à la Chambre ainsi que le montant des subventions qu'il reçoit du gouvernement fédéral. Cette question, jamais inscrite au recensement auparavant, aurait pour effet que les familles qui ont un immigré sans papiers risquent de ne pas répondre au questionnaire. Ce qui réduirait le pouvoir des états où ils résident, notamment de la très démocrate Californie, mais aussi des circonscriptions démocrates dans des états jusqu'ici républicains comme l'Arizona ou le Texas. Résultat : un renforcement considérable du pouvoir du Parti Républicain dans les élections nationales.

Les lecteurs de ces Lettres savent que Northampton, « ville sanctuaire » comme quelque six cents autres villes, n'est pas seule dans sa résistance aux mesures anti-immigrés. Voilà maintenant que sept états se sont déclarés « états sanctuaires ». Non sans une vive opposition de la part des anti-immigrés. Même dans une ville voisine de la mienne, dans cette région où les Républicains sont très minoritaires, le maire a déclaré haut et fort que Springfield ne sera jamais une « *sanctuary city* ». Possible. Une partie de la population n'a jamais aimé nous voir comme « une nation d'immigrés » : du 19^e siècle à nos jours le rejet haineux des nouveaux venus a surgi après chaque nouvelle vague d'immigration. Ce qui est nouveau, c'est que le gouvernement participe pleinement et s'emploie à jeter de l'huile sur le feu.

3. Le sport aux États-Unis et son rapport à la race et à l'argent.

Il a souvent été question dans ces Lettres du problème

racial, ou plutôt du racisme des Blancs. Impossible de parler de l'Amérique en l'escamotant. Impossible aussi, en parlant du sport, d'escamoter le rôle des Africains-Américains dans cette industrie évaluée à 500 milliards de dollars⁸. On en a beaucoup parlé cette année à cause de Colin Kaepernick, un Noir qui joue dans une des équipes de la *National Football League*, la ligue professionnelle du football américain (NFL). Or si on appelle le baseball « *our national pastime* », c'est surtout notre football qui passionne les Américains : 103,4 millions de téléspectateurs ont regardé le championnat, le Super Bowl, en 2018. Et encore, c'est le chiffre le plus bas depuis 2009. Kaepernick est un « *quarterback* », le meneur de jeu, la position de loin la plus importante dans le foot américain⁹. (L'époque où on pensait que les Noirs étaient incapables de jouer ce rôle de leader de l'équipe est bien passée, depuis une bonne trentaine d'années.) Il faut que le « *quarterback* » sache lancer le ballon avec précision, parfois jusqu'à cinquante mètres – c'est un ballon ovale, mais à la différence de celui du rugby il est pointu, ce qui facilite les passes avant – et qu'il décide à qui il va le lancer dans les quelques secondes dont il dispose, compte tenu d'une situation constamment changeante et avant que des malabars de 115 kilos foncent sur lui et l'atteignent : untel est-il défendu par un joueur à talent égal au sien ? Tel autre va-t-il réussir à se libérer ou va-t-il donner le ballon à un arrière en train de courir ? Le garder pour lui-même et courir (rare, mais possible) ? Il lui faut non seulement des dons physiques, mais une grande intelligence du jeu et un pouvoir de décision rapide hors du commun. À chaque mise en jeu du ballon, tous les yeux sont sur lui. Dès le début de la saison 2016, lors de l'hymne national qui précède chaque match, au lieu de se tenir debout la main sur le cœur, le « *quarterback* » Colin Kaepernick met un genou sur terre.

Sacrilège, outrage au drapeau ! Non, selon Kaepernick et selon 70% des joueurs noirs de la NFL. Bientôt un certain nombre de footballeurs s'agenouillent aussi pour protester façon Black Lives Matter contre les meurtres commis continuellement par la police et jamais punis, donc contre le racisme et l'injustice.

« Renvoyez ces salauds-là ! » clame notre président, avec son élégance habituelle. Des stars du basket comme Le Bron James ayant exprimé leur soutien aux protestataires, une personnalité de Fox News, la chaîne droite de la télé, lui conseille de la fermer et de dribbler plutôt. « En fait, elle m'a aidé à sensibiliser les gens », dit Le Bron, peut-être le plus grand basketteur de tous les temps. Il continue, avec d'autres athlètes noirs, à dénoncer l'injustice raciale et sociale. Lorsqu'on allait jouer l'hymne national avant le match dominical qui a suivi la déclaration de Trump, je me demandais ce que les joueurs de mon équipe préférée, les New England Patriots, allaient faire : leur propriétaire milliardaire

est un ami de Trump et leur « *quarterback* » blanc, le grand Tom Brady, a voté pour lui – comme beaucoup d'autres millionnaires qui ne sont pas des footballeurs. Les joueurs ont tous mis une main sur les épaules de leurs co-équipiers en signe de solidarité avec ceux qui s'agenouillaient, trois ou quatre ce jour-là, en touchant leurs épaules de la main. Cependant une partie des spectateurs, très majoritairement blancs, ont conspué les manifestants, comme d'ailleurs dans tous les stades chaque fois que de telles manifestations avaient lieu. Surtout, Kaepernick, « *quarterback* » plutôt moyen mais certainement meilleur que d'autres qui ont joué durant cette saison 2017-2018, s'est retrouvé sans emploi cette année. Mis sur la liste noire, c'est le cas de le dire.

L'hostilité des fans blancs et « patriotes » à l'activisme des joueurs est-elle la cause de la chute de l'audimat ? Depuis le 11 Septembre, on plante un drapeau américain sur la ligne de touche au milieu du terrain et le football américain, qu'on peut comparer à la guerre (violence, stratégie) est devenu une sorte de symbole de nos guerres « patriotiques » ; on rend habituellement hommage aux combattants anciens ou actuels avant le match ou à la mi-temps. Mais cette explication n'est pas vraiment convaincante car beaucoup de gens regardent les matches sur l'internet, échappant ainsi à l'audimat.

D'autre part, la découverte que les inévitables chocs qu'on reçoit à la tête, même casquée, ont tendance à provoquer à la longue une condition semblable à la maladie d'Alzheimer, a suscité une forte réaction. Dans le film de 2015 *Concussion* (« commotion cérébrale »), sorti en France sous le titre *Seul contre tous*, Will Smith incarne le médecin auteur de cette découverte, un médecin né au Nigeria donc immigré d'un de ces pays que Trump a joliment qualifiés de « pays de merde ». D'anciens joueurs portent plainte contre la NFL mais malgré les efforts de la ligue pour améliorer la protection des joueurs (casques améliorés, protocole médical dès le moindre soupçon de commotion cérébrale), voilà que des parents empêchent leurs enfants de pratiquer ce sport, un joueur l'abandonne après une brillante première année dans la NFL... et les fans s'en détourneraient ? Possible, mais pas sûr non plus. Personnellement, je trouve que le foot américain devrait être interdit, mes fils sont d'accord... et chaque semaine nous continuons à regarder le match dominical en applaudissant les New England Patriots à tout rompre. Nous ne sommes pas les seuls à vivre cette contradiction. Pour la droite, aucun doute : on regarde moins le football parce que les fans n'aiment pas voir ces protestations. À gauche, certains sont d'accord : les fans de foot américain seraient tous Trumpistes.

Ces protestataires noirs, héros du sport, choquent pour une autre raison : cela faisait pas mal de temps que des athlètes noirs célèbres ne s'étaient pas engagés publiquement dans les luttes politiques du moment. La génération de Mohammed Ali, ou avant lui de Jackie

Robinson, qui a lutté pour les droits civiques des Noirs après sa brillante carrière dans le baseball, a été suivie par une génération de stars noirs quasiment muettes. En 1991, lorsque toute l'Amérique a vu la vidéo de l'horrible tabassage de Rodney King par des flics blancs de Los Angeles, crime pour lequel un jury les a acquittés¹⁰, ni Magic Johnson, star de l'équipe de basket de Los Angeles, ni Michael Jordan à Chicago, alors le plus grand basketteur jamais vu, n'ont pipé mot. Le Bron James et les footballeurs noirs de la NFL qui, pour avoir grandi dans des quartiers noirs ont une expérience directe de l'injustice sociale et de la brutalité policière, voyant maintenant au pouvoir ce gouvernement raciste, sont déterminés à lutter contre.

Il y a, dit Howard Bryant¹¹, une raison plus profonde à la gêne de beaucoup de Blancs devant ces protestataires : l'Amérique blanche a toujours apprécié le corps noir, jamais le cerveau noir.

Le système de production des athlètes professionnels passe chez nous par l'université : ce footballeur qui a quitté la NFL en tournant le dos à des millions de dollars était un récent diplômé de Stanford, fait qui a de quoi surprendre un Français (l'équivalent serait un footballeur du PSG diplômé de, mettons, Sciences Po). À la télé avant chaque match de foot, les athlètes déclinent le nom de leur université après leur nom civil. La plupart de nos grandes universités, surtout celles qui sont « grandes » en nombre d'étudiants ont, pour chaque sport, une équipe qu'on pourrait qualifier de préprofessionnelle et qui leur coûte cher¹². Ces athlètes ont une bourse qui les dispense de payer les frais faramineux des universités américaines – à condition qu'ils participent pleinement au sport. Si une blessure les empêche de jouer, adieu la bourse. Cela veut dire des heures et des heures d'entraînement sur le terrain, dans les salles de mise en forme, et, pour le foot, dans une salle de classe pour apprendre la stratégie. Difficile dans ces conditions de s'instruire dans les matières académiques. Souvent ces athlètes ne terminent pas leurs études et ne rejoignent jamais l'élite embauchée par les équipes professionnelles : ils quittent l'université avec rien. Ceci arrive aux Blancs aussi, bien sûr, mais il y a un nombre disproportionné de Noirs parmi ces athlètes. Former le corps, oui ; le cerveau, non.

Certains de ces jeunes athlètes ont exigé d'être au moins payés pour leur travail. Mais la National Collegiate Athletic Association (NCAA) a plaidé avec succès que ces « étudiants » reçoivent une éducation universitaire gratuite, alors... Le grand basketteur Kareem Abdul-Jabbar, devenu auteur et chroniqueur politique, fait partie de ceux qui dénoncent cette injustice. Il fait remarquer, par exemple, que pendant le tournoi qui termine la saison du basket universitaire, la NCAA a récolté 9 millions de dollars alors que les athlètes, eux, en ont gagné... zéro. Leur rêve est évidemment de jouer dans la NFL,

ou dans la NBA (National Basketball Association) ou dans les Major Leagues (baseball) et de gagner la gloire et des millions de dollars. Après tout, la NBA est noire à 75%, on voit ses grandes vedettes noires à la télé 2 à 3 fois par semaine. Or, voici les chances réelles de carrière pour un jeune garçon noir, selon le Children's Defense Fund : 1 chance sur 372 de devenir avocat, 1 sur 684 de devenir médecin. Et 1 sur 1 465 de jouer dans la NFL, moins de 1 sur 8 000 de jouer dans la NBA et moins de 1 sur 10 000 de jouer dans les Major Leagues. Leur rêve d'une grande carrière d'athlète professionnel a toutes les chances de rester... un rêve.

Ceux qui sont arrivés à le réaliser ont beaucoup de talent – et de chance. C'est tout à leur honneur qu'ils l'utilisent pour le bien de leurs frères et pour celui de la société entière.

David BALL
dball@smith.edu

* Dernières nouvelles : la loi n'a pas pu être votée. (le 26 mai)

1. Site qui vérifie les affirmations publiques des uns, des uns, et des autres..
2. Petit supplément à ce que j'ai déjà dit ici sur Scott Pruitt, qui dirige l'*Environmental Protection Agency* (EPA), et qui tâche de la détruire au profit des compagnies pétrolières dont il recevait de l'argent en toute légalité. On découvre maintenant que les contribuables ont payé plus de 150 000 dollars pour ses voyages en avion, 43 000 pour lui faire installer une cabine insonorisée dans son bureau (pour qu'on n'écoute pas ses appels : des appels de quelle nature, on aimerait bien le savoir !) et 2 millions pour 30 gardes du corps. Du jamais vu dans l'EPA. Il a aussi payé 50 dollars la nuit une suite dans un hôtel de luxe normalement louée à 1 000 dollars; la suite en question appartenant à l'épouse d'un cadre supérieur d'une compagnie pétrolière. Pruitt fait l'objet de onze enquêtes officielles, mais à l'heure où j'écris ces lignes, il n'a pas été limogé.
3. Rappel : Prix Nobel d'économie.
4. Rappel : ayant refusé d'obtempérer aux injonctions des magistrats à la suite de plusieurs procès, il a été condamné pour outrage à la Cour et gracié ensuite par Trump. Avec les félicitations de ce dernier pour son courage.
5. Rappel : *Immigration and Customs Enforcement*, l'agence policière fédérale qui détient les immigrés sans papiers.
6. Voir « Après Charlottesville », *RP798*, septembre 2018.
7. Encore un personnage assez louche de ce gouvernement : entre autres choses,

les « Paradise Papers » révèlent qu'il n'avait pas avoué ses liens financiers avec des intérêts russes lors de son audition devant le Sénat qui devait confirmer sa nomination à son poste.

8. Voir par exemple « Quelques héros », *RP788*, Mars 2015, 34-36.

9. Une équipe de foot américain, c'est onze joueurs sur le terrain, une ligne offensive de quatre à sept hommes, quelques hommes dont le rôle varie, et le « *quarterback* ». Leur position, sauf celle du « *quarterback* » (toujours derrière la ligne offensive), varie selon la formation offensive choisie. Celle-ci change constamment au cours d'un match, la formation défensive aussi. Le football américain n'étant pas constamment en mouvement comme le foot mondial ou le basket, l'entraîneur a la possibilité et le devoir de planifier minutieusement chaque mise en jeu du ballon. Ce qui exige un travail de préparation considérable de la part des joueurs. Ce sport, mélange de brutalité et de grâce, combine la force brute et la vitesse avec une stratégie subtile qui fait penser aux échecs.

10. Ils furent acquittés sur le plan criminel malgré leur agression visiblement non provoquée et leurs propos racistes enregistrés avant l'acte. Après ce procès inique, l'avocat de Rodney King a attaqué la ville sur le plan civil (« *violation des droits civiques* ») : il a eu gain de cause et elle a dû payer 3 800 000 \$ de dommages à M. King.

11. L'auteur de *The Heritage: Black Athletes, a Divided America, and the Politics of Patriotism* (Beacon Press, août 2018), un titre qui en dit long sur la situation actuelle.

12. Tout en rapportant beaucoup d'argent – du moins au programme sportif. Voir « La crise de l'enseignement supérieur aux États-Unis », *RP782*, septembre 2013.

Dépôts en librairie

La *R.P.* est disponible (en petite quantité) dans les librairies suivantes:

- ♦ Librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris.
- ♦ Librairie Quilombo, 23 rue Voltaire 75011 Paris.
- ♦ Librairie Transit, 45 Bd de la Libération 13001 Marseille.

Pas besoin de découper votre revue: Vous pouvez imprimer le bon d'abonnement/réabonnement à la revue à partir du blog: <https://revolutionproletarienne.files.wordpress.com/2017/02/abonnement.pdf>

Nouvel abonnement – **Réabonnement (23 euros)**

(précisez en cochant pour nous aider à mettre à jour plus vite le fichier du routage)

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Pour l'abonnement, je règle :.....23 €

En plus de mon abonnement, j'alimente la souscription permanente en versant : €

Total : €

Chèque postal ou bancaire, à l'ordre des Amis de la Révolution Proletarienne

CCP : 8044 64 Y 020 (PARIS),

adressé à Stéphane JULIEN, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville